

Règlements sportifs

PRÉAMBULE

Ces règlements ont pour objet d'assurer le déroulement loyal de toute compétition dans le respect de l'éthique sportive. Ils doivent être interprétés en ce sens.

TITRE PREMIER

Règles générales

CHAPITRE I ► OBJET

Article 1

Les compétitions sportives organisées par la FFT, une ligue, un comité départemental ou un club*, sous le contrôle de la FFT, sont soumises aux présents règlements sportifs. Les règlements spécifiques de chacune d'entre elles comprennent les principes et règles d'organisation établis en conformité avec les règlements administratifs.

Ces derniers précisent notamment les règles de compétences, de procédures et de recours applicables.

Article 2

L'organisation des compétitions et la participation à celles-ci sont soumises à l'autorisation de l'instance fédérale compétente. Cette autorisation peut être retirée par la même autorité en cas d'inexécution ou de violation des règlements.

CHAPITRE II ► LE JEU

Article 3 | Règles du jeu

Toutes les compétitions sont soumises aux règles du jeu de la Fédération Internationale de Tennis.

Article 4 | Code fédéral de conduite

Les dispositions relatives au Code fédéral de conduite figurent à l'article 117 des règlements

* Dans tous les règlements sportifs, entendre par « club », « association affiliée » ou « structure habilitée », sauf disposition contraire.

CHAPITRE III ► LE JOUEUR

Article 5 | Dispositions générales

❶ Les épreuves officielles sont réservées exclusivement aux joueurs licenciés sur l'année sportive en cours. Tout joueur* doit se conformer, sans restriction, aux dispositions de l'article 89 des règlements administratifs qui fixent ces obligations.

- ❷ Un joueur ne peut prendre part aux compétitions définies à l'article 1 que :
- a. s'il est licencié (avec une licence de type C ou W) comme le précise l'article 32 des règlements administratifs. Seules les licences C et W permettent de participer à des compétitions homologuées.
 - On entend par licence C une ou plusieurs des licences ci-dessous :
 - la licence C - Multi-Raquettes, qui permet de participer à toutes les épreuves par équipes et à toutes les épreuves individuelles de toutes les disciplines visées à l'article 1 des statuts : le tennis, le paratennis, le beach tennis, le padel et la courte paume ;
 - la licence C - Padel, qui permet de participer à toutes les épreuves par équipes et à toutes les épreuves individuelles de padel ;
 - la licence C - Beach Tennis, qui permet de participer à toutes les épreuves par équipes et à toutes les épreuves individuelles de beach tennis.
 - La licence W permet de participer aux épreuves individuelles, aux épreuves interligues, aux épreuves tennis entreprise, aux épreuves scolaires et universitaires. Lorsqu'en cours d'année un joueur titulaire d'une licence W est rattaché à un club, il peut alors participer aux épreuves par équipes avec le club considéré. La licence garde son statut de licence W.
 - Les licences de type D ou S ne permettent en aucun cas de participer à une compétition homologuée par la FFT ;
 - b. si son attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
 - c. si les délais et conditions de qualification prévus par les règlements sont observés ;
 - d. si, le cas échéant, il a payé les droits d'engagement ;
 - e. s'il justifie de son identité par la production d'une pièce officielle avec photographie.

❸ Tout joueur est tenu d'honorer les sélections départementales, régionales et nationales auxquelles il est appelé. En cas de refus de sélection, il devra fournir les éléments justifiant ce refus à l'organisme chargé de la sélection. En l'absence de justifications, le joueur s'expose à des sanctions prévues à l'article 110 des règlements administratifs de la FFT.

En cas de refus de sa désignation, le joueur ne pourra, sauf autorisation de l'organisme chargé de la sélection, prendre part à une compétition disputée à la même époque que la compétition pour laquelle il était désigné, le délai d'interdiction commençant quatre jours avant le début de cette compétition et se terminant huit jours après sa fin.

❹ Dans le cadre de la bonne gestion des compétitions sportives, les résultats du joueur sont publiés sur l'ensemble des sites et applications de la FFT. La publication comprend les données personnelles suivantes : nom, prénom, et résultats. Le joueur peut s'opposer à cette publication, en faisant valoir une situation particulière le justifiant.

Article 6 | Catégories d'âge

- ❶ Le joueur doit satisfaire aux règlements propres au type de compétition à laquelle il prend part ou à la catégorie d'âge à laquelle il appartient.
- ❷ Les différentes catégories d'âge sont définies selon le tableau ci-après et sont valables, en ce qui

TABLEAU DES ANNÉES DE NAISSANCE DES JOUEURS DE CHAQUE CATÉGORIE

CATÉGORIES	2023
CATÉGORIES JEUNES	
- 6 ans	2017
- 7 ans	2016
- 8 ans	2015
- 9 ans	2014
- 10 ans	2013
- 11 ans	2012
- 12 ans	2011
- 13/14 ans	
- 13 ans	2010
- 14 ans	2009
- 15/16 ans	
- 15 ans	2008
- 16 ans	2007
- 17/18 ans	
- 17 ans	2006
- 18 ans	2005
CATÉGORIE SENIORS	2004 et av.
CATÉGORIES SENIORS PLUS	
- 35	1984 à 1988
- 40	1979 à 1983
- 45	1974 à 1978
- 50	1969 à 1973
- 55	1964 à 1968
- 60	1959 à 1963
- 65	1954 à 1958
- 70	1949 à 1953
- 75	1944 à 1948
- 80	1943 et av.

L'année sportive court du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante.

concerne les compétitions autorisées par la FFT, pour la durée totale de l'année sportive, c'est-à-dire du 1^{er} septembre d'une année donnée au 31 août de l'année suivante.

- ❸ L'année sportive porte le millésime de l'année civile débutant le 1^{er} janvier compris dans l'année sportive.
- ❹ Les jeunes autorisés à participer à une compétition dans une catégorie d'âge supérieure, ou les seniors plus qui participent à une compétition dans une catégorie d'âge inférieure, jouent alors selon la réglementation propre à cette catégorie concernant le déroulement de la partie, la limitation par jour du nombre de parties et le repos en cours de partie ou entre deux parties, sauf exceptions stipulées aux articles 9, 13 et 14 des présents règlements.
- ❺ Les jeunes, filles et garçons, faisant partie de la catégorie d'âge 8 ans sont autorisés à participer à une compétition homologuée selon les modalités précisées ci-après. À titre exceptionnel, les jeunes, filles et garçons, faisant partie des catégories d'âge 6 et 7 ans peuvent participer à la compétition homologuée dans le respect des dispositions prévues à l'article 201 des présents règlements.

* Dans tous les règlements, entendre par « joueur », « joueur ou joueuse ».

Article 7 | Tenue vestimentaire

- 1 Les joueurs doivent porter des vêtements compatibles avec la pratique du tennis et des chaussures adaptées à la surface notamment sur terre battue, moquette et gazon.
- 2 Le logo de l'équipementier peut apparaître trois fois maximum sur chacun des vêtements ou chaussures, chaque logo ne pouvant dépasser 26 centimètres carrés. Sur le polo ou la veste/le pull d'échauffement, deux logos supplémentaires d'un ou deux sponsors sont autorisés sur les manches, chaque logo ne dépassant pas 26 centimètres carrés. Si le polo/veste/pull est sans manche, les logos des sponsors peuvent être placés sur l'avant du polo/veste/pull.
- 3 Aucun logo de sponsor n'est autorisé sur les autres vêtements du joueur.
- 4 Chaque organisateur de compétition pourra définir des dispositions spécifiques concernant la tenue des joueurs, dans le respect du cadre défini dans les alinéas ci-dessus.
- 5 Pour les championnats de France par équipes, d'autres inscriptions sont autorisées en application de l'article 116 des présents règlements. Pour toute compétition par équipes dans laquelle le joueur représente la France, il est tenu d'utiliser le survêtement de présentation et/ou la tenue de match spécifique de l'équipe de France.

CHAPITRE IV ► LA PARTIE

Article 8 | Les différentes compétitions homologuées

Les différentes compétitions sont les suivantes :

- 1 La compétition orange, qui se déroule sur un terrain de 18 m de long et de 8,23 m de large, dénommé « terrain orange ». La hauteur du filet se situe à 0,80 m. Elle se joue avec la balle orange (orange et jaune ou jaune avec un point orange).
- 2 La compétition verte, qui se déroule sur un terrain de 23,77 m de long et de 8,23 m de large, dénommé « terrain vert ». La hauteur du filet se situe à 0,914 m. Elle se joue avec la balle verte (jaune avec un point vert).
- 3 La compétition jaune, qui se déroule sur un terrain dénommé « terrain jaune » :
 - en simple sur un terrain de 23,77 m de long et de 8,23 m de large ;
 - en double sur un terrain de 23,77m de long et de 10,97m de large.
 La hauteur du filet est de 0,914 m. Elle se joue avec la balle jaune.
- 4 Si le règlement de l'épreuve ne l'interdit pas, la participation de filles aux compétitions individuelles ou par équipes de garçons est autorisée pour les catégories d'âge :
 - de 8 à 10 ans sur terrain orange ;
 - de 8 à 12 ans sur terrain vert.

Article 9 | Formats de jeu et coefficients

Les compétitions homologuées de la FFT sont organisées selon différents formats de jeu (voir ci-après le tableau de l'article 9-1) qui tiennent compte des catégories d'âge des participants, des types de tournois, du nombre de parties jouées par jour et du temps de repos entre les parties de simple.

- 1 Les formats de jeu

Format 1	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
3 sets à 6 jeux jeu décisif à 6-6 Compétition jaune	format traditionnel autorisé jusqu'à 64 ans	2 simples, 3 parties maximum	Entre 2 simples : 1h30 en seniors 3 h minimum dans les catégories jeunes et seniors + Entre un simple et un double ou entre 2 doubles : 30 min

Format 2	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
2 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6 3 ^e set=super jeu décisif à 10 pts Compétition jaune	format officiel pour les catégories 65 ans et plus format autorisé à partir de 12 ans	2 simples, 3 parties maximum	Entre 2 simples : 1h30 en seniors 3 h minimum dans les catégories jeunes 12 ans et + et seniors + Entre un simple et un double ou entre 2 doubles : 30 min

Format 3	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
2 sets à 4 jeux, point décisif, jeu décisif à 4-4, 3 ^e set=super jeu décisif à 10 pts Compétition jaune ou verte	format utilisé dans les tournois multichances (TMC)	3 simples, 4 parties maximum	30 min minimum

Format 4	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
2 sets à 6 jeux, point décisif, jeu décisif à 6-6 3 ^e set=super jeu décisif à 10 pts Compétition jaune	format possible en simple, à privilégier pour le double	2 simples, 3 parties maximum	Entre 2 simples : 1h30 Entre un simple et un double ou entre 2 doubles : 30 min

Format 5	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
2 sets à 3 jeux, point décisif, jeu décisif à 2-2, 3 ^e set=super jeu décisif à 10 pts Compétition jaune ou verte ou orange	format autorisé en compétition orange, verte et traditionnelle à partir de la catégorie d'âge 8 ans / format utilisé dans les tournois multichances (TMC) à partir de 11 ans	4 simples, 5 parties maximum	30 min minimum

Format 6	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
2 sets à 4 jeux, point décisif, jeu décisif à 3-3, 3 ^e set=super jeu décisif à 10 pts Compétition orange ou verte ou jaune	format autorisé en compétition orange, verte et traditionnelle à partir de la catégorie d'âge 8 ans / format utilisé dans les tournois multichances (TMC) de 11 à 15 ans	3 simples, 4 parties maximum	30 min minimum
Format 7	Catégories d'âge ou de tournois	Nbre de parties par jour	Repos entre les parties
2 sets à 5 jeux, point décisif, jeu décisif à 4-4, 3 ^e set=super jeu décisif à 10 pts Compétition verte ou jaune	format autorisé en compétition verte et traditionnelle / format utilisé dans les tournois multichances (TMC) de 11 à 15 ans	2 simples, 3 parties maximum	30 min minimum

Pour les épreuves fédérales jeunes et seniors plus, se référer au cahier des charges de l'épreuve.

2 Coefficients de classement par format et par homologation
Des coefficients de classement s'appliquent pour le calcul du classement. Ils sont déterminés en fonction du type de compétition, du format de match et de la catégorie d'âge de l'homologation. Ils sont consultables sur le site Internet de la FFT.

Article 10 | Manches

Les compétitions de toutes les catégories d'âge se disputent au meilleur des trois manches (deux manches gagnantes).

Article 11 | Point décisif

Le point décisif, tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu, est applicable :
-- à toutes les compétitions réservées aux 11 ans et moins, organisées sous le contrôle de la FFT ;
-- aux parties de double des compétitions par équipes visées à l'article 80, alinéas **1**, **2**, **3** et **9** ;
-- à toutes les parties de double des championnats de France individuels.

Article 12 | Jeu décisif et super jeu décisif

1 Jeu décisif

Le jeu décisif, tel que défini à la règle du jeu numéro 5, est disputé à 6-6 dans toutes les manches. Les scores possibles d'une manche sont : 6/0, 6/1, 6/2, 6/3, 6/4, 7/5 et 7/6.

2 Super jeu décisif à 10 points :

Le super jeu décisif à 10 points remplaçant la troisième manche, tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu, est applicable :

-- à toutes les parties de double des compétitions par équipes visées à l'article 80, alinéas **1**, **2**, **3**, **4**, **5**, **6**, **7** et **9** ;

-- à toutes les parties de double des championnats de France individuels ;
-- à toutes les parties de simple des catégories d'âge 65 ans et plus ;
-- à toutes les parties de simple ou de double lorsque le règlement de l'épreuve le prévoit ;
-- à toutes les parties de simple et de double d'une épreuve homologuée pour laquelle l'organisateur aura choisi ce format.

Ce super jeu décisif est comptabilisé comme une manche avec un jeu d'écart.

Article 13 | Limitation, par jour, du nombre de parties

1 Hormis les cas visés aux **2**, **3**, **4** ci-après, et conformément aux dispositions de l'article 9-**1** ci-dessus, la limitation du nombre de parties dépend du format de jeu et non de la catégorie d'âge.

2 Les 11 ans autorisés à participer aux compétitions individuelles 15 ans et plus, les 12 ans autorisés à participer aux compétitions individuelles 17 ans et plus et les 13/14 ans participant aux compétitions individuelles 17 ans et plus ne peuvent disputer plus de trois parties par jour en format 1 (3 sets à 6 jeux) ou en format 2 (2 sets à 6 jeux, 3^e set=super jeu décisif à 10 points) dont 2 simples.

3 Dans les compétitions réservées aux 12 ans, 13/14 ans et 15/16 ans, un jeune ne doit pas disputer plus de deux parties par jour au format 1, format 2, format 4.

4 Pour les épreuves des catégories seniors plus à partir de la catégorie 50 ans, les joueurs ne peuvent pas disputer plus de deux parties dans la journée, dont au maximum un simple pour les épreuves des catégories 65 ans et plus.

5 Si une partie n'a pu se terminer le jour où elle a commencé, la fin de cette partie, si elle excède 15 jeux, est considérée comme une partie entière pour le décompte du nombre de parties dans la journée.

Article 14 | Repos en cours de partie et entre deux parties

1 Repos en cours de partie
Indépendamment de la règle du jeu numéro 29 et lorsque le format de jeu utilisé est le format 1, un repos de 10 minutes doit être pris entre la deuxième et la troisième manche dans les épreuves de simple réservées aux catégories seniors plus.
Il faut l'accord des deux joueurs pour que ce repos ne soit pas pris.
En cas de très fortes chaleurs, et sur décision du juge arbitre, un repos de 10 minutes peut être accordé entre la deuxième et la troisième manche des épreuves de simple lorsque le format utilisé est le format 1.

2 Repos entre deux parties
Indépendamment des dispositions prévues à l'article 9-**1** ci-dessus :
-- si la fin d'une partie qui n'avait pu se terminer le jour où elle avait commencé n'excède pas 15 jeux, le repos entre cette fin de partie et la suivante peut être réduit à 30 minutes ;
-- lorsqu'un joueur doit disputer un double à l'issue d'un simple ou d'un autre double, il doit lui être accordé un repos de 30 minutes entre ces deux parties ;
-- lorsqu'un joueur doit disputer un simple à l'issue d'un double, il doit lui être accordé un repos de 30 minutes entre ces deux parties ;
-- aucune partie ne peut être commencée ni après minuit, ni avant 7 heures ;
-- un joueur, ayant participé à une partie commencée entre 22 heures et minuit, ne peut être convoqué à la partie suivante le lendemain avant midi.

CHAPITRE V ► L'ARBITRAGE

Article 15

L'arbitrage des compétitions est confié d'une part à des juges-arbitres responsables de leur organisation sportive, de leur surveillance et de l'enregistrement des résultats dans l'Application des Épreuves Individuelles (AEI)/Mon Outil Juge-Arbitre (MOJA), d'autre part à des arbitres chargés, éventuellement avec l'assistance de juges de lignes, de la direction des parties.

La formation et les mises à niveau techniques des juges-arbitres et arbitres sont confiées à des formateurs. Les arbitres, juges-arbitres et formateurs doivent être titulaires d'une licence de l'année sportive en cours et être référencés comme « actif » dans la base administrative fédérale. Une qualification inactive ne permet pas d'officier (cf. articles 16 et 22 bis).

V/1 – LE JUGE-ARBITRE

Article 16 | Attributions et modifications des différents niveaux de qualification

La qualification de juge-arbitre de compétitions par équipes (JAE) comporte sur le plan national trois niveaux – JAE 1, JAE 2 et JAE 3 – et celle de juge-arbitre de compétitions individuelles (JAT) trois niveaux – JAT 1, JAT 2 et JAT 3.

La qualification de juge-arbitre de padel comporte sur le plan national (JAP) trois niveaux – JAP 1, JAP 2 et JAP 3. Les qualifications de JAE 1 et JAT 1 sont conférées par le bureau du comité départemental du licencié sur proposition de sa commission départementale d'arbitrage qui a fait préalablement passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée. En l'absence de commission départementale d'arbitrage, le bureau de la ligue du licencié confèrera lesdites qualifications sur proposition de sa commission régionale d'arbitrage.

Les qualifications de JAE 2, JAT 2 et JAP 2 sont conférées par le bureau de la ligue du licencié sur proposition de sa commission régionale d'arbitrage qui fait préalablement passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée.

Le comité exécutif confère, sur proposition de la commission fédérale d'arbitrage, la qualification de JAE 3, JAT 3 et JAP 3 et, au vu des décisions prises par les instances internationales, celle de juge-arbitre international.

Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du bureau du comité départemental pour les JAE 1, JAT 1 et JAP 1 du bureau de ligue pour les JAE 2, JAT 2 et JAP 2, et à celle du comité exécutif pour les JAE 3, JAT 3 et JAP 3.

La qualification de juge-arbitre ne peut être délivrée qu'à un licencié âgé de 18 ans et plus.

Article 17 | Confirmation d'aptitude

1 Après attribution de leur qualification, les juges-arbitres sont inscrits avec le statut « actif » sur une liste d'aptitude.

Cette liste est revue, sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de leurs prestations :

- tous les ans, par la commission fédérale d'arbitrage, pour les JAE 3, JAT 3 et JAP 3 ;
- tous les ans, par la commission régionale d'arbitrage, pour les JAE 2, JAT 2 et JAP 2 ;
- tous les ans, par la commission départementale d'arbitrage, pour les JAE 1, JAT 1 et JAP 1 ou, en son absence, par la commission régionale d'arbitrage.

2 La liste des juges-arbitres internationaux est révisée tous les ans par le comité exécutif, sur proposition de la commission fédérale d'arbitrage, compte tenu des listes arrêtées par les instances internationales.

Article 18 | Compétences

1 Compétences des JAE

- Le JAE 1 est compétent pour diriger, sur le territoire du département auquel il appartient, toute rencontre par équipes de niveau départemental ou régional. Par dérogation, il peut être autorisé par la commission régionale d'arbitrage à juger-arbitrer une rencontre par équipes, y compris de division qualificative à la phase nationale, dans un autre département de la ligue au sein de laquelle il est licencié.
- Le JAE 2 est compétent pour diriger, sur le territoire de la ligue à laquelle il appartient, toute rencontre par équipes de niveau régional ou national, à l'exclusion de la Pro A et Pro B. Les JAE 2 n'exercent leur fonction que sur le territoire de la ligue ayant délivré la qualification. Une dérogation peut leur être accordée sous réserve de l'accord formel de la commission régionale d'arbitrage qui contrôle leur activité annuelle et de celui de la commission régionale d'arbitrage où doit se dérouler la compétition concernée.
- Le JAE 3 et le FJAE 3 sont compétents pour diriger, sur le territoire national, toute rencontre par équipes, à l'exception des rencontres internationales.
- Le juge-arbitre international a la même compétence que le JAE 3, étendue aux compétitions internationales.

2 Compétences des JAT

- Le JAT 1 est compétent pour organiser, au sein du club dans lequel il est licencié :
 - des tournois internes ;
 - des tournois NC et 4^e série ;
 - à l'exclusion de ceux qui figurent sur une liste définie annuellement par la ligue et dont l'homologation requiert un JAT 2 ou de qualification supérieure, **des tournois de jeunes, des tournois multichances, et des compétitions beach tennis.**

Une dérogation peut lui être accordée par la commission départementale d'arbitrage ou, en son absence, par la commission régionale d'arbitrage, sous réserve de l'accord formel du comité départemental qui contrôle son activité annuelle, pour officier dans un autre club du département.

Il peut également être l'adjoint d'un juge-arbitre de qualification supérieure pour tout tournoi.

- Le JAT 2 est compétent pour organiser, sur le territoire de sa ligue, toute compétition individuelle (en simple et en double) homologuée par la FFT, ainsi que toute compétition de beach tennis ou de tennis-fauteuil homologuée par la FFT.

Les JAT 2 n'exercent leur fonction que sur le territoire de la ligue ayant délivré la qualification. Une dérogation peut leur être accordée sous réserve de l'accord formel de la ligue qui contrôle leur activité annuelle et de celui de la ligue où doit se dérouler la compétition concernée.

- Le JAT 3 et le FJAT 3 sont compétents pour organiser, sur le territoire national, toute compétition individuelle de tennis, de beach tennis ou de tennis-fauteuil homologuée par la FFT.
- Le juge-arbitre international a la même compétence que le JAT 3 et le FJAT 3, étendue aux compétitions internationales.

3 Compétences des JAP

- Le JAP1 est compétent pour organiser sur le territoire de son département toute compétition de padel, homologuée par la FFT, du P25 au P100 inclus et par équipes au niveau départemental. Avec l'accord formel des comités concernés, il peut officier sur le territoire d'un autre comité.
- Le JAP 2 est compétent pour organiser, sur le territoire de sa ligue, toute compétition de padel, tournoi ou championnat, homologuée par la FFT, du P25 au P1000 inclus. Avec l'accord formel des ligues concernées, il peut officier sur le territoire d'une autre ligue.
- Le JAP 3 est compétent pour organiser, sur le territoire national, toute compétition de padel homologuée par la FFT.

Article 19 | Désignation

Compte tenu des dispositions ci-dessus, le juge-arbitre est désigné par la FFT, par les ligues ou les comités départementaux, s'il s'agit de championnats, et par le club organisateur s'il s'agit de tournois. Un juge-arbitre ne peut pas diriger ou être juge-arbitre adjoint de deux ou plusieurs tournois se déroulant dans deux ou plusieurs clubs et dont les dates se chevauchent, même partiellement, sauf dérogation accordée par le comité de direction de la ligue.

Article 20 | Attributions générales du juge-arbitre

Outre les attributions qui lui sont conférées par les articles 98, 114-B, 117, 118, 119 et 120 des règlements administratifs et ne sont pas référencées ci-dessous, le juge-arbitre doit veiller au respect des règles du jeu et des règlements sportifs. À ce titre :

- 1 Il se fait présenter par les joueurs l'attestation de licence portant la mention «compétition autorisée», ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie.
- 2 Il doit exiger, pour les catégories d'âge 11 et 12 ans, la présentation d'un certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition datant de moins d'un an pour disputer une épreuve 17/18 ans ou senior, conformément aux dispositions du point IV/3 – Règles particulières aux jeunes.
- 3 Il désigne l'arbitre de la partie et, éventuellement, les juges de lignes.
- 4 Il a le pouvoir de remplacer un arbitre de chaise ou un juge de ligne. Il ne doit le faire que si cette décision est nécessaire pour assurer le bon déroulement du jeu.
- 5 Il veille à ce que chaque partie soit disputée avec au minimum trois balles fournies par l'organisation et homologuées par la FFT ou conformes aux règles de la FFT, et décide du changement éventuel des balles au cours d'une partie.
- 6 Il peut déléguer temporairement ses pouvoirs dans le cadre de la définition de fonctions prévues à l'article 17.
- 7 Le juge-arbitre est responsable de la sincérité et de l'exactitude des résultats, ainsi que de la qualité de leur transcription.

Article 21 | Attributions spécifiques aux compétitions individuelles

- 1 Le juge-arbitre établit les tableaux, et, s'il y a lieu, les poules, dans le respect des règles indiquées aux articles 45 et suivants, et compte tenu des directives qu'il a reçues du comité du tournoi quant à la progression des épreuves. Lorsque le tableau final d'une épreuve privilégie le tirage au sort, ce dernier doit être public.
- 2 Il veille à la publication et à l'affichage en temps utile des tableaux et, s'il y a lieu, des poules, des horaires des parties, puis de leurs résultats.
- 3 Il prend toute décision utile pour que, dans un tournoi individuel, un joueur engagé dans deux ou plusieurs épreuves relatives à différentes catégories d'âge ne participe effectivement à ces diverses épreuves que dans la mesure où le déroulement des parties permet le respect des règles établies par les articles 12 et 14 ci-dessus.
- 4 Il procède à l'enregistrement des résultats conformément aux dispositions de l'article 35 des présents règlements sportifs.
- 5 Un juge-arbitre ou juge-arbitre adjoint peut participer à une épreuve du tournoi qu'il juge-arbitre, à condition qu'il ne soit pas classé en 2^e ou en 1^{re} série. Lorsqu'il prend lui-même part, en tant que joueur, au tournoi dont il a la responsabilité, il doit désigner un juge-arbitre suppléant qualifié, compétent selon les prescriptions de l'article 18, chargé d'assurer le bon déroulement du tournoi pendant la durée de sa/ses partie(s).

- 6 Pour les compétitions beach tennis, le juge-arbitre et le juge-arbitre adjoint d'un BT1000 ou BT2000 ne peuvent pas participer, en tant que joueur, à une épreuve du tournoi dont ils ont la responsabilité, et ce quel que soit leur classement.
Pour les BT500 et en dessous, le juge-arbitre devra avoir obligatoirement un adjoint lors de ses parties jouées.

Article 22 | Attributions spécifiques aux compétitions par équipes

Le juge-arbitre doit :

- 1 S'assurer de la présence et de la qualification lorsque celle-ci est requise, des arbitres devant officier sur la rencontre, en se faisant présenter les documents nécessaires (attestation de licence et une pièce permettant de justifier leur identité).
- 2 Constater que chaque équipe est complète et donner connaissance, au capitaine de chaque équipe, de la liste des joueurs remise par le capitaine de l'équipe adverse ; déclarer rencontre perdue à l'équipe incomplète.
- 3 Empêcher un joueur de participer à la compétition s'il sait ou s'il est prouvé qu'il n'est pas qualifié et, s'il y a lieu, rétablir l'ordre de classement des joueurs de simple et des paires de double en se basant, pour ces dernières, sur les prescriptions des articles 41 et 42.
- 4 Recueillir les réclamations et les réserves sur la composition des équipes, sur la qualification des joueurs et sur tout autre objet, et ce à quelque moment que ce soit, et les consigner sur la feuille d'observation et de décision qu'il doit adresser au président de la commission des conflits sportifs compétente dans les 24 heures qui suivent la fin de la rencontre.
- 5 Exiger que tous les joueurs aient les pièces énumérées à l'article 104 et que toutes les parties soient jouées.
- 6 Déclarer partie perdue à l'équipe visitée lorsque le règlement de l'épreuve le prévoit, en l'absence d'arbitre ou de superviseur de court.
- 7 Saisir la feuille de match sur Ten'Up. En cas d'absence de juge-arbitre, le club visité doit enregistrer le résultat de la rencontre sur Ten'Up. La commission compétente peut demander l'envoi de la feuille de match.
- 8 Préciser, si ce n'est pas le cas, sur la feuille d'observation la raison exacte de la décision lorsque les doubles n'ont pas été disputés.

V/2 – L'ARBITRE

Article 23 | Attributions et modifications des différents niveaux de qualification

La qualification d'arbitre, qui peut être délivrée à tout licencié de 13 ans et plus, comporte sur le plan national trois niveaux : A1, A2 et A3.

La qualification d'arbitre de padel (AP) peut être délivrée à tout licencié de 13 ans et plus.

La qualification d'arbitre A1 est conférée par le bureau du comité départemental du licencié, sur proposition de sa commission départementale d'arbitrage qui a fait préalablement passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée. En l'absence de commission départementale d'arbitrage, le bureau de la ligue du licencié confèrera ladite qualification sur proposition de sa commission régionale d'arbitrage.

Les demandes de validation des acquis de l'expérience (VAE), pour les arbitres A1 exclusivement, sont examinées par le bureau du comité départemental sur proposition de la commission départementale d'arbitrage.

En l'absence de commission départementale d'arbitrage, le bureau de la ligue examinera la demande de VAE sur proposition de sa commission régionale d'arbitrage.

Les qualifications d'arbitres A2 et AP sont conférées par le bureau de la ligue du licencié sur proposition de la commission régionale d'arbitrage de cette même ligue qui a fait préalablement passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée. Le bureau de la ligue examine aussi, sur proposition de la commission régionale d'arbitrage, les demandes de VAE pour les arbitres AP.

Le comité exécutif confère, sur proposition de la commission fédérale d'arbitrage, la qualification d'arbitre A3 et, au vu des décisions prises par les instances internationales, celle d'arbitre international. Pour les arbitres A2, les modifications de qualification sont soumises à l'approbation du bureau de la ligue sur proposition de sa commission régionale d'arbitrage, et pour les arbitres A3 à l'approbation du comité exécutif sur proposition de la commission fédérale d'arbitrage.

Article 24 | Confirmation d'aptitude

1 Après attribution de leur qualification, les arbitres sont inscrits sur une liste avec le statut « actif ». Cette liste est revue sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de ses prestations :

- tous les ans, par la commission fédérale d'arbitrage, pour les arbitres A3 ;
- tous les ans, par les commissions régionales d'arbitrage, pour les arbitres A2 et AP ;
- tous les deux ans, par les commissions départementales d'arbitrage pour les arbitres A1 ou à défaut par la commission régionale.

2 La liste des arbitres internationaux est révisée tous les ans par le comité exécutif, sur proposition de la commission fédérale d'arbitrage, compte tenu des listes arrêtées par les instances internationales.

Article 25 | Compétences

- L'arbitre A1 est compétent pour arbitrer principalement des parties opposant des joueurs de 3^e, 4^e série et non classés. Par dérogation, il peut être autorisé à arbitrer toute partie des championnats de France interclubs seniors, à l'exclusion des divisions Pro A et Pro B.
- L'arbitre A2 est compétent pour arbitrer des parties opposant des joueurs de 2^e série et toute partie des championnats de France interclubs seniors, à l'exclusion de la Pro A.
- L'arbitre A3 est compétent pour arbitrer toute partie de compétitions homologuées par la FFT.
- L'arbitre badge vert, blanc ou international a compétence pour diriger toute partie de compétitions nationales et, dans le respect des exigences de la fédération internationale, des parties de compétitions internationales.
- L'arbitre AP est compétent pour arbitrer toute partie de padel se déroulant sur le territoire de la ligue ayant délivré sa qualification. Une dérogation peut lui être accordée sous réserve de l'accord formel de la ligue qui contrôle son activité annuelle et de celui de la ligue où doit se dérouler la compétition concernée.

Article 26 | Désignation et attributions de l'arbitre

L'arbitre de chaise est désigné par le juge-arbitre conformément à l'article 20.

Outre les attributions qui lui sont conférées par l'article 114-A des règlements administratifs et ne sont pas référencées ci-dessous :

- 1 L'arbitre de chaise est seul chargé du bon déroulement de la partie dans le respect des règles du jeu et du Code de conduite.
- 2 Il veille à ce que le filet, soutenu par les piquets de simple, soit maintenu à la hauteur réglementaire pendant tout le cours de la partie.
- 3 Il est chargé de vérifier que les raquettes et la tenue vestimentaire des joueurs sont conformes aux règles du jeu et aux présents règlements.
- 4 Il fait procéder au tirage au sort pour le choix du côté ou du service.

5 a. Au début de chaque partie, il accorde aux joueurs une période d'échauffement par échange de balles. Cet échauffement est limité à 5 minutes.

b. En cas d'interruption d'une partie par suite de conditions rendant impossible l'utilisation du court, la période d'échauffement, à la reprise, sera également de 5 minutes, sauf si la partie reprend sur le même court après une interruption inférieure à 15 minutes : il n'y aura alors pas de période d'échauffement.

6 Il annonce à haute voix les fautes et les points et, après chaque jeu, les jeux et les manches.

7 Il inscrit sur la feuille d'arbitrage les points et les jeux gagnés, permettant la reconstitution point par point de la partie.

8 Il fait changer les joueurs de côté conformément aux dispositions des règles du jeu.

9 Il veille à la bonne tenue des joueurs, inflige s'il y a lieu les sanctions prévues au Code fédéral de conduite conformément à l'article 117 des règlements administratifs et en informe le juge-arbitre. Il fait notamment respecter la règle de la continuité du jeu entre les points et celle des 90 secondes lors des changements de côté (120 secondes à la fin d'un set).

10 Il veille aux changements de balles en cours de partie suivant les instructions données par le juge-arbitre.

11 Il remet au juge-arbitre, à la fin de chaque partie, la feuille d'arbitrage portant sa signature.

12 Il veille à ce qu'un joueur ne reçoive aucun conseil au cours d'une partie individuelle et que les conseils du capitaine lors d'une rencontre par équipes soient donnés conformément à l'article 110.

13 Si l'état du court se détériore ou devient dangereux, l'arbitre peut suspendre provisoirement le jeu, mais doit alors en référer immédiatement au juge-arbitre, qui pourra confirmer l'interruption de la partie ou ordonner que le jeu soit repris.

V/3 – LE JUGE DE LIGNE

Article 27 | Attributions et modifications des différents niveaux

La qualification de juge de ligne, qui peut être délivrée à tout licencié de 13 ans et plus, comporte sur le plan national un seul niveau : JDL.

La qualification de juge de ligne (JDL) est conférée par le bureau de la ligue du licencié sur proposition de la commission régionale d'arbitrage de cette même ligue qui, préalablement, a fait passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée.

Article 28 | Confirmation d'aptitude

Après attribution de leur qualification, les juges de lignes sont inscrits sur une liste avec le statut « actif ». Cette liste est revue chaque année par la commission régionale d'arbitrage.

Article 29 | Compétences

- Les juges de lignes sont compétents pour officier sur tous les tournois et les parties des championnats de France interclubs, y compris de la Pro A et de la Pro B au sein de sa ligue. Le juge de ligne pourra officier en dehors de sa ligue après dérogation accordée par le président de la commission régionale d'arbitrage de la ligue dont il dépend et par le président de la commission régionale d'arbitrage de la ligue dans laquelle se déroule la compétition.
- Les juges de lignes sont désignés par le juge-arbitre. Ils secondent l'arbitre en annonçant à

haute voix les balles « fautes » sur la ou les ligne(s) dont ils sont responsables, sans attendre que l'arbitre les questionne et en utilisant les gestes conventionnels. Ils annoncent aussi les fautes de pied.

- Leur décision est définitive sauf si l'arbitre de chaise estime qu'une erreur évidente a été commise (cf. art. 114-A des règlements administratifs). Si un juge de ligne déclare avoir été dans l'incapacité de juger une balle, l'arbitre de chaise peut se prononcer à sa place, s'il a pu juger lui-même le point ; sinon, il fait rejouer celui-ci (cf. règles du jeu numéro 28 et son annexe V).
- En fonction du niveau de la compétition, ils peuvent assister l'arbitre de chaise dans le changement de balles.
- De même, à la fin de chaque set, l'arbitre de chaise peut les solliciter pour le contrôle de la hauteur du filet.
- Enfin, ils rapportent à l'arbitre de chaise toute situation pouvant l'amener à prendre une décision en application du code de conduite, si cette situation n'a pas été constatée par ce dernier.

V/4 – AUTRES FONCTIONS

Article 30 | Les superviseurs de courts

- 1 Le superviseur de courts est un officiel de la compétition qui intervient uniquement en cas d'absence d'arbitre de chaise, et uniquement lorsque le règlement de la compétition n'impose pas la présence de celui-ci.
- 2 Il possède a minima une qualification d'arbitre ou de juge-arbitre, de niveau 1 ou de padel. Il est désigné par le juge-arbitre de l'épreuve. Il s'assure du bon déroulement des parties sur les terrains dont il a la charge.
- 3 Il vérifie la conformité du court, l'identité des joueurs et leur tenue vestimentaire ; il réalise la conférence d'avant-match et fait respecter le temps d'échauffement et la continuité du jeu.
- 4 Il peut intervenir sur la matérialité des faits pour laquelle sa décision est définitive et sans appel.
- 5 Il statue en premier ressort sur l'application et l'interprétation des règles du jeu. Il peut sanctionner le mauvais comportement des joueurs en application du Code fédéral de conduite. Ses décisions sont susceptibles d'appel devant le juge-arbitre, qui doit être saisi immédiatement.
- 6 Il doit prévenir immédiatement le juge-arbitre en cas d'interruption ou de fin de partie.

V/5 – LE FORMATEUR D'ARBITRES ET DE JUGES-ARBITRES

Article 31 | Attributions et modifications des différentes qualifications

La qualification de formateur d'arbitres (FA 3) et de formateur de juges-arbitres de compétitions individuelles (FJAT 3) et de formateur de juges-arbitres de compétitions par équipes (FJAE 3) est conférée par le comité exécutif sur proposition de la commission fédérale d'arbitrage après évaluation ou examen. La qualification de formateur d'arbitres (FA 2), de formateur de juges-arbitres de compétitions par équipes (FJAE 2) et de formateur de juges-arbitres de compétitions individuelles (FJAT 2) est conférée par le bureau de ligue sur proposition de la commission régionale d'arbitrage après évaluation ou examen.

Article 32 | Confirmation d'aptitude

Après attribution de leur qualification, les formateurs sont placés sur une liste d'aptitude à l'exercice de leurs fonctions.

La liste des formateurs de niveau 3 est revue tous les 2 ans par la commission fédérale d'arbitrage, sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de ses prestations.

Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du comité exécutif. La liste des formateurs de niveau 2 est revue tous les 2 ans par la commission régionale d'arbitrage, sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de leurs prestations. Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du bureau de ligue.

Article 33 | Compétences

- Le FA 3 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens d'arbitres A 1, A 2, A 3 et de formateurs d'arbitres FA 2.
- L'arbitre « badgé » par les instances internationales est compétent pour prendre en charge des formations, mises à niveau techniques, évaluations et examens d'arbitres de qualification inférieure.
- Le FJAE 3 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de compétitions par équipes JAE 1 et JAE 2, et de formateurs de juges-arbitres de rencontres par équipes de niveau 2 (FJAE 2).
- Le FJAT 3 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de tournois internes, de jeunes et de tournois ouverts de ligue JAT 1 et JAT 2, et de formateurs de juges-arbitres de tournois FJAT 2.
- Le FA 2 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens d'arbitres A1 et A2.
- Le FJAE 2 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de compétitions par équipes JAE 1 et JAE 2.
- Le FJAT 2 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de tournois internes et de jeunes et de tournois ouverts de ligue JAT 1 et JAT 2.

CHAPITRE VI ► LE CLASSEMENT

Les dispositions du présent chapitre pourront évoluer pour prendre en considération les nouvelles modalités de calcul du classement. Les mises à jour des articles du présent chapitre seront publiées sur le site internet de la Fédération.

Article 34 | Organisation du classement

La commission fédérale de classement a pour mission de préparer et de proposer au comité exécutif le classement des joueurs.

Le comité exécutif valide les propositions de la commission fédérale de classement concernant :

- le nombre de séries ;
- le nombre d'échelons ;
- le barème de calcul du bilan avec les différentes bonifications et pénalisations.

Article 35 | Prise en compte des résultats

- 1 Enregistrement

L'enregistrement des résultats des compétitions homologuées s'effectue obligatoirement à partir des applications fédérales :

- Ten'Up pour les compétitions par équipes : le juge-arbitre est responsable de l'enregistrement des résultats et du nom des arbitres dans les 24 heures suivant la rencontre. À défaut, le club d'accueil est responsable de l'enregistrement des résultats dans les 48 heures suivant la rencontre ;

- MOJA pour les épreuves individuelles : le juge-arbitre est responsable de l'enregistrement des résultats au fur et à mesure du déroulement des parties et du nom des arbitres ayant officié sur celles-ci. Il doit clôturer le tournoi dans les **48 heures** suivant la fin de celui-ci ;
- ADOC et Ten'Up Enseignant pour l'enregistrement des matchs libres organisés par le club, à saisir dans les meilleurs délais après le déroulement du match dans un maximum de 6 jours ;
- Ten'Up pour l'enregistrement par le licencié, 19 ans et plus et NC ou 4^e série, des matchs libres à saisir dans les meilleurs délais après le déroulement du match dans un maximum de 6 jours.

Dès l'enregistrement du score d'un match dans les applications fédérales, il apparaît dans le palmarès du joueur.

2 Date des matchs

- a. En tournoi et championnat individuel, la date de match correspond à la date de programmation du match dans MOJA. Si cette dernière n'est pas renseignée, la date correspond au jour de saisie du résultat et, au plus tard, la date de fin renseignée dans la demande d'homologation.
- b. En championnat par équipes, la date du match correspond à la date de la rencontre.
- c. En match libre, la date du match est spécifiquement renseignée lors de la saisie du résultat.

La commission fédérale de classement peut décider de prendre en compte dans le calcul du classement des résultats de certaines épreuves internationales, selon les modalités précisées dans le document « Valorisation des épreuves internationales » en ligne sur le site Internet de la FFT.

Les dates de calcul et les dates limites de prise en compte des résultats pour le calcul du classement seront définies dans le calendrier classement, mis en ligne sur le site internet de la FFT.

Article 36 | Le classement des joueurs numérotés

Le classement des joueurs numérotés est établi informatiquement, en phases successives :

1 Numérotation des joueurs licenciés français

a. Le classement des numérotés en 1^{re} série

i. Classement en fonction de la hiérarchie internationale

Le classement des 17 meilleures joueuses (N1 à N17) et des 26 meilleurs joueurs (N1 à N26) est basé sur la hiérarchie des joueurs licenciés français aux classements respectivement WTA et ATP.

ii. Classement en fonction du bilan

Les classements N18 et N19 chez les femmes, ainsi que les classements de N27 à N29 chez les hommes sont attribués, parmi les joueurs éligibles à cet échelon, aux joueurs possédant les meilleurs bilans calculés à l'échelon 1^{re} série.

iii. Vainqueur du championnat de France 2^e série

Le vainqueur du championnat de France 2^e série passe de droit en 1^{re} série pour une période de 12 mois. Par défaut, les classements N20 (femmes) et N30 (hommes) leur sont donc réservés. Ces joueurs peuvent évidemment, si leurs résultats le permettent, accéder à un meilleur numéro au sein de la 1^{re} série, auquel cas, un décalage d'une unité est appliqué aux numéros suivants précédemment cités pour la détermination des classements restant en 1^{re} série.

iv. Classements techniques

Un joueur qui n'est pas éligible à descendre de la 1^{re} série (blocage à l'échelon), mais ne respectant pas les critères du concours pour obtenir un numéro en 1^{re} série se verra affecter le classement technique correspondant : T20 pour les femmes, T30 pour les hommes.

b. Le classement du Top 40 dames / Top 60 messieurs

i. Classements des numérotés

Les classements N21 à N40 chez les femmes et N31 à N60 chez les hommes sont attribués, parmi les joueurs éligibles à cet échelon, aux joueurs possédant les meilleurs bilans calculés à cet échelon.

ii. Classements techniques

Un joueur qui n'est pas éligible à descendre du Top 40 dames / Top 60 messieurs (règle de limitation de descente, blocage à l'échelon), mais ne respectant pas les critères du concours pour obtenir un numéro à cet échelon se verra affecter le classement technique correspondant : T40 pour les femmes, T60 pour les hommes.

c. Le classement des joueurs numérotés dans le Top 60 dames / Top 100 messieurs 1^{re} série

i. Classements des numérotés

Les classements N41 à N60 chez les femmes et N61 à N100 chez les hommes sont attribués, parmi les joueurs éligibles à cet échelon, aux joueurs possédant les meilleurs bilans calculés à cet échelon.

ii. Classements techniques

Un joueur qui n'est pas éligible à descendre du Top 60 dames / Top 100 messieurs (règle de limitation de descente, blocage à l'échelon), mais ne respectant pas les critères du concours pour obtenir un numéro à cet échelon se verra affecter le classement technique correspondant : T60 pour les femmes, T100 pour les hommes.

2 Numérotation des joueurs licenciés étrangers

Le classement des joueurs numérotés étrangers est établi informatiquement par comparaison avec les classements WTA/ATP et bilans ayant permis d'établir la numérotation des joueurs licenciés français.

3 Règles spécifiques pour le classement

Le classement des joueurs numérotés est établi suivant 2 modes de calcul distincts :

a. Le calcul traditionnel

Il s'agit du calcul des numérotés comme décrit à l'article 36. Il est effectué tous les 4 mois.

b. Le calcul à la montée seulement

Lorsque le mode de calcul précédent ne s'applique pas, il est tout de même procédé à une mise à jour mensuelle des classements des joueurs numérotés. Ils peuvent en effet monter à un numéro supérieur si leur classement ATP/WTA ou leur bilan a atteint la valeur qui avait permis d'établir la dernière numérotation traditionnelle.

Article 37 | Le classement des 2^e (hors numérotés), 3^e et 4^e séries

Le classement est établi informatiquement en fonction des règles, barèmes de calcul et normes de changement d'échelon fixés par le comité exécutif sur proposition de la commission fédérale de classement.

Article 38 | Reclassement – Assimilation – Niveau présumé

1 Reclassement

La procédure de reclassement s'applique au joueur ayant déjà obtenu un classement FFT. Elle consiste pour la commission compétente à lui attribuer, en cours d'année sportive, un classement non calculé sur la base d'un historique de son classement FFT. Le classement délivré ne pourra être supérieur au meilleur classement jamais obtenu par le joueur.

a. Reclassement pour reprise de compétition

Tout joueur ayant déjà été classé au moins à l'échelon 30/2 n'ayant disputé aucun match de simple

homologué au cours des 5 années sportives précédentes (statut de classement Non Déterminé « ND »), souhaitant reprendre la compétition, a l'obligation de faire une demande de reclassement auprès de sa ligue de rattachement. Sans demande de reclassement, ce joueur « ND » ne pourra participer à aucune compétition homologuée.

La participation à une compétition par équipe d'un joueur « ND » venant d'être reclassé est soumise à l'appréciation de la commission compétente.

b. Reclassement pour cause de blessure dans les 12 mois suivant l'arrêt

Tout joueur licencié classé justifiant d'un arrêt de 5 mois minimum dont 12 semaines consécutives au cours des 12 derniers mois pour raison de blessure et/ou maladie et descendant d'un échelon suite à cette interruption de compétition, pourra être réintégré à son ancien échelon :

- pour le joueur qui était classé 3^e ou 4^e série à son arrêt, dès qu'il aura obtenu 2 victoires à ce même classement ou à un classement supérieur contre 2 joueurs différents.
- pour le joueur qui était classé 2^e série, non numéroté, à son arrêt, dès qu'il aura obtenu 3 victoires à ce même classement ou à un classement supérieur contre 3 joueurs différents.
- pour le joueur qui était numéroté à son arrêt, dès qu'il aura obtenu 5 victoires à ce même échelon ou à un échelon supérieur contre 5 joueurs différents.

Dans tous les cas, les victoires contre les joueurs ayant un classement présumé, prévu au 5 ci-dessous, ne sont pas prises en compte.

Une nouvelle demande de reclassement pour cause de blessure ne pourra être formulée qu'à l'issue d'une période de 18 mois à compter de la première demande.

2 Reclassement en fonction du niveau de jeu

Un joueur peut être reclassé, en cours d'année sportive, sur demande auprès de la commission compétente, à un classement correspondant mieux à son niveau de jeu. Le changement de classement doit être au minimum de 2 échelons.

En outre, la commission fédérale de classement a la possibilité de réajuster le classement d'un joueur, à la hausse ou à la baisse d'un ou de plusieurs échelons, si elle l'estime justifié au vu de son palmarès. La participation à une compétition par équipes d'un joueur venant d'être reclassé est soumise à l'appréciation de la commission compétente.

3 Commissions compétentes

- La commission fédérale de classement est compétente pour procéder au reclassement d'un joueur en 2^e et 1^e série.
- La commission régionale de classement est compétente pour procéder au reclassement d'un joueur en 4^e et 3^e série.
- La commission départementale de classement pourra, sur délégation de la commission régionale de classement, procéder à certains reclassements.

4 Assimilation à un classement

En l'absence d'un classement calculé, l'assimilation s'effectue à partir d'informations fiables concernant le niveau du joueur.

Elle relève de la commission fédérale de classement.

Le joueur peut notamment être assimilé à un classement en fonction de ses classements internationaux et/ou connus dans d'autres fédérations nationales.

5 Niveau présumé

Dans le cas où il n'est pas possible d'assimiler un joueur à un classement, la commission fédérale de classement lui attribue un niveau présumé.

Un joueur détenteur d'un niveau présumé ne peut en aucun cas :

- prendre part à un championnat individuel ;
- prendre part à une épreuve par équipes ;
- figurer sur la liste des joueurs telle que définie aux articles 84 à 87 inclus.

À la suite des premiers résultats obtenus lors d'épreuves homologuées, le joueur devra faire une demande d'assimilation auprès de la commission compétente.

Article 38 bis | Bonus et bonification

1 Bonus tour atteint en championnat individuel

a. Championnat de France 2^e série

- Le joueur qui a gagné le championnat de France 2^e série passe de droit en 1^{re} série pour une durée de 12 mois et est crédité de 2 victoires en 1^{re} série.
- Le joueur finaliste est crédité de 2 victoires en 1^{re} série.
- Chaque demi-finaliste est crédité d'une victoire en 1^{re} série.
- Chaque quart-de-finaliste est crédité d'une victoire en Top 40 pour les dames, et Top 60 pour les messieurs.

b. Championnat de France 3^e série

- Le joueur qui a gagné le championnat de France 3^e série est crédité d'une victoire à 2/6.
- Le finaliste est crédité d'une victoire à 4/6.

c. Championnat de France 4^e série/non-classés

- Le joueur qui a gagné le championnat de France 4^e série/non-classés est crédité d'une victoire à 15/2.
- Le finaliste est crédité d'une victoire à 15/4.

d. Championnats de France jeunes et seniors plus et championnats individuels de ligue qualificatifs à une épreuve fédérale

Le vainqueur d'un championnat de France jeunes ou seniors plus, d'un championnat individuel de ligue (toute catégorie d'âge ou toute série) est crédité d'une victoire à l'échelon (au jour de la rencontre) du joueur le mieux classé de l'épreuve ayant été battu sur le terrain, à l'exception du vainqueur lui-même.

e. Championnat départemental individuel 3^e et 4^e série

Le vainqueur d'un championnat départemental senior (3^e et 4^e série) est crédité d'une victoire à l'échelon (au jour de la rencontre) du joueur le mieux classé de l'épreuve ayant été battu sur le terrain, à l'exception du vainqueur lui-même.

f. Nombre de bonus pris en compte dans le calcul du classement

Le nombre total de bonus tour atteint en championnat individuel est limité à 2 lors de chaque calcul de classement.

2 Bonification par partie de simple gagnée en championnat individuel

Des points bonus par partie gagnée (hors WO) sont attribués aux participants des championnats de France individuels et aux phases qualificatives territoriales. La valeur de ces bonus ainsi que la limite de bonification sont précisées dans les pages classement du site Internet de la FFT.

3 Bonification par partie de double gagnée

Des points bonus sont ajoutés au bilan du joueur pour des victoires (hors WO) en double en fonction :

- du poids relatif des équipes au jour du match ;
- de l'échelon auquel le joueur est calculé.

Cette bonification est limitée aux meilleurs résultats en double du joueur. Ce nombre de double

maximal est défini en fonction du classement auquel le joueur est calculé.

Toutes les valeurs concernant cette bonification sont précisées dans les pages classement du site fft.fr. À noter qu'une défaite en double n'est pas prise en compte.

4 Bonification pour absence de défaites à échelon inférieur ou égal

Un bonus de points est attribué pour tout joueur ayant joué un certain nombre de matchs et n'ayant jamais perdu en-dessous du classement calculé.

La valeur de la bonification et le nombre de matchs joués à partir duquel cette bonification s'applique sont définis dans les documents en ligne sur les pages classement du site Internet de la FFT.

5 Bonification de classement ATP/WTA

Un bonus de points est attribué pour les joueurs sur la base de leur classement ATP/WTA. La valeur du bonus dépend du dernier classement international connu au moment du calcul et est défini dans les documents en ligne sur les pages classement du site Internet de la FFT.

Article 38 ter | Classements bloqués – Descente

1 Classements bloqués

Sont susceptibles de bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement :

- les joueuses licenciées qui, en raison d'une maternité, **arrêtent la compétition** ;
- les joueurs effectuant leurs études à l'étranger pour lesquels la commission fédérale de classement étudie les demandes.

2 Descente

a. Principe et exceptions

• Principe :

Tout licencié classé, qu'il ait ou non participé à des compétitions homologuées, ne peut **pas** descendre de **2 échelons consécutifs en moins de 12 mois**.

• Exceptions :

- Tout joueur ayant **disputé 40 matchs ou moins avec** au moins 5 WO descend d'un échelon par rapport à son classement calculé ;
- Tout joueur ayant disputé entre 41 et 60 matchs avec au moins 6 WO descend d'un échelon par rapport à son classement calculé ;
- Tout joueur ayant disputé 61 matchs ou plus avec au moins 7 WO descend d'un échelon par rapport à son classement calculé ;
- Tout joueur classé en 2^e série ayant un différentiel victoires/défaites **inférieur à -100** descend d'un échelon par rapport à son classement calculé.

Ces deux **types d'exceptions** sont cumulables, et peuvent entraîner une descente de 2 échelons par rapport au classement calculé.

b. Descente atténuée

Tout joueur n'ayant pas disputé de match de simple homologué pendant plus de 12 mois n'est éligible à la descente d'un échelon qu'une fois tous les 12 mois, conformément au principe général de la descente.

- Lorsque cette échéance de descente potentielle arrive après une période comprise entre 36 et 47 mois sans avoir participé à un match de simple homologué, le joueur restera à son échelon et ne sera pas éligible à la descente pour les 12 prochains mois.
- Lorsque cette échéance de descente potentielle arrive après une période comprise entre 48 et 59 mois sans avoir participé à un match de simple homologué, le joueur restera à son échelon et ne sera pas éligible à la descente pour les 12 prochains mois.

Par ailleurs, après une cinquième année sportive sans avoir disputé un seul match de simple homologué, un joueur se voit attribuer le statut ND s'il a été au minimum 30/2. À noter que l'attribution des statuts ND n'est réalisée qu'une fois par an, lors du premier calcul de classement de l'année sportive.

Article 38 quater | Dispositions complémentaires

1 Classement des joueurs des catégories jeunes

- a. Les compétitions orange ne sont pas prises en compte pour le calcul du classement des joueurs.
- b. Les compétitions verte et jaune sont prises en compte pour le calcul du classement des joueurs. Les coefficients des matchs dépendent de la catégorie d'âge, du format de jeu utilisé et du type de compétition (compétition jaune ou verte).

2 Abandon en cours de partie

- a. En cas d'abandon en cours de partie, quel que soit le score, le résultat enregistré est la défaite pour le joueur qui abandonne et la victoire pour son adversaire.
- b. Un abandon en cours d'échauffement est assimilé à un forfait.

3 Disqualification en cours de partie

- a. En cas de disqualification en cours de partie, quel que soit le score, le résultat enregistré est la défaite pour le joueur disqualifié et la victoire pour son adversaire.
- b. Une disqualification prononcée avant que le premier point du match ne soit joué est assimilée à un forfait.

Article 39 | (Réservé)

Article 40 | Classement de simple

De haut en bas, du moins fort au plus fort.

Séries	Échelons du classement féminin	Échelons du classement masculin
	NC (non classé)	
4 ^e série		40 30/5 30/4 30/3 30/2 30/1
3 ^e série		30 15/5 15/4 15/3 15/2 15/1

2 ^e série	15	
	5/6	
	4/6	
	3/6	
	2/6	
	1/6	
	0	
	-2/6	
	-4/6	
	-15	
	Top 60 Top 40	Top 100 Top 60
1 ^{re} série	Top 20	Top 30

Voici ci-dessous, pour chaque échelon Top, la liste des classements numérotés associés, établie du plus fort au moins fort.

Classement féminin		Classement masculin	
Top 20	de N1 à N20, T20	Top 30	de N1 à N30, T30
Top 40	de N21 à N40, T40	Top 60	de N31 à N60, T60
Top 60	de N41 à N60, T60	Top 100	de N61 à N100, T100

Les numéros comprenant la lettre T correspondent à des classements techniques, permettant de classer des joueurs à l'échelon en question hors quotas imposés par la numérotation des meilleurs joueurs, conformément à l'article 36 ci-dessus.

Article 41 | Classement de double – Principes généraux

- Le comité exécutif, sur proposition de la commission fédérale de classement, valide un classement de double en 1^{re} série, dont la valeur est comprise entre -6 et -10 points.
- Les autres joueurs ont un classement de double lié à leur classement de simple, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le comité exécutif, sur proposition de la commission fédérale de classement, à quelques joueurs classés en simple en 2^e série.
- Le classement d'une équipe de double est obtenu par addition des points correspondant aux classements de double des 2 joueurs qui la composent. À cet effet, sauf classement spécifique de double, sont attribués :
 - +19 points au joueur non classé ;
 - +18 points au joueur classé 40 ;
 - +17 points au joueur classé 30/5 ;
 - +16 points au joueur classé 30/4 ;
 - +15 points au joueur classé 30/3 ;
 - +14 points au joueur classé 30/2 ;

- +13 points au joueur classé 30/1 ;
- +12 points au joueur classé 30 ;
- +11 points au joueur classé 15/5 ;
- +10 points au joueur classé 15/4 ;
- +9 points au joueur classé 15/3 ;
- +8 points au joueur classé 15/2 ;
- +7 points au joueur classé 15/1 ;
- +6 points au joueur classé 15 ;
- +5 points au joueur classé 5/6 ;
- +4 points au joueur classé 4/6 ;
- +3 points au joueur classé 3/6 ;
- +2 points au joueur classé 2/6 ;
- +1 point au joueur classé 1/6 ;
- 0 point au joueur classé 0 ;
- 1 point au joueur classé -2/6 ;
- 2 points au joueur classé -4/6 ;
- 3 points au joueur classé -15 ;
- 4 points au joueur classé Top 60 dames/Top 100 messieurs ;
- 5 points au joueur classé Top 40 dames/Top 60 messieurs ;
- 6 points au joueur classé en 1^{re} série.

L'équipe dont le total est le moins élevé est la mieux classée.

Article 42 | Classement de double – Dispositions complémentaires

- Têtes de série
 - Si plusieurs équipes ont le même total de points, leur ordre est indifférent, sauf :
 - en double dames et double messieurs, les équipes comprenant un non-classé sont alors placées après les équipes composées de 2 classés ;
 - en double mixte, l'équipe du joueur le mieux classé est classée en tête.
- Tout joueur évoluant en simple voit son classement de double réévalué au même classement que son nouveau classement de simple.

Article 43 | Publication

Les classements sont calculés et publiés chaque mois. Le classement est consultable sur Ten'Up.

La commission fédérale de classement publie des annexes qui complètent les règlements sportifs ci-dessus, et présentent les principes, les règles de calcul, les barèmes, les normes, les différents formats de jeu, la liste des bonus et des bonifications, ainsi que la pyramide des classés. Ces annexes sont diffusées en ligne sur les pages classements du site Internet de la FFT.

TITRE DEUXIÈME

Compétitions individuelles

CHAPITRE I ▶ RÈGLES COMMUNES

I/1 – DÉFINITION

Article 44

- 1 Les compétitions individuelles homologuées par la FFT comprennent :
 - les championnats de France ;
 - les championnats de ligue et les championnats départementaux ;
 - les tournois organisés par la FFT, les ligues, les comités départementaux et les clubs, ou, sous le contrôle de la FFT, d'une de ses ligues ou d'un de ses comités départementaux.
- 2 Toute compétition individuelle, tournoi ou championnat, doit être gérée avec l'AEI/MOJA.

I/2 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE TABLEAUX DE COMPÉTITIONS INDIVIDUELLES

Article 45 | Généralités

- 1 Préambule :
 - les règles stipulées aux articles 45 à 52 ci-dessous s'appliquent indifféremment aux épreuves de simple ou de double ;
 - pour l'application de ces articles, le niveau dit « non-classé » est considéré comme le dernier échelon dans la hiérarchie du classement fédéral.

- 2 Différents types de tableaux :

Le tableau ou les tableaux de progression peuvent être de différents types :

- tableau à départ en ligne, cf. article 47 ;
- tableau à entrées échelonnées, cf. article 48 ;
- tableau à sections, cf. article 49 ;
- tableau final, cf. article 50.

- 3 Règles générales

Dans tous les cas, les 4 règles suivantes doivent être observées :

- a. Tous les joueurs d'un même classement doivent entrer au même tour, ou sur 2 tours consécutifs ; il en va de même des qualifiés entrant dans un tableau, quel que soit leur classement.
- b. Sauf dans le cas de qualifiés, il est interdit de faire entrer un joueur plus loin (c'est-à-dire aux tours suivants) qu'un joueur d'un classement supérieur au sien.
- c. Sauf dans un tableau final à départ en ligne privilégiant le tirage au sort (article 50), il est interdit de faire rencontrer 2 qualifiés issus d'un tableau précédent pour leur première partie dans le tableau.
- d. Tous les qualifiés sortant d'un tableau doivent être connus au même tour.

- 4 Circuit de tournois

Les joueurs qualifiés, dans le cadre d'un circuit de tournois, pour le Masters ou tournoi final du circuit, conserveront leur qualification, même s'ils ont changé de série aux classements mensuels, ou suite à une modification de classement effectuée par la commission compétente.

Article 46 | Têtes de série – Qualifiés

- 1 Têtes de série

- a. Dans tout tableau comportant des joueurs classés, les mieux classés d'entre eux doivent être placés de façon à se rencontrer le plus tard possible ; ils sont appelés têtes de série. Tout tableau doit présenter des têtes de série, à l'exclusion de ceux qui ne comportent que des non-classés. Toutefois, un joueur non classé peut être tête de série.
- b. Le nombre de têtes de série doit être :
 - égal au minimum au huitième et au maximum à la moitié de l'effectif total du tableau ;
 - au moins égal au nombre de joueurs appelés à se qualifier pour le tableau suivant.
- c. La numérotation des têtes de série doit suivre l'ordre du classement officiel ; en cas d'égalité de classement, il est procédé à un tirage au sort. Toutefois, dans le cas particulier de circuits comportant plusieurs tournois avec classement général, la désignation et la numérotation des têtes de série peuvent obéir à des règles particulières, précisées à l'avance dans le règlement du circuit.
- d. Les joueurs étrangers peuvent être désignés comme têtes de série, en fonction de leur classement français, de leur assimilation ou de leur niveau présumé attribué, à titre temporaire, par la FFT.
- e. 1. Dans un tableau à départ en ligne ou à entrées échelonnées, les têtes de série doivent être placées :
 - en haut des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau haut ;
 - en bas des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau bas.
2. Dans un tableau à sections, la tête de série numéro 1 est placée en bas de la section inférieure, la tête de série numéro 2 en bas de la section située immédiatement au-dessus, et ainsi de suite. Si le nombre de têtes de série est supérieur au nombre de sections, après avoir placé, de bas en haut, une tête de série par section, on place les têtes de série suivantes de haut en bas, puis, éventuellement, à nouveau de bas en haut, et ainsi de suite.
- f. Les numéros des têtes de série doivent figurer sur les tableaux.

- 2 Qualifiés

Les règles suivantes complètent celles énoncées à l'article 45 alinéa 3.

- a. La répartition des qualifiés entrant dans les places qui leur sont réservées se fait par tirage au sort.
- b. Si, au cours de l'établissement d'un tableau, on a le choix entre plusieurs places possibles pour un qualifié, on effectue un tirage au sort pour déterminer la place de ce qualifié ; si, toutefois, le choix réside entre une position d'exempt et une position dite en pré-tour, le qualifié doit être placé en pré-tour.

Article 47 | Tableau à départ en ligne – Exempts

- 1 Un tableau est dit à départ en ligne lorsque tous les joueurs entrent sur un ou 2 tours consécutifs. Il peut être classique ou à sections (v. art. 49 ci-dessous). Un tableau est dit à départ en ligne classique lorsqu'il désigne le vainqueur de l'épreuve ou qualifie un nombre de joueurs égal à une puissance de 2 (1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, etc.) pour le tableau suivant.

Lorsque l'effectif du tableau est lui-même une puissance de 2, tous les joueurs prennent part au premier tour ; dans le cas contraire, certains d'entre eux sont exempts et n'entrent qu'au deuxième tour.

- 2 La dimension d'un tableau est la puissance de 2 immédiatement supérieure à l'effectif du tableau.
- 3 Le nombre des exempts est la différence entre la dimension du tableau et son effectif.
- 4 a. Lorsque le nombre des exempts est inférieur à celui des têtes de série, les têtes de série exemptes sont les premières têtes de série.
- b. Lorsque le nombre des exempts est supérieur à celui des têtes de série, les places des joueurs directement admis, exempts et non-têtes de série sont déterminées comme s'il s'agissait de têtes de série.
- c. En l'absence de tête de série (tableau de non-classés), les places des exempts sont déterminées comme s'il s'agissait de têtes de série.
- 5 Une place par fraction du tableau doit être réservée pour les qualifiés issus du tableau précédent, éventuellement en position d'exempt.

Article 48 | Tableau à entrées échelonnées

- 1 Un tableau est dit à entrées échelonnées lorsque les joueurs entrent sur au moins 3 tours. Il peut être classique ou à sections (v. art. 49 ci-dessous).
- 2 Un tableau est dit à entrées échelonnées classique lorsqu'il désigne le vainqueur de l'épreuve ou qualifie un nombre de joueurs égal à une puissance de 2 (1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, etc.) pour le tableau suivant.
- 3 Les têtes de série doivent être placées conformément aux dispositions de l'article 46 précédent.
- 4 Les places réservées aux éventuels qualifiés du tableau précédent doivent être harmonieusement réparties dans les diverses fractions du tableau ; elles ne peuvent se trouver qu'aux 2 premiers tours.

Article 49 | Tableau à sections

- 1 Un tableau à entrées échelonnées ou à départ en ligne est dit à sections lorsqu'il qualifie un nombre de joueurs qui diffère d'une puissance de 2.
- 2 Un tableau à sections est constitué d'autant de tableaux, appelés sections, que de joueurs à qualifier.
- 3 Les règles énoncées à l'article 45 alinéa 3 ci-dessus doivent être respectées dans le tableau, considéré dans sa globalité.
- 4 Chaque section constitue à elle seule un tableau classique, établi selon les articles 47 ou 48 relatifs aux tableaux à départ en ligne ou à entrées échelonnées.
- 5 Chaque section doit compter le même nombre de têtes de série.
- 6 Les têtes de série doivent être placées conformément aux dispositions de l'article 46-1 e. 2.

Article 50 | Tableau final

- 1 Le tableau final d'une épreuve peut être à départ en ligne ou à entrées échelonnées.
- 2 Le tableau final à entrées échelonnées est établi conformément aux dispositions de l'article 48 ci-dessus.
- 3 Dans le cas d'un tableau final à départ en ligne, 2 options sont possibles :
 - soit l'application des dispositions de l'article 47 ci-dessus ;
 - soit l'application des 3 règles suivantes :
 - a. le nombre de têtes de série ne doit pas être inférieur au quart de la dimension du tableau ;
 - b. les têtes de série ayant été placées, les positions des éventuels pré-tours sont déterminées

par un tirage au sort, de façon à ce qu'elles soient également réparties, à l'unité près, entre les 2 demi-tableaux ;

- c. tous les joueurs non-têtes de série et les qualifiés sont placés par tirage au sort, sous réserve du respect des dispositions de l'article 45-3 b.

Article 51 | Tableaux particuliers

- 1 Fins de tableaux intermédiaires
 - a. Le comité du tournoi peut faire disputer une ou plusieurs fins de tableaux intermédiaires, qui sont autant de tableaux finaux ouverts aux qualifiés sortis d'un tableau intermédiaire (tableau final de 4^e série, par exemple).
 - b. La participation à une fin de tableau intermédiaire n'est pas obligatoire : ce tableau est donc constitué des seuls joueurs qualifiés ayant confirmé leur accord de participation au juge-arbitre.
 - c. Une fin de tableau intermédiaire est établie selon les règles d'établissement d'un tableau final à départ en ligne, compte tenu des seuls classements des participants.
- 2 Épreuves de consolation
 - a. Le comité du tournoi peut faire disputer une épreuve de consolation ou plusieurs épreuves de consolation distinctes, par exemple par série, aux joueurs battus dans l'épreuve principale ; il doit alors préciser, dans le règlement de la compétition, les règles de qualification à cette (ces) épreuve(s) de consolation.
 - b. La participation à l'épreuve de consolation, distincte du tournoi principal, n'est pas obligatoire : seuls y participent les joueurs qualifiés ayant confirmé leur accord au juge-arbitre.
 - c. L'épreuve de consolation est une épreuve nouvelle, dont le ou les tableaux sont établis selon les règles générales d'établissement des tableaux, compte tenu des classements des participants.
 - d. Tout joueur battu dans une épreuve principale ne peut être admis à participer qu'à une seule épreuve de consolation.
- 3 Formule multimatches (FMM)
 - a. La formule multimatches (FMM) peut être utilisée dans le cadre d'un Tournoi Multichances (TMC) ou dans le cadre d'un tournoi open.
 - b. Le principe de la formule multimatches est de garantir aux joueurs de disputer par une succession de tableaux (de 8, 12, 16, 24 ou 32 joueurs) un nombre défini de matchs (3, 4 ou 5).
 - c. Tout joueur inscrit dans un tableau multimatches a l'obligation de disputer toutes les parties prévues. En cas de forfait d'un joueur pour une ou plusieurs de ses parties, un seul WO lui sera comptabilisé.

Article 52 | Remplacements*

- 1 Un tableau affiché ne peut pas être modifié, sauf par remplacement individuel en cas de défection et dans les conditions suivantes :
 - a. si le joueur défaillant n'est pas tête de série, il peut être remplacé par un joueur de même classement ou, exceptionnellement, d'un classement différent, sous réserve que les règles d'établissement des tableaux restent respectées ;
 - b. si le joueur défaillant est tête de série, il ne peut être remplacé que par un joueur dont le classement ne modifie pas l'ordre des têtes de série ;
 - c. en aucun cas, le joueur remplaçant ne peut avoir déjà participé à l'épreuve.
- 2 À partir des huitièmes de finale d'un tableau final des différentes épreuves d'un tournoi et dans les

* Modifications applicables au 1^{er} janvier 2020

tableaux NC et 4^e série, le comité du tournoi peut, sur proposition du juge-arbitre, décider, dans l'intérêt de la compétition, de remplacer le vainqueur défaillant du tour précédent par le joueur que ce dernier vient de battre. Le vainqueur défaillant est alors considéré comme battu par forfait par le joueur qu'il aurait dû rencontrer. Aucun remplacement n'est autorisé dans les championnats délivrant un titre national, de ligue ou départemental.

③ Un tableau final, même affiché, doit être refait, à condition qu'aucune partie n'ait été commencée, dans les 2 cas suivants :

- a. forfait d'une des 2 premières têtes de série ;
- b. forfait de plus d'un quart du nombre de têtes de série.

I/3 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES POULES DANS LES COMPÉTITIONS INDIVIDUELLES

Des adaptations sont possibles dans l'AEI/MOJA pour les compétitions des 10 ans et moins, ainsi que pour les tournois multichances (TMC).

Article 53 | Principe – Domaine d'application

① Une épreuve avec poules est une compétition individuelle (faisant partie d'un championnat ou d'un tournoi) comprenant éventuellement 2 phases successives : une phase de poules et une phase à élimination directe.

La phase de poules peut elle-même être organisée en un enchaînement de plusieurs groupes de poules, constitués à partir des classements des joueurs, les vainqueurs des poules d'un groupe étant qualifiés pour le groupe suivant.

- ② La phase de poules est ouverte aux joueurs non classés 4^e série, 3^e série et 2^e série.
- ③ Une dérogation au domaine d'application décrit à l'alinéa ② ci-dessus existe pour :
 - les compétitions Galaxie Tennis des 8, 9 et 10 ans orange et verte ;
 - les épreuves fédérales jeunes et seniors répondant à un cahier des charges spécifique ;
 - les épreuves jeunes et seniors répondant à un cahier des charges spécifique établi par la FFT ;
 - les tournois multichances (TMC).

Article 54 | Constitution des poules*

- ① Le nombre de joueurs admis dans une même poule ne peut excéder 6 ; au sein d'un même groupe, les effectifs des différentes poules ne peuvent différer de plus d'une unité.
- ② Pour une épreuve donnée, tous les joueurs ayant un classement concerné par une phase de poules doivent participer à cette phase.
- ③ Tous les joueurs de même classement doivent être répartis dans un même groupe de poules.
- ④ Les joueurs de meilleur classement seront dénommés têtes de série.

Chaque poule doit comporter 2 têtes de série, sauf s'il n'y a que des joueurs non classés. Leur affectation doit suivre les règles applicables à la répartition des têtes de série dans les tableaux à sections. Les autres joueurs doivent ensuite être répartis dans les poules de façon à ce qu'elles soient au mieux équilibrées.

Article 55 | Qualifiés*

- ① Lors du passage d'un groupe de poules à un autre groupe de poules, ou encore un tableau :
 - Les poules de même effectif doivent qualifier le même nombre de joueurs.
 - Lorsque les poules n'ont pas le même effectif, la poule à effectif le plus fort qualifie un nombre

* Modifications applicables au 1^{er} janvier 2020

de joueurs au moins égal ou supérieur d'une unité au nombre de joueurs qualifiés de la poule à effectif le plus faible.

- Si, parmi les qualifiés sortants d'un groupe de poules, un joueur n'est pas en mesure de poursuivre la compétition, le juge-arbitre a la possibilité de qualifier le(s) joueur(s) suivant(s) au classement de la poule concernée.
- ② Dans le cas d'un passage vers un autre groupe de poules :
 - Toutes les poules du groupe suivant doivent recevoir le même nombre de qualifiés provenant du groupe précédent, à une unité près.
 - La répartition de ces qualifiés entrants dans le groupe suivant se fait par tirage au sort.
 - ③ Dans le cas d'un passage de poules vers un tableau, y compris de TMC :
 - 2 qualifiés provenant de la phase de poules peuvent se rencontrer directement lors de leur premier tour.
 - Si c'est un tableau final ne regroupant que des qualifiés, il doit suivre les règles d'établissement d'un tableau final à départ en ligne en tenant compte du classement officiel des joueurs.
 - ④ Dans le cas d'un passage d'un tableau vers un groupe de poules :
 - Toutes les poules du groupe doivent recevoir le même nombre de qualifiés provenant du tableau précédent, à une unité près.
 - La répartition de ces qualifiés entrants dans le groupe de poules se fait par tirage au sort.

Article 56 | Résultats, classements et forfaits

- ① Le classement d'une poule est obtenu par l'attribution de :
 - 2 points par partie gagnée, incluant les WO ;
 - 1 point par partie jouée et perdue ;
 - 0 point en cas de défaite par WO.
- ② En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs joueurs, leur classement est établi, en tenant compte pour toutes les parties de la poule :
 - de la différence des nombres de manches gagnées et perdues par chacun d'eux ;
 - puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence des nombres de jeux gagnés et perdus par chacun d'eux ;
 - enfin, en cas de nouvelle égalité, par l'application successive des 2 méthodes ci-dessus aux seuls résultats des parties ayant opposé les joueurs à départager, avant un éventuel recours au tirage au sort.
- ③ Le gagnant par WO de toute partie de poules se verra attribuer, en fonction du format de jeu utilisé, le nombre de jeux et de manches nécessaire afin de gagner la partie.
- ④ En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le score à enregistrer est donné par l'attribution au vainqueur de tous les jeux restant à disputer au moment de l'arrêt de la partie.
- ⑤ Tout joueur inscrit dans une poule a l'obligation de disputer toutes les parties prévues. En cas de forfait d'un joueur pour une ou plusieurs de ses parties de poules, un seul WO sera comptabilisé pour ce joueur.

CHAPITRE II ► CHAMPIONNATS

II/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE

Article 57 | Championnats de France

Les championnats de France comprennent :

- le championnat de France 11/12 ans ;
- le championnat de France 13/14 ans ;
- le championnat de France 15/16 ans ;
- le championnat de France 17/18 ans ;
- le championnat de France 2^e série ;
- le championnat de France 3^e série ;
- le championnat de France 4^e série/non-classés ;
- le championnat de France 35 ans ;
- le championnat de France 40 ans ;
- le championnat de France 45 ans ;
- le championnat de France 50 ans ;
- le championnat de France 55 ans ;
- le championnat de France 60 ans ;
- le championnat de France 65 ans ;
- le championnat de France 70 ans ;
- le championnat de France 75 ans ;
- le championnat de France 80 ans Messieurs.

À l'issue de ces championnats, le titre de champion de France est délivré au vainqueur de chaque catégorie.

Article 58

Le comité exécutif constitue, à chaque nouveau mandat, un comité des championnats de France, qui veille à leur bon déroulement. Ce comité est composé de 5 membres du comité exécutif. Par ailleurs, au regard de la discipline concernée, participent aux séances du comité, avec voix délibérative, le(s) autres membre(s) du comité exécutif en charge de ladite discipline ainsi que le président de la commission fédérale également en charge de ladite discipline.

Enfin, assistent aux séances, avec voix consultative, un représentant de la direction de la compétition ainsi que toute autre personne dont la présence est jugée utile par le comité.

Afin de pouvoir valablement délibérer, au moins 3 personnes ayant voix délibérative doivent être présentes.

Article 59

Ces championnats sont organisés par le Département Compétition, sous l'autorité du comité des championnats de France, qui détermine, chaque année, les modalités d'organisation de chacun de ces championnats : date, lieu, montant des indemnités de déplacement et de séjour, etc.

Article 60

Ces championnats sont ouverts aux joueurs de nationalité française et licenciés en France et qualifiés conformément aux articles 60 bis à 65 ci-dessous.

Article 60 bis

Les championnats de France 4^e série/non-classés sont ouverts aux joueurs classés en 4^e série/non-classés n'ayant jamais été classés 15/4 ou mieux. Le classement de référence pris en compte sera celui à la date limite d'engagement de la première phase qualificative au championnat.

Les championnats de France 3^e série sont ouverts aux joueurs classés en 3^e série n'ayant jamais été classés 4/6 ou mieux. Le classement de référence pris en compte sera celui à la date limite d'engagement de la première phase qualificative au championnat.

Les championnats de France 2^e série sont ouverts aux joueurs classés en 2^e série. Le classement de référence pris en compte sera celui à la date limite d'engagement de la première phase qualificative au championnat.

Les joueurs qualifiés pour un championnat individuel (régional et/ou national) par série de classement conserveront leur qualification, même s'ils ont changé de série aux classements mensuels, ou suite à une modification de classement effectuée par la commission compétente.

Si à la suite d'un reclassement, un joueur ne peut plus participer à aucun championnat par série de classement, il pourra faire une demande de qualification exceptionnelle auprès du comité du championnat concerné.

Dans le cadre des championnats par série, un joueur ne pourra s'engager que dans un seul championnat.

Article 60 ter | Classement minimum

1 Pour pouvoir inscrire un joueur à un championnat de France individuel dans une catégorie donnée, il faut obligatoirement que le championnat régional de la catégorie en question ait vu la participation effective (les WO ne sont pas pris en compte) d'au moins un joueur ayant le classement minimum requis (le classement à prendre en compte est celui utilisé pour la constitution du tableau du championnat régional). Même si ce joueur est battu, le vainqueur du tableau est qualifiable pour le championnat de France.

2 Classement minimum requis selon les catégories :

épreuve	classement minimum requis
Critérium	0
35 et 40 ans	15
45 et 50 ans	15/3
55 et 60 ans	15/3
65 et 70 ans	30/1
75 et 80 ans	30/2 (Dames 80 30/3)

Concernant les catégories jeunes, les classements minimums pour les joueurs de métropole et pour les joueurs issus des ligues d'outre-mer seront déterminés en début d'année sportive.

3 En revanche, s'il n'y a pas de joueurs ayant le classement minimum requis dans le tableau du championnat régional, le championnat se déroulera et décernera un titre de champion de ligue, mais le vainqueur ne pourra pas participer au championnat de France individuel.

Article 61

1 Les épreuves de chacun des championnats, ainsi que le nombre maximal de participants sont les suivants :

- 11/12 ans : simple garçons (32), simple filles (32), double garçons, double filles ;
- 13/14 ans : simple garçons (32), simple filles (32), double garçons, double filles ;
- 15/16 ans : simple garçons (32), simple filles (32), double garçons, double filles ;
- 17/18 ans : simple garçons (32), simple filles (32), double garçons, double filles ;
- 2^e série : simple messieurs (48), simple dames (48) ;
- 3^e série : simple messieurs (32), simple dames (32) ;
- 4^e série/non-classés : simple messieurs (32), simple dames (32) ;
- 35 ans : simple messieurs (24), simple dames (24), double messieurs, double dames ;
- 40 ans : simple messieurs (24), simple dames (24) ;
- 45 ans : simple messieurs (24), simple dames (24), double messieurs, double dames ;

- 50 ans : simple messieurs (24), simple dames (24) ;
- 55 ans : simple messieurs (24), simple dames (24), double messieurs, double dames ;
- 60 ans : simple messieurs (24), simple dames (24) ;
- 65 ans : simple messieurs (24), simple dames (24), double messieurs, double dames ;
- 70 ans : simple messieurs (24), simple dames (24) ;
- 75 ans : simple messieurs (24), simple dames (24), double messieurs, double dames ;
- 80 ans : simple messieurs (24), simple dames (24).

② Toutes les parties de simple sont disputées au meilleur des 3 manches avec jeu décisif dans toutes les manches (format 1), à l'exception des catégories 65 ans, dames et messieurs, 70 ans, dames et messieurs, 75 ans dames et messieurs et 80 ans messieurs où la troisième manche est remplacée par un super jeu décisif à 10 points (format 2).

③ Toutes les parties de double sont disputées au meilleur des 3 manches avec application du point décisif à 40 A et du super jeu décisif à 10 points remplaçant la troisième manche.

Article 62

Ces épreuves sont ouvertes :

- a. aux champions de ligues correspondants ;
- b. à des joueurs bénéficiaires d'invitations (wild-cards), à raison de 5 joueurs pour un tableau de 48, 4 pour un tableau de 32 et 3 pour un tableau de 24, qui sont attribuées par le comité des championnats ;
- c. à des joueurs exemptés du championnat de ligue correspondant par le comité des championnats de France, en raison de leur désignation par la FFT pour des compétitions internationales seniors plus ;
- d. à des qualifiés supplémentaires qui ont obligatoirement participé au championnat régional et qui sont désignés, à l'issue des championnats de ligues, par certaines ligues dans des proportions fixées par le comité des championnats de France pour chaque épreuve, de façon à compléter les tableaux.

Article 63 | Suppléants

① La ligue a la possibilité de désigner un ou plusieurs suppléants. La ligue doit, à cet effet, adresser au Département Compétition, en même temps que les engagements, une liste de suppléants classés suivant un ordre de priorité.

② Si une ligue, pour quelque raison que ce soit, n'utilise pas son contingent de qualifiés à une date limite fixée par le comité des championnats, le tableau est complété à l'aide d'une liste d'attente nominative établie par ledit comité.

③ Une fois le tableau établi, soit 48 heures avant le début de l'épreuve, le juge-arbitre peut, en cas de forfait, modifier le tableau dans les cas suivants :

- si le joueur forfait est tête de série ;
- si le suppléant est au même classement que le joueur forfait.

Dans tous les cas, aucun remplacement ne peut être effectué après que le tableau a été officiellement communiqué, soit 24 heures avant le début de l'épreuve.

Article 64

① Les joueurs qualifiés en simple sont seuls qualifiés pour les doubles, à l'exception des divers championnats de France seniors plus, où les anciens joueurs de 1^{re} série, ainsi que les tenants du titre de l'épreuve considérée, sont autorisés à prendre part au double, même s'ils n'ont pas joué en simple.

② En cas d'abandon ou de WO en simple, un joueur ne peut participer au double qu'avec l'accord du juge-arbitre. En cas de disqualification en simple, un joueur ne peut participer au double qu'avec l'accord du comité des championnats de France.

Article 65

Sauf dérogation accordée par le comité des championnats de France, un joueur ne peut participer à un championnat de France individuel que dans sa catégorie d'âge si celle-ci existe.

II/2 – CHAMPIONNATS DE LIGUE

Article 66

① Les ligues doivent organiser chaque année, dans les délais fixés par la FFT, un championnat individuel dans chacune des épreuves donnant lieu à une épreuve du championnat de France. Ce championnat de ligue est qualificatif pour les championnats de France.

② Le bureau de la ligue constitue chaque année un ou plusieurs comité(s) de championnat(s), qui veille(nt) au bon déroulement de chacun d'entre eux.

Article 67

Il appartient à chaque ligue de déterminer le règlement particulier de ses championnats de ligue. Toutefois, les conditions de qualification définies par chaque ligue doivent être conformes à celles en vigueur pour le championnat de France correspondant.

Article 68

① Les championnats de ligue sont exclusivement ouverts aux joueurs de nationalité française et membres licenciés des clubs affiliés de la ligue considérée. En conséquence, un joueur ne peut disputer les championnats que d'une seule ligue.

② Tout joueur qui, sauf cas de force majeure, aura abandonné un championnat officiel en cours de compétition, ne pourra être qualifié pour le championnat officiel de niveau supérieur.

CHAPITRE III ▶ TOURNOIS

III/1 – HOMOLOGATION DES TOURNOIS

Article 69

① Le club qui veut organiser un tournoi doit, dans le délai fixé par la ligue, lui adresser une demande d'homologation de compétition individuelle en utilisant l'application fédérale ADOC - rubrique compétition/nouvelle demande d'homologation.

② Les comités de direction des ligues ont le pouvoir de fixer des critères complémentaires pour accorder ou refuser l'homologation des tournois, ainsi que les droits d'engagement des joueurs. En application de l'article 19 des présents règlements, ils peuvent refuser l'homologation du ou des tournois concernés.

Article 70

① Le club doit s'engager à faire disputer toutes les parties du tournoi qu'il souhaite

organiser sur ses propres installations ou, à condition de l'avoir signalé lors de la demande d'homologation, sur celles d'un ou de plusieurs autres clubs ; dans ce cas, l'éloignement de ces derniers doit être raisonnable.

② Le club doit en outre s'engager à assumer la responsabilité de l'organisation de l'arbitrage par des arbitres officiels, en conformité avec les directives de la ligue.

Article 71 | Tournoi interne

Une homologation peut être demandée par le club en vue d'organiser sur ses propres installations un tournoi interne réservé exclusivement aux membres licenciés dans le club.

III/2 – CALENDRIER

Article 72

① La ligue règle les différends qui pourraient s'élever au sujet de la fixation des dates des tournois organisés par les clubs de son territoire.

② Lorsque, dans une ligue, plusieurs tournois se suivent sans interruption, ils doivent être strictement terminés dans les délais fixés, de manière à ne pas empiéter sur le tournoi suivant.

③ Cependant, en cas de mauvais temps, le tournoi pourra être continué au-delà des délais, sans que cette prolongation puisse en aucun cas excéder 2 journées.

④ Les fins de tableaux intermédiaires et les épreuves de consolation des différentes épreuves du tournoi doivent être terminées dans les mêmes délais que le tournoi.

III/3 – ENREGISTREMENT DES RÉSULTATS

Article 73

Conformément à l'article 35 des présents règlements, le juge-arbitre doit enregistrer les résultats au fur et à mesure du déroulement des matchs et clôturer le tournoi dans l'AEI/MOJA dans les 4 jours qui suivent la fin du tournoi.

Le club organisateur en est responsable et doit donc s'assurer du respect des délais de transmission des résultats par le juge-arbitre.

III/4 – COMITÉ DE TOURNOI

Préambule : La composition du comité de tournoi doit être affichée dans l'enceinte du club organisateur.

Article 74 | Composition – Missions

a. Composition

Il comprend au moins 3 membres licenciés pour l'année sportive en cours et âgés de 18 ans ou plus (le juge-arbitre ne pouvant en aucun cas en faire partie).

b. Missions

Ce comité de tournoi :

- fixe le montant des droits d'engagement, compte tenu des directives de la ligue ; aucun droit ne peut être exigé pour la participation à une fin de tableau intermédiaire ou à une épreuve de consolation ;
- établit le règlement du tournoi, en conformité avec les règlements fédéraux ;
- arrête sans recours la liste des joueurs admis à participer ; le nombre des participants à une

- épreuve seniors doit être au minimum de 8 pour les messieurs et de 4 pour les dames ;
- définit et indique au juge-arbitre la ligne de conduite qu'il souhaite voir suivre pour la progression du tournoi, et supervise les tirages au sort ;
- prend les dispositions nécessaires pour que l'arbitrage des parties soit assuré par des arbitres officiels, conformément aux directives de la ligue ;
- veille au bon déroulement de la compétition, et doit notamment fournir, pour chaque partie disputée, un minimum de 3 balles homologuées par la FFT ou conformes aux règles de la FFT ;
- prend toute mesure qu'il juge utile pour assurer, dans le temps imparti, la bonne marche du tournoi jusqu'à son achèvement, notamment en utilisant des terrains de surface différente couverts ou découverts en cas d'impossibilité matérielle d'utiliser les terrains prévus ;
- a toute latitude, dans le cas où le tournoi ne peut pas aller jusqu'à son terme, de prévoir le partage des prix en tenant compte des joueurs restant en course et de l'état d'avancement du tournoi ;
- est responsable du respect du cahier des charges de l'épreuve (s'il en existe un).

Article 75

Conformément à l'article 114-C des règlements administratifs, le comité de tournoi est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de la compétition.

III/5 – PRIX ET FRAIS DES JOUEURS

Article 76

Les tournois peuvent être dotés de prix, qui, pour les tournois de jeunes, ne peuvent être qu'en nature. Ils sont classés dans les catégories suivantes en fonction de l'importance des prix distribués, en espèces ou en nature, et selon une grille fixée chaque année par le comité exécutif :

- hors catégorie⁽¹⁾ ;
- 1^{re} catégorie⁽¹⁾ ;
- 2^e catégorie ;
- 3^e catégorie ;
- tournois formats courts ;
- tournois internes (jeunes et adultes) ;
- tournois de jeunes ;
- TMC.

⁽¹⁾ Certains de ces tournois figurent aux calendriers des circuits nationaux des grands tournois français, et sont alors soumis à des règlements spécifiques.

Article 77

① Sous réserve que le tournoi arrive à son terme, tout prix annoncé doit être attribué, quels que soient le nombre et le classement des engagés.

② Tout joueur qui, sauf excuse reconnue valable par le comité du tournoi, ne dispute pas sa chance jusqu'à la fin d'un tournoi ou est disqualifié en application des articles 117 A et 117 bis B des règlements administratifs, perd de ce fait tout droit au prix, à la condition que ce tournoi ait eu lieu dans les délais fixés par le calendrier.

③ Tout joueur reconnu blessé à l'issue d'une partie qu'il a gagnée, qu'il soit ou non remplacé pour la suite du tournoi, doit se voir remettre le prix auquel il peut prétendre du fait de sa victoire. Son remplaçant éventuel se verra remettre, outre le prix résultant de sa défaite, toute différence de prix provenant d'éventuelles victoires ultérieures.

4 Dans les épreuves de consolation et les fins de tableaux intermédiaires, la valeur du premier prix doit être inférieure à celle du dernier prix de l'épreuve principale.

Article 78

Des frais de déplacement et de séjour peuvent être attribués aux participants à un tournoi à la condition qu'ils soient attribués à tous les joueurs ayant un classement déterminé à l'avance.

III/6 – ENGAGEMENT ET PARTICIPATION

Article 79

1 En fonction du mode d'inscription retenue par le comité de tournoi, l'engagement peut s'effectuer soit par Ten'Up, soit par écrit, et doit contenir les renseignements suivants :

- nom et prénom ;
- année de naissance ;
- classement officiel ;
- nationalité ;
- numéro de téléphone, courriel et éventuellement adresse postale ;
- nom du club où il est licencié ;
- la ou les épreuves qu'il désire disputer et, pour les doubles, les noms et classements de ses partenaires.

2 L'engagement est définitif, et son montant est dû au club organisateur, même si le joueur ne dispute pas l'épreuve dans laquelle il a été admis.

3 Tout compétiteur doit présenter au juge-arbitre avant sa première partie une pièce d'identité officielle avec photographie, son attestation de licence portant la mention « compétition autorisée », et pour les jeunes surclassés, les pièces visées au chapitre IV/3 du règlement médical - Règles particulières aux jeunes.

4 Lorsque, dans un tournoi individuel, un joueur est engagé dans 2 ou plusieurs épreuves relatives à différentes catégories d'âge, sa participation effective à ces diverses épreuves est décidée par le juge-arbitre en application de l'article 21 alinéa 3.

5 L'engagement d'un joueur suspendu ou ayant fait l'objet d'un retrait de licence, n'est pas valable si la durée de la sanction couvre la date de première convocation fixée par l'organisateur.

L'engagement d'un joueur radié n'est pas valable.

6 Tout joueur admis dans un tournoi a l'obligation d'y participer.

7 Il appartient au joueur de se renseigner lui-même sur le jour et l'heure de sa convocation. Tout joueur déclarant forfait sans motif valable est passible d'une sanction, en application des dispositions du titre troisième des règlements administratifs ; la participation à une autre compétition ne constitue pas un motif valable.

8 Le comité de tournoi du club organisateur est libre de prendre en compte ou non la demande d'inscription d'un joueur, et ceci sans recours.

9 Si le tournoi ne va pas jusqu'à son terme, l'organisateur doit rembourser les droits d'engagement aux joueurs n'ayant pas disputé de match.

10 Lorsqu'un joueur s'inscrit à un tournoi, l'organisateur et le juge-arbitre du tournoi sont susceptibles de recevoir des données à caractère personnel le concernant (nom, prénom, date de naissance, numéro de téléphone, e-mail et numéro de licence).

L'utilisation de ces données est réservée à la bonne organisation du tournoi (incluant principalement la convocation du joueur aux matchs).

Toute utilisation à d'autres fins est strictement interdite.

TITRE TROISIÈME

Compétitions par équipes

Le présent titre s'articule autour de 4 chapitres selon les modalités suivantes :

- Le chapitre I prévoit l'organisation générale des compétitions par équipes homologuées par la FFT et visées à l'article 80.
- Le chapitre II concerne la qualification des joueurs et leur participation aux compétitions par équipes (nationales, régionales, départementales) sauf possibilités dérogatoires prévues dans ce même chapitre.
- Le chapitre III traite du déroulement des compétitions par équipes homologuées par la FFT visées à l'article 80, sous réserve des règles spécifiques développées au chapitre IV.

CHAPITRE I ► ORGANISATION DES COMPÉTITIONS VISÉES À L'ARTICLE 80

I/1 – PRINCIPES

Article 80 I Liste des compétitions

Ces compétitions sont les suivantes :

- 1 Le championnat de France interclubs seniors masculin qui comprend :
 - la Pro A ;
 - la Pro B ;
 - la division nationale 1 (DN1) ;
 - la division nationale 2 (DN2) ;
 - la division nationale 3 (DN3) ;
 - la division nationale 4 (DN4).
- 2 Le championnat de France interclubs seniors féminin qui comprend :
 - la Pro A ;
 - la Pro B ;
 - la division nationale 1 (DN1) ;
 - la division nationale 2 (DN2) ;
 - la division nationale 3 (DN3).
- 3 Les championnats de France interclubs 12 ans et moins filles et garçons.
- 4 Les championnats de France interclubs seniors + 35 ans dames et messieurs.
- 5 Les championnats de France interclubs seniors + 45 ans dames et messieurs.
- 6 Les championnats de France interclubs seniors + 55 ans dames et messieurs.
- 7 Les championnats de France interclubs seniors + 65 ans messieurs.

- 8 Les compétitions interligues :
- les Coupes de France interligues seniors + 65 ans dames, seniors + 70 ans dames et messieurs et seniors + 75 ans messieurs.
- 9 Les championnats de France Tennis Entreprise masculin et féminin.

Article 81 | Principes d'organisation des championnats

La commission compétente de la FFT est organisatrice de ces compétitions.

1 La commission compétente en fonction du niveau de championnat arrête pour chaque épreuve la liste des équipes qualifiées, et établit la composition des poules et/ou du (des) tableau(x).

Les ligues sont chargées de communiquer à la FFT le nom de l'équipe/des équipe(s) qualifié(e)s pour les championnats et coupes dont la FFT est l'organisatrice.

2 Elle procède au remplacement d'une équipe ne s'étant pas engagée, ou dont l'engagement a été refusé. Pour les championnats de France se déroulant par poules, le retrait d'une équipe avant la diffusion des poules l'année N entraîne la rétrogradation de cette équipe de deux divisions. La commission compétente de la ligue a alors le choix de réintégrer cette équipe dès l'année N, ou seulement en année N+1 si cette équipe redescend en championnat régional.

Pour les championnats de France se déroulant sous la forme de tableaux, en cas de retrait d'une équipe avant la diffusion du tableau, l'équipe repêchée sera l'équipe ayant le meilleur poids parmi les équipes suppléantes. À titre dérogatoire et dans l'hypothèse où, du fait de ce retrait, une ligue ne serait plus représentée dans le championnat, l'équipe suppléante de cette ligue intégrera le tableau indépendamment du poids de l'équipe.

3 Classement des joueurs à prendre en compte

Les compétitions visées à l'article 80 se déroulent soit par poules, soit par élimination directe, soit par combinaison de ces deux formules.

Le classement des joueurs à prendre en compte dans une composition d'équipe doit toujours suivre la hiérarchie des classements de tennis de simple, de telle sorte que le meilleur classé évolue en simple 1, et le moins bien classé en dernière position de simple (cf. article 40). En double, l'équipe la plus forte doit toujours être placée en double 1 (cf. article 41).

Que la compétition se déroule sous forme de poules ou de tableaux, le classement des joueurs à prendre en compte est toujours le classement du joueur au jour de la rencontre. Par conséquent, les classements des joueurs seront actualisés lors de chaque parution du classement mensuel. Il est de la responsabilité du joueur et de son club de tenir compte du nouveau classement pour composer son équipe.

4 Lors d'une phase se déroulant par poules, chaque équipe rencontre une seule fois toutes les équipes de la même poule.

5 Le tableau d'une phase se déroulant par élimination directe doit être établi dans le respect des règles énoncées aux articles 45 et suivants.

6 En cas de forfait d'une équipe dont l'organisateur a connaissance au plus tard un mois avant le début de la compétition, la commission compétente peut modifier le calendrier ou la composition de la poule où cette équipe figurait si elle le juge utile à l'équilibre et à la bonne organisation de la compétition.

7 La ligue doit désigner un juge-arbitre pour chaque rencontre des compétitions visées à l'article 80 qui se déroule sur son territoire. Les juges-arbitres ne doivent pas appartenir aux clubs des équipes concernées par la rencontre.

Article 82 | Nombre d'équipes engagées par championnat

1 Principe

Seuls les clubs affiliés à la FFT ou les ligues peuvent engager une équipe dans une des compétitions homologuées par la FFT.

Pour tous les championnats de France interclubs, à l'exception des championnats de France interclubs seniors, une seule équipe par club est autorisée.

2 Exception

Pour les championnats de France interclubs seniors, un club peut engager 2, voire 3 équipes, sous réserve de respecter les règles suivantes :

- Une division d'écart doit être respectée entre les équipes 1 et 2 d'un club, mais l'équipe 2 d'un club pourra évoluer au maximum en DN1.
- Une division d'écart doit être respectée entre les équipes 2 et 3 d'un club. L'équipe 3 pourra évoluer au maximum en DN3.
- Le repêchage d'une équipe d'un club par la commission compétente ne peut entraîner un changement de division pour les autres équipes de ce même club.

Article 83 | Engagement des équipes

A. Conditions d'engagement

Un club peut engager une équipe dans une des compétitions visées à l'article 80 à la condition de disposer de courts de tennis d'une surface de nature identique en nombre suffisant pour assurer le bon déroulement de la compétition, conformément aux dispositions de l'alinéa B- du présent article.

B. Formalités d'engagement

1 Le club doit communiquer à l'organisateur de la compétition, selon les formes et délais fixés par la commission compétente :

- a. le formulaire d'engagement ;
- b. le droit d'engagement fixé chaque année par l'Assemblée générale sur proposition du comité exécutif de la FFT ;
- c. le nombre et la nature de la surface des courts qu'il mettra à la disposition du juge-arbitre pour le déroulement des rencontres ayant lieu sur ses terrains, en indiquant s'il s'agit de courts couverts ou découverts ;
- d. la marque et la référence des balles, homologuées FFT et conformes aux caractéristiques techniques des règles du jeu figurant à l'annexe I des présents règlements, qui seront fournies lors des rencontres disputées à domicile.

2 Toute déclaration erronée, incomplète ou en retard sera soumise à l'appréciation de la commission compétente, qui statuera à cet égard (refus d'inscription, pénalité sportive).

3 Toute modification des informations ci-dessus devra être communiquée à l'organisateur de l'épreuve, ainsi qu'au club visiteur, au plus tard 6 jours avant la rencontre.

I/2 – COMPOSITION DES ÉQUIPES

Article 84 | Compétitions sous forme de tableaux

Dans toutes les compétitions dont les tableaux sont constitués en fonction de la pesée des compositions prévisionnelles des équipes :

- Chaque club doit communiquer à l'organisateur de la compétition une liste nominative des joueurs du club susceptibles, dans le respect des règlements en vigueur, d'être alignés simultanément dans l'équipe. Ces joueurs détermineront le poids de l'équipe. Le poids de l'équipe est déterminé en prenant en compte les « n » meilleurs joueurs de la liste. Le nombre « n » est précisé en fonction du championnat.
- Une fois les tableaux constitués, aucun joueur d'un classement supérieur à celui du dernier joueur effectivement pris en compte pour la pesée de l'équipe au moment de la date limite d'inscription, ne pourra être ajouté à la liste visée ci-dessus, ni prendre part au championnat.
- Si le classement d'un ou plusieurs joueurs (joueurs figurant sur la liste initiale visée ci-dessus - ou non) évolue en cours de championnat, ce nouveau classement sera pris en compte pour les rencontres suivantes.
- Dans le cas du reclassement d'un joueur ne figurant pas sur la liste, ce joueur reclassé ne pourra participer à la compétition que si son classement est inférieur ou égal au dernier joueur pris en compte pour la pesée de l'équipe.

Article 85 | Engagement d'une équipe 1 en championnat de France interclubs seniors

Pour toute équipe 1 engagée en championnat de France interclubs seniors visé à l'article 80 alinéas

1 et 2 :

- a. Le club doit communiquer à l'organisateur du championnat, dans les délais fixés par la commission compétente, une liste d'exactly 10 joueurs pour les divisions de DN1 à DN4 et d'au maximum 12 joueurs pour la Pro A et la Pro B. Ces joueurs doivent être régulièrement qualifiés en vertu des dispositions des présents règlements sportifs.
- b. La participation à cette compétition est interdite à tout joueur ne figurant pas sur cette liste.
- c. Cette liste ne peut comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe) pour les divisions de DN1 à DN4 et qu'un maximum de 4 joueurs ayant le statut « NvEQ » pour la Pro A et la Pro B.
- d. Toute déclaration erronée, incomplète ou en retard sera soumise à l'appréciation de la commission compétente qui statuera à cet égard (refus d'inscription, pénalité sportive).

Article 86 | Cas du club engageant une équipe 2 en championnat de France interclubs seniors

Dans le cas d'un club alignant une équipe 2 masculine ou féminine en championnat de France interclubs seniors :

1 Le club doit communiquer à l'organisateur du championnat dans le délai fixé par la commission compétente :

- a. La liste nominative des 4 joueurs les mieux classés en simple de la liste de l'équipe 1 susceptibles, dans le respect des règlements en vigueur, d'être alignés simultanément en équipe 1. L'équipe 2 ne pourra aligner aucun des joueurs figurant sur cette liste, ni aucun autre joueur d'un classement supérieur à celui du moins bien classé figurant sur cette même liste.
- b. La liste des joueurs ayant participé en simple et/ou en double à 2 rencontres ou plus en équipe 1 et ne figurant pas sur la liste nominative prévue ci-dessus. Le club ne pourra communiquer cette liste que si l'équipe 1 a joué son championnat avant l'équipe 2.
- c. Une liste d'exactly 10 joueurs. Ces joueurs doivent être régulièrement qualifiés en vertu des dispositions des présents règlements sportifs.

- La participation au championnat est interdite à tout joueur ne figurant pas sur cette liste.
- Cette liste ne peut comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe).

d. Toute déclaration erronée, incomplète ou en retard sera soumise à l'appréciation de la commission compétente qui statuera à cet égard (refus d'inscription, pénalité sportive).

- 2 Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus en équipe 1 ne peut ensuite jouer dans l'équipe 2.
- 3 Lors de chaque rencontre de championnat de France interclubs seniors disputée par l'équipe 2 d'un club, au moins 2 joueurs de simple doivent être licenciés dans le club depuis au moins 3 années consécutives.

Article 86 bis | Cas du club engageant une équipe 3 en championnat de France interclubs seniors

Dans le cas d'un club alignant une équipe 3 masculine ou féminine en championnat de France interclubs seniors :

1 Le club doit communiquer à l'organisateur du championnat dans le délai fixé par la commission compétente :

- a. La liste nominative des 4 joueurs les mieux classés de l'équipe 1 susceptibles d'être alignés simultanément et la liste nominative des 4 joueurs les mieux classés de l'équipe 2 susceptibles d'être alignés simultanément. L'équipe 3 ne pourra aligner aucun des joueurs figurant sur ces listes, ni aucun autre joueur d'un classement supérieur à celui du moins bien classé figurant sur ces listes.
- b. La liste des joueurs ayant participé en simple et/ou en double à 2 rencontres ou plus en équipe 1 ou en équipe 2 et ne figurant pas sur ces listes. Le club ne pourra communiquer cette liste que si son équipe 1 et/ou son équipe 2 ont joué leur championnat avant l'équipe 3.
- c. Une liste d'exactly 10 joueurs susceptibles, dans le respect des règlements en vigueur, d'être alignés simultanément en équipe 3. Ces joueurs doivent être régulièrement qualifiés en vertu des dispositions des présents règlements sportifs.
 - La participation au championnat est interdite à tout joueur ne figurant pas sur cette liste.
 - Cette liste ne peut comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe).
- d. Toute déclaration erronée, incomplète ou en retard sera soumise à l'appréciation de la commission compétente qui statuera à cet égard (refus d'inscription, pénalité sportive).

2 Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus en équipe 1 et/ou 2 ne peut ensuite jouer dans l'équipe 3.

3 Lors de chaque rencontre de championnat de France interclubs seniors disputée par l'équipe 3 d'un club, au moins 2 joueurs de simple doivent être licenciés dans le club depuis au moins 3 années sportives consécutives.

Article 87 | Joueurs interdits d'équipes inférieures : classements à prendre en compte

Le classement à prendre en compte pour désigner les joueurs interdits d'équipes inférieures est déterminé par l'organisateur du championnat concerné.

CHAPITRE II ► QUALIFICATION POUR UN CLUB ET PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS

Les dispositions de ce présent chapitre s'appliquent à toutes les compétitions par équipes (nationales, régionales, départementales), sauf possibles dérogations pour les championnats régionaux et départementaux prévues à l'article 89 des présents règlements.

Dispositions préliminaires

En accord avec le joueur, le club est responsable de l'enregistrement et de la validation de sa licence, ainsi que de la véracité des informations qui figurent sur celle-ci. L'organisateur contrôle les informations relatives à la qualification du joueur.

Au cours d'une même année sportive, un même joueur ne peut jouer en épreuves par équipes que pour un seul club affilié à la FFT.

II/1 – STATUT SPORTIF DU JOUEUR ET CONDITIONS DE DÉLAI

Pour participer aux championnats par équipes :

- le joueur devra être titulaire d'un statut sportif valable tout au long de l'année, quel que soit le niveau du championnat ;
- l'enregistrement de sa licence et, le cas échéant, l'obtention de son assimilation de classement devront répondre à des conditions de délai (cf. article 89).

Article 88 | Statut sportif

Les règles relatives au statut sportif varient en fonction du classement. La date de prise en compte du classement est fixée au 31 août.

1 Joueurs de 1^{re} et 2^e série

a. Un joueur, licencié dans un club pour une période ininterrompue, aura le statut de « EQ » (joueur équipe) de ce club :

- à la condition d'avoir disputé au moins un match pour ce club dans un championnat par équipes une des années sportives précédant l'année sportive considérée ;
- ou si, n'ayant pas disputé un match pour ce club dans un championnat par équipes une année sportive précédente, il a bénéficié d'un statut de « EQ » par son classement NC, 4^e ou 3^e série.

Les lettres « EQ » apparaîtront sur sa licence.

Le joueur pourra prétendre à une qualification s'il a respecté les dispositions relatives au délai visé ci-après.

b. Un joueur qui n'a pas disputé au moins un match par équipes pour le club dans lequel il est licencié pour une période ininterrompue aura le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe) pour ce même club. Les lettres « NvEQ » apparaîtront sur sa licence.

Le joueur pourra prétendre à une qualification s'il a respecté les dispositions relatives au délai visé ci-après.

2 Joueurs NC, de 4^e et 3^e série de 14 ans et plus

Ils ont le statut sportif de « EQ » (joueur équipe), sauf disposition de l'article 91, dernier paragraphe.

Le joueur pourra prétendre à une qualification s'il a respecté les dispositions relatives au délai visé ci-après.

3 Joueurs de 3^e série de 13 ans et moins

Ils ont le statut sportif de « EQ » (joueur équipe), sous réserve d'avoir respecté, en cas de changement de club, les dispositions des articles 90-1 et 91 ci-après.

Article 89 | Conditions de délai

A. Licence et rattachement au club

1 Quel que soit le statut sportif du joueur (EQ/NvEQ), il pourra participer à un championnat par équipes pour le compte de son club ou de sa ligue à la condition que sa licence soit enregistrée et validée par le club, conformément à l'article 32 des règlements administratifs, le 15 décembre au plus tard de l'année sportive considérée à l'exception :

- des championnats Pro A et Pro B pour lesquels la licence devra être enregistrée et validée par le club le 31 octobre au plus tard ;
- et des championnats de France Tennis Entreprise – cf. article 163-4.

En cas de non-respect de ces délais, le joueur ne pourra participer à un championnat de France par équipes.

2 En cas de règlement dérogatoire adopté par le comité de direction de la ligue pour l'organisation des championnats régionaux et départementaux, la date du 15 décembre peut être modifiée. Toutefois, en aucun cas ce délai ne pourra être inférieur à la veille de la journée du championnat à laquelle le joueur va prendre part.

3 Dans les cas spécifiques de changement de club au cours d'une même année sportive, la condition relative au délai ne correspond plus à la date d'enregistrement de la licence mais à la date de saisie du changement de club.

B. Obtention de l'assimilation de classement

En cas d'assimilation à un classement, celle-ci doit avoir été obtenue dans les conditions de délai fixées par l'organisateur du championnat.

II/2 – RÈGLES RELATIVES AU CHANGEMENT DE CLUB

Article 90 | Autorisation du club quitté

Pour pouvoir participer à un championnat par équipes, l'autorisation du président du club quitté est requise dans certains cas. Les licences Web ne sont pas concernées par ces dispositions.

1 Devront obtenir l'autorisation du club quitté pour participer aux compétitions par équipes :

- les joueurs de 1^{re} série ;
- les joueurs de 2^e série ;
- les joueurs de 3^e série âgés de 13 ans et moins (cf. tableau catégories d'âge de l'article 6 des règlements sportifs). L'âge à prendre en compte est celui de l'année sportive pour laquelle la qualification est demandée.

Un joueur de 1^{re}, 2^e ou 3^e série âgé de 13 ans et moins peut changer de club sans autorisation du président du club quitté, mais il sera automatiquement « Non EQ » (non équipe) et ne pourra donc participer à aucune compétition par équipes, quel que soit le niveau du championnat. Le statut du joueur de 13 ans et moins ayant obtenu l'autorisation du club quitté est défini à l'article 88-3 des présents règlements.

2 Le joueur de 3^e série âgé de 14 ans et plus (cf. tableau catégories d'âge de l'article 6 des règlements sportifs), de 4^e série ou NC n'a pas besoin de l'autorisation du président du club quitté. Ce joueur aura le statut « EQ » (équipe).

3 Le classement pris en compte est celui au 31 août.

Si au 31 août, le joueur ne possède pas de classement, s'il est nettement sous classé ou s'il possède le statut ND (Non Déterminé), le joueur obtiendra le statut NvEQ en cas de reclassement en 2^e série sur le millésime en cours.

Article 91 | Formalités et délais

Lorsque l'autorisation du club quitté est requise pour pouvoir participer à une rencontre par équipes pour le compte d'un nouveau club, celle-ci doit être portée, avec la signature du président du club quitté (ou du responsable de la structure habilitée), sur le certificat de changement de club.

Le joueur signe le certificat de changement de club, y joint l'attestation de sa licence pour l'année sportive en cours, ou à défaut de l'année précédente, ainsi que la photocopie de sa pièce d'identité et transmet le dossier au club d'accueil. Le président du club d'accueil signe le certificat de changement de club et transmet, pour le 20 octobre, le dossier à la ligue pour l'enregistrement du changement de club avant le 31 octobre. Toute transmission entre le 20 et le 31 octobre est effectuée aux risques et périls du club qui n'est pas assuré de son traitement en temps utile par la ligue. Une fois l'enregistrement effectué par la ligue, un courriel sera adressé automatiquement au correspondant du club d'accueil afin que le club valide le paiement de la licence du joueur dans les délais visés à l'article 89 A des présents règlements.

L'absence d'autorisation équivaut à un refus.

Pour pouvoir participer à un championnat par équipes pour le compte d'un nouveau club, l'enregistrement de la licence doit être effectué selon les modalités fixées à l'article 89 ci-avant.

Si, pour un joueur de 1^{re} série, de 2^e série ou de 3^e série de 13 ans et moins, le changement de club n'est pas enregistré le 31 octobre au plus tard, il aura le statut de joueur « Non EQ » (non équipe), pour toutes les compétitions, et quel que soit le niveau du championnat.

Changement de club en cours de saison sportive.

Tout changement de club est autorisé en cours de saison sportive. Un certificat de changement de club est obligatoire afin de réaliser l'opération. La signature du club quitté est requise, quel que soit le classement du joueur.

Si le joueur a déjà joué en championnat par équipes lors de l'année sportive avec son précédent club ou s'il ne reçoit pas l'autorisation du club quitté, il recevra le statut « Non EQ » (non équipe).

Article 92 | Recours

En cas de contestation relative à l'autorisation du club quitté, la procédure suspend le délai susvisé jusqu'à ce que les commissions compétentes aient statué. La contestation doit être adressée par écrit (un exposé des motifs doit être joint) à la commission compétente au plus tard à la date limite d'enregistrement de la licence, fixée par l'organisateur pour le championnat considéré. Les décisions sont rendues dans les délais les plus brefs, de manière à ce que les épreuves sportives ne soient pas perturbées.

Il appartient à la FFT de faire appliquer ces décisions.

Article 93 | Regroupement de clubs

Par exception aux règles ci-dessus, dans le cas d'un regroupement entre 2 ou plusieurs clubs conforme à l'article 84 des règlements administratifs, les joueurs issus de chacun des clubs conserveront leur statut pour le nouveau club résultant de ce regroupement et ce, même s'ils ont déjà disputé une rencontre par équipes pour le compte de leur club d'origine.

La date de la prise de licence utilisée pour déterminer la qualification d'un joueur à un championnat restera la date de prise de licence dans le club d'origine précédant le regroupement.

Les commissions compétentes statueront, en fonction du championnat considéré, sur la participation des équipes des clubs regroupés dans les différentes divisions.

Article 94 | Radiation d'un club

1 Statut du joueur issu d'un club radié

Par exception aux règles ci-dessus, dans le cas d'une radiation de club, tous les joueurs du club radié auront la possibilité de changer de club, selon les modalités suivantes :

- Sans autorisation requise auprès du club quitté pour les joueurs de 1^{re}, 2^e et 3^e série âgés de 13 ans et moins, le classement pris en compte étant celui au 31 août.
- Statut « EQ » (équipe) pour tous les joueurs non classés, classés en 4^e et 3^e série au 31 août et ce, même s'ils ont préalablement disputé une ou plusieurs rencontre(s) par équipes pour le compte du club radié.
- Statut « NvEQ » (nouvellement équipe) pour tous les joueurs de 1^{re} ou 2^e série au 31 août et ce, même s'ils ont préalablement disputé une ou plusieurs rencontre(s) par équipes pour le compte du club radié, sauf décision contraire de la commission compétente.

2 Participation aux épreuves d'un joueur issu d'un club radié.

Suite à la saisine effectuée par le joueur, la commission compétente statuera, en fonction du championnat et de la division considérés, sur sa participation à l'épreuve.

II/3 – RÈGLES RELATIVES À LA PARTICIPATION DES JOUEURS À UNE COMPÉTITION PAR ÉQUIPES**Article 95 | Joueurs licenciés en Outre-mer**

Un joueur licencié dans un club d'un département/région d'Outre-mer ou une collectivité d'Outre-mer (DROM-COM) peut, en ayant obtenu l'accord écrit de son club et de sa ligue, obtenir une qualification à titre provisoire pour un club métropolitain, tout en restant licencié dans son club d'origine. Si ce joueur répond aux conditions de délai fixées par l'organisateur du championnat auquel il veut prendre part, il aura le statut de « NvEQ - Outre-mer ».

Toute demande de qualification à titre provisoire ne sera acceptée qu'à réception du dossier complet dans les délais d'enregistrement de la licence de l'article 89 A des présents règlements.

Cette qualification à titre provisoire ne permet en aucun cas de participer à une compétition interligue.

Article 96 | Joueurs « NvEQ »

Dans toutes les compétitions à l'exception des compétitions interligues, la participation des joueurs « NvEQ » est limitée lors de chaque rencontre à :

- un joueur nouvellement équipe « NvEQ » ou un joueur qualifié à titre provisoire « NvEQ - Outre-mer » si la rencontre comprend 3 parties de simple ou moins ;
- deux joueurs nouvellement équipe « NvEQ » ou un joueur nouvellement équipe « NvEQ » et un joueur qualifié à titre provisoire « NvEQ-Outre-mer » si la rencontre comprend 4 parties de simple.

Cette participation est subordonnée à l'enregistrement de la licence du joueur concerné dans les délais fixés par l'organisateur.

Article 97 | Joueurs issus de la filière de formation (JIFF)

Pour toutes les rencontres des compétitions citées à l'article 80 alinéas **1** et **2**, au moins un joueur « JIFF » devra figurer sur la feuille de match en tant que joueur de simple pour les rencontres de Pro A et de Pro B ; au moins 2 joueurs « JIFF » devront figurer sur la feuille de match en tant que joueurs de simple pour les autres divisions.

Dans le cas contraire, l'équipe sera considérée comme incomplète.

Est considéré comme joueur « JIFF » tout joueur remplissant les deux conditions suivantes :

- avoir été licencié au cours de 4 années sportives dans un club affilié à la FFT dans les catégories d'âge de 8 ans à 18 ans incluses ;
- et, au cours de ces 4 années de licence, avoir participé à des matchs homologués (hors compétitions internationales) pendant deux années sportives.

Le joueur ne satisfaisant pas aux 2 conditions ci-dessus ne sera pas considéré comme un joueur issu de la filière de formation.

Règles de calcul du statut

Le calcul du statut « JIFF » est attribué informatiquement. Les données informatiques dont dispose la FFT permettent d'avoir un historique à partir de l'année 1992. Ainsi, tous les joueurs nés en 1982 et après verront leur statut « JIFF » calculé automatiquement. Les joueurs nés avant 1982 ne pouvant être contrôlés intégralement bénéficieront du statut « JIFF ».

II/4 – RÈGLES DE QUALIFICATION ET DE PARTICIPATION DES JOUEURS NON TITULAIRES DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE AUX COMPÉTITIONS PAR ÉQUIPES HOMOLOGUÉES

Article 98 | Joueurs ressortissants de l'Union européenne ou assimilés*

1 Liste des pays concernés

- Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, République d'Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.
- Royaume-Uni pour leurs ressortissants justifiant d'un titre de séjour avec la mention « accord de retrait ».

2 Règles de qualification et de participation aux compétitions par équipes homologuées

Les règles énoncées aux articles 88 et suivants, s'appliquent aux joueurs ressortissants des pays listés au 1.

Article 99 | Joueurs ressortissants des pays non cités à l'article 98**

1 Liste des pays concernés

- Pays ayant signé des accords de coopération avec l'UE : Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie.
- Pays ayant signé des accords d'association avec l'UE : Albanie, Algérie, Macédoine du Nord, Maroc, Moldavie, Monténégro, Serbie, Tunisie, Turquie, Ukraine.
- Les 80 pays de la zone Afrique - Caraïbe - Pacifique qui ont signé les accords de Cotonou en vigueur depuis le 1^{er} avril 2003 : Afrique du Sud, Angola, Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Eswatini, Éthiopie, Érythrée, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Cook, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lésoto, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Marshall, Maurice, Mauritanie, Micronésie, Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigéria, Niue, Palaos, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, République dominicaine, Rwanda, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salomon, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Suriname, Tanzanie, Tchad, Timor-Oriental, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe.

2 Conditions de qualification et de participation aux compétitions par équipes homologuées

Les règles énoncées aux articles 88 et suivants s'appliquent aux joueurs ressortissants des pays listés au 1 sous réserve qu'ils aient justifié auprès du club, et sous la responsabilité de ce dernier, de leur situation régulière en France.

* Joueurs statut « UE » ** Joueurs statut « assimilé UE »

Article 100 | Joueurs ressortissants des pays non cités aux articles 98 et 99***

1 Conditions de qualification aux compétitions par équipes homologuées

Les règles énoncées aux articles 88 et suivants, s'appliquent aux joueurs non ressortissants des pays cités aux articles 98 et 99 ci-dessus sous réserve :

- qu'ils aient justifié auprès du club, et sous la responsabilité de ce dernier, de leur situation régulière en France ;
- et, s'ils n'ont pas antérieurement obtenu leur qualification dans une épreuve du championnat de France visée à l'article 80, qu'ils aient disputé les épreuves de simple de 5 tournois homologués en France au cours de l'année sportive précédente.

Cette seconde condition ne s'applique pas aux joueurs demandant leur qualification pour jouer en Pro A ou Pro B des championnats de France interclubs seniors.

L'organisateur du championnat établit la liste des joueurs ainsi qualifiés et autorisés à participer aux compétitions par équipes homologuées.

2 Conditions de participation aux compétitions par équipes homologuées

Les joueurs qualifiés en application du 1 ci-dessus ne sont pas assimilés à des joueurs de l'Union européenne et sont considérés comme des joueurs Non-UE.

La participation aux compétitions par équipes homologuées des joueurs Non-UE est limitée à un par équipe et par rencontre.

CHAPITRE III ► DÉROULEMENT DES COMPÉTITIONS : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions générales du présent chapitre s'appliquent à tous les championnats visés à l'article 80, sous réserve des règles spécifiques développées au chapitre IV des présents règlements.

III/1 – OBLIGATIONS DU CLUB VISITÉ

Par « club visité », il faut également entendre « ligue visitée » pour les compétitions interligues. Le club visité doit tout mettre en œuvre pour faciliter la tâche du juge-arbitre.

Article 101 | Balles et terrains

1 Le club visité doit fournir par partie au moins 3 balles neuves, homologuées FFT.

2 Il doit mettre à la disposition du juge-arbitre le nombre de courts nécessaire pour que la rencontre puisse se terminer dans la journée. Ce nombre de courts est fonction du nombre de parties à disputer.

Nombre de parties par rencontre	Nombre minimum de courts prévus pour la rencontre (extérieurs ou couverts selon le championnat)	Nombre minimum de court(s) couvert(s) de repli (pour les rencontres initialement prévues à l'extérieur)
3	1	1
4-5-6	2	1

*** Joueurs statut « non-UE »

3 Toutes les parties sont disputées sur une surface de nature identique. Il est dérogé à cette disposition dans l'un des cas suivants :

- si les capitaines sont d'accord pour qu'il en soit autrement, et s'ils obtiennent l'accord du juge-arbitre ;
- si le juge-arbitre décide d'utiliser un court couvert et/ou s'il juge que sont seuls praticables des courts d'une surface différente.

4 Si la rencontre, initialement prévue sur court(s) découvert(s), a, en raison des conditions atmosphériques, commencé sur court(s) couvert(s), et si au cours de son déroulement les courts découverts deviennent praticables, il appartient au seul juge-arbitre d'apprécier si les parties restant à disputer doivent se dérouler à l'intérieur ou à l'extérieur.

5 En cas d'intempéries ou d'impraticabilité des terrains, et pour éviter le report de la rencontre, il peut être utilisé un/des court(s) n'appartenant pas au club visité, sous réserve que le juge-arbitre estime que son/leur éloignement ne constitue pas un obstacle au déroulement de la rencontre.

6 L'équipe visitée peut proposer à l'équipe adverse de disputer la rencontre sur un nombre de courts supérieur au minimum requis, à condition d'avoir obtenu l'accord écrit de l'équipe visiteuse avant la rencontre. Cette disposition ne s'applique ni à la Pro A, ni à la Pro B des championnats de France interclubs seniors.

7 Pour toutes les compétitions citées à l'article 80, le tracé du terrain de tennis à 18 mètres est toujours autorisé.

Article 102 | Juge-arbitrage et arbitrage

Un juge-arbitre est désigné pour chaque rencontre selon les modalités du chapitre V - titre premier des présents règlements.

Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre un arbitre pour chaque partie. Toutes les parties doivent être arbitrées. Si une partie ne l'est pas, elle est gagnée par le club visiteur sur le score forfaitaire de 12 jeux à 0 (6/0, 6/0). Cette partie ne sera pas prise en compte dans le palmarès des compétiteurs.

Pour les compétitions où un superviseur de court est demandé, tout manquement à cette obligation pourra entraîner, par la commission compétente, une pénalité sportive à l'encontre de l'équipe concernée.

Article 103 | Communication des résultats

Le juge-arbitre doit saisir les résultats et le nom des arbitres dans l'application Gestion Sportive (ou sur Ten'Up) le jour de la rencontre.

III/2 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Article 104 | Pièces à fournir

Pour qu'une rencontre puisse se dérouler, chaque équipe doit s'assurer de la détention et de la mise à jour des documents visés ci-après.

Ainsi, avant le début de la rencontre, le capitaine de chaque équipe doit présenter tous les joueurs de son équipe au juge-arbitre et lui remettre :

- en mains propres la liste par ordre de classement des joueurs de simple et la liste de ceux susceptibles de disputer les doubles, dont les paires peuvent être formées après la fin des simples ;
- l'attestation de licence de l'année sportive en cours, portant la mention « compétition autorisée », de chacun des joueurs, ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie justifiant de sa nationalité, et toute pièce justifiant de leur qualification, si mention n'en est pas portée sur leur

licence. La production de ces pièces relève de la responsabilité conjointe du capitaine d'équipe et des joueurs concernés. Ces documents peuvent être présentés en version papier ou numérique.

III/3 – RENCONTRE

Article 105 | Dates et horaires

- 1 La rencontre a lieu au jour et à l'heure fixés par la commission compétente ; elle est disputée en une seule journée.
- 2 Dans le cas où un club doit recevoir 2 équipes le même jour, l'une des rencontres peut être avancée, avec l'accord des deux clubs et sous réserve de l'approbation expresse de la commission compétente et du respect de l'article 107 alinéa 1.

Article 106 | Format des matchs

- 1 Toutes les parties de simple sont disputées au meilleur des 3 manches, avec application du jeu décisif dans toutes les manches, sauf disposition spécifique de l'épreuve.
- 2 Dans le cadre des rencontres pour lesquelles les joueurs de simple ne sont pas autorisés à prendre part aux parties de double, celles-ci sont disputées au meilleur des 3 manches avec application du jeu décisif dans toutes les manches.
- 3 Dans le cadre des rencontres pour lesquelles les joueurs de simple sont autorisés à prendre part aux parties de double, celles-ci sont disputées, sauf disposition spécifique de l'épreuve, au meilleur des 3 manches avec :
 - application, dans les 2 premières manches, du point décisif tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, l'application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.

Article 107 | Équipes

- 1 Lorsque 2 équipes d'un même club jouent le même week-end (samedi ou dimanche) dans un même championnat, un même joueur ne peut jouer dans les 2 équipes ; il en va de même lorsque ces 2 équipes auraient dû jouer le même week-end et qu'**au moins** une rencontre a été avancée ou reportée.
- 2 Les joueurs de simple et les paires de double sont désignés pour chaque rencontre dans l'ordre du classement officiel de la fédération.
- 3 Dans une équipe, les joueurs de double peuvent être différents des joueurs de simple, et le classement d'un joueur de double n'ayant pas joué en simple peut être supérieur à celui d'un joueur ayant participé aux simples.
- 4 Dans le cas des rencontres pour lesquelles les paires de double ne peuvent être formées avant le commencement de la rencontre, il appartient au juge-arbitre, à l'issue des simples, de faire préciser leur composition exacte et de les consigner sur la feuille de composition d'équipe ; à partir de ce moment, aucun changement n'est possible.

Article 108 | Difficultés liées au déroulement de la rencontre

- 1 Principes
 - Toute équipe incomplète à l'heure fixée pour le début de la rencontre perd cette rencontre par disqualification. Est considérée comme équipe incomplète, une équipe ne comportant pas, à

l'heure fixée pour le début de la rencontre, le nombre suffisant de joueurs régulièrement qualifiés pour disputer l'ensemble des parties prévues dans les règlements spécifiques de l'épreuve. Les dispositions du Code fédéral de conduite relatives aux retards ne s'appliquent qu'aux joueurs d'une équipe complète.

- La rencontre ne peut être interrompue, sur décision du juge-arbitre, qu'en cas d'impossibilité matérielle absolue d'utilisation des courts (conditions météorologiques, pluie, obscurité, terrain impraticable). Elle peut également être interrompue, sur décision du juge-arbitre, en cas d'absolue nécessité liée à la sécurité des personnes et/ou à l'intégrité des biens.
- En cas d'interruption, le juge-arbitre doit prendre toutes les mesures pour que la rencontre ne soit pas reportée et puisse se disputer dans la journée. Il doit obtenir des capitaines que les équipes restent à sa disposition jusqu'à sa décision définitive.
- En cas de réserve, avant le commencement d'une rencontre sur la qualification d'un joueur, le juge-arbitre doit en faire mention sur la feuille d'observation et de décision, et la commission compétente statue dès réception de celle-ci.

2 Arrêt de la rencontre

- Lorsque le juge-arbitre, après avoir appliqué les dispositions de l'alinéa précédent, se rend compte qu'il n'est plus possible de poursuivre le déroulement de la rencontre dans la journée, il prend la décision de prononcer l'arrêt définitif des parties, ce qu'il consigne sur la feuille d'observation et de décision.
- En cas d'arrêt définitif comme prévu ci-dessus, avant que la victoire ait été acquise, ou de rencontre non débutée, la commission compétente statue sur les suites à donner. Toutefois, si la commission compétente décide de faire rejouer la rencontre, celle-ci devra être rejouée dans son intégralité. Les parties jouées doivent être saisies dans l'application fédérale sur Ten'Up et seront prises en compte dans les palmarès des compétiteurs.
- Si, au moment de l'arrêt définitif prévu ci-dessus, la victoire est acquise à l'une des équipes, la rencontre n'est pas reportée. En cas d'impossibilité matérielle d'utilisation des courts dûment constatée par le juge-arbitre, les points correspondant aux parties n'ayant pu se jouer ne sont pas attribués.

3 Cas particulier (forfait, abandon, disqualification)

- En cas de forfait d'un joueur, pour quelque raison que ce soit, avant le début de la partie à laquelle il devait participer (alors qu'il figurait sur la liste officielle remise au juge-arbitre), le point de cette partie revient à l'équipe adverse sous réserve des dispositions de l'article 22 des présents règlements sportifs et de l'alinéa 1 du présent article, et ce sans préjudice de sanctions individuelles pouvant être prises à l'encontre du joueur ayant déclaré forfait sans excuse jugée valable. Aucun remplacement n'est autorisé.
- Un joueur ayant abandonné, déclaré forfait ou ayant été disqualifié en simple ne peut participer aux doubles (et vice versa).
- Un joueur ayant abandonné, déclaré forfait ou ayant été disqualifié en simple ou en double, ne peut participer à l'éventuelle partie décisive de double à 10 points. Dans le cas d'un double, seul le joueur concerné n'est pas autorisé à participer, son partenaire est lui autorisé à jouer.
- En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le vainqueur se verra attribuer tous les jeux restant à disputer au moment de l'abandon ou de la disqualification.
- En cas de forfait ou de disqualification avant le début d'une partie, le score attribué à cette partie est : 6/0, 6/0.
- En cas de disqualification d'une équipe, la commission compétente peut décider de ne pas prendre en compte dans les palmarès des compétiteurs tout ou partie des matchs joués.

4 Manquement aux obligations liées à la rencontre

Dans le cas d'une rencontre ayant fait l'objet d'une saisine ou d'une auto-saisine par la commission compétente, celle-ci peut infliger une pénalité financière et/ou une pénalité sportive au club qu'elle jugera responsable d'un manquement à ses obligations. Ces pénalités peuvent être assorties ou non d'un sursis dont la durée est fixée par la commission compétente.

Le montant de la pénalité financière peut aller de 50 euros à 5 000 euros par rencontre.

Le retrait des points peut aller de 1 à 5 points par rencontre, pouvant aller jusqu'à la rétrogradation en division inférieure.

III/4 – CAPITAINE

Article 109 | Fonction

- 1 Chaque équipe est représentée par un capitaine, assisté d'un capitaine adjoint. Leurs noms doivent être inscrits sur la feuille de composition d'équipe de simple. Ils sont les seuls interlocuteurs du juge-arbitre pendant toute la durée de la rencontre.
- 2 Le capitaine et son adjoint doivent être licenciés dans le club qu'ils représentent, et présenter leur licence au juge-arbitre.

Article 110 | Obligations

- 1 Le capitaine doit :
 - se conformer aux prescriptions de l'article 104 ;
 - exiger que les joueurs de son équipe aient une tenue et un comportement corrects, tant sur le court que dans l'enceinte du club où se déroule la rencontre ;
 - signer la feuille de match, ainsi que les réserves qu'il peut formuler sur la feuille d'observation et de décision.
- 2 Seuls le capitaine et son adjoint peuvent donner des conseils aux joueurs de leur équipe pendant les périodes de repos, à condition d'être présents sur le court. Un siège doit y être réservé à cet effet. Le capitaine, ou son adjoint, peut entrer sur le court, en sortir, uniquement aux changements de côté, ou y demeurer assis pendant le jeu. Son rôle est limité aux conseils donnés dans les conditions ci-dessus. Il ne doit en aucune façon entrer en discussion avec l'arbitre.

III/5 – FORFAITS

Article 111 | Principes

- 1 Toute équipe déclarant forfait doit prévenir l'équipe adverse, le juge-arbitre, l'organisateur du championnat et éventuellement le club tiers accueillant la rencontre.
- 2 Tout club dont l'équipe a déclaré forfait pour une ou plusieurs rencontres est passible d'une pénalité financière dont le montant, ne pouvant excéder 5 000 euros par rencontre, est fixé par la commission compétente, correspondant :
 - aux frais engagés par les équipes, le club d'accueil et l'organisateur du championnat ;
 - à une amende pouvant aller de 50 euros à 5 000 euros.

Article 112 | Championnats interclubs organisés sous forme de tableaux

Le club dont l'équipe a déclaré forfait lors d'une rencontre d'un championnat se disputant par élimination directe l'année N, perd sa qualification pour ce même championnat l'année N+1.

La commission organisatrice se réserve la possibilité de ne pas appliquer cet article si elle le juge nécessaire au vu de circonstances exceptionnelles justifiées par le club.

Article 113 | Championnats organisés sous forme de poules

L'équipe déclarant deux fois forfait lors d'un championnat se déroulant par poules est automatiquement forfait général pour l'ensemble du championnat.

De même, l'équipe étant deux fois disqualifiée, ou disqualifiée une fois et forfait une fois, est automatiquement déclarée forfait général pour l'ensemble du championnat.

Pour les championnats de France interclubs seniors uniquement :

- a. Toute équipe déclarée forfait général l'année N sera automatiquement rétrogradée de 2 divisions pour le championnat de France de l'année N+1. La rétrogradation de cette équipe aura pour conséquence la rétrogradation d'une ou des équipes du club, conformément à l'article 82 des présents règlements.
- b. Toute équipe déclarée forfait général 2 années consécutives se verra exclue du championnat de France interclubs seniors, et sera donc rétrogradée en championnat régional. La rétrogradation de cette équipe aura pour conséquence la rétrogradation d'une ou des équipes du club en championnat régional, conformément à l'article 82 des présents règlements.

III/6 – RÉSULTATS DES RENCONTRES ET CLASSEMENT DES CLUBS

À l'issue d'une rencontre, l'équipe comptant le plus grand nombre de points est déclarée vainqueur. En cas d'égalité de points entre 2 équipes, un résultat nul est déclaré.

Article 114 | Championnats organisés sous forme de poules

- 1 La commission compétente procède au classement de la poule en attribuant, par rencontre :
 - 3 points à l'équipe ayant gagné une rencontre ;
 - 2 points à l'équipe en cas de résultat nul ;
 - 1 point à l'équipe ayant perdu une rencontre ;
 - moins 1 point à l'équipe qui a été disqualifiée par décision du juge-arbitre ou de la commission compétente (pour la Pro A et la Pro B uniquement, la commission fédérale se réserve le droit de pénaliser l'équipe disqualifiée en lui retirant un point supplémentaire) ;
 - moins 2 points à l'équipe qui a déclaré forfait.
- 2 En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs équipes à l'issue de la phase de poules, leur classement est établi en tenant compte, à l'occasion de toutes les rencontres de la poule :
 - de la différence des scores des rencontres gagnées et perdues par chacune d'elles (par score de rencontre, on entend le résultat final de la rencontre) ;
 - puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence des nombres de manches gagnées et perdues par chacune d'elles ;
 - puis en cas de nouvelle égalité, de la différence des nombres de jeux gagnés et perdus par chacune d'elles.

Lorsque les équipes à égalité n'ont pu être départagées par les méthodes successives décrites ci-dessus, ces mêmes méthodes successives doivent être appliquées aux seuls résultats des rencontres les ayant opposées, avant un éventuel recours au tirage au sort.

- 3 L'équipe ayant déclaré forfait ou ayant été disqualifiée lors d'une rencontre de poule se verra attribuer une défaite sur un score forfaitaire correspondant au nombre total de points qu'il y a en jeu pour la rencontre. Pour chaque match, le score pris en compte pour le calcul de la différence de sets et de jeux est de 6/0 6/0.

III/7 – REMBOURSEMENTS DE FRAIS

Article 115

En fin de compétition, les ligues et les clubs dont les équipes se sont déplacées pour un championnat de France interclubs ou une compétition interligues reçoivent des remboursements de frais, selon les modalités fixées chaque année par le comité exécutif.

III/8 – SIGLES ET LOGOS PUBLICITAIRES

Article 116

Dans toutes les rencontres des compétitions par équipes visées à l'article 80, les dispositions prévues à l'article 7 des présents règlements s'appliquent.

Les joueurs peuvent floquer le nom du club ou de la ligue au dos du maillot ainsi qu'au dos de la veste de la tenue d'échauffement. Ils peuvent avoir sur leur maillot, en plus des logos autorisés, un logo supplémentaire de 26 centimètres carrés pour un sponsor du club.

CHAPITRE IV ► DÉROULEMENT DES COMPÉTITIONS : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Les dispositions du présent chapitre complètent, pour chaque championnat, les dispositions générales du chapitre III. En cas de contradiction entre une disposition générale et une disposition spécifique, la disposition spécifique l'emporte.

IV/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE INTERCLUBS SENIORS

DISPOSITIONS COMMUNES À CES CHAMPIONNATS

Article 117

Les championnats de France interclubs seniors visés à ce chapitre ne sont ouverts qu'aux clubs affiliés à la FFT ayant la jouissance permanente et exclusive d'au moins 2 courts découverts d'une surface de nature identique.

Article 118

- 1 Les rencontres sont composées de 4 simples et de 2 doubles. Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.
- 2 Lors de chaque rencontre, les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simples numéros 4 et 2 puis 3 et 1, puis doubles numéros 2 et 1.
- 3 Les parties de double se jouent à la suite des parties de simple après une interruption ne pouvant excéder 30 minutes. Les joueurs de simple sont autorisés à jouer en double.
- 4 En cas d'égalité de points lors d'une phase par poules, la rencontre se solde par un résultat nul.

5 En cas d'égalité de points entre 2 équipes lors d'une rencontre disputée par élimination directe, une partie de double est disputée. Celle-ci se déroule en un super jeu décisif à 10 points et se joue 15 minutes après la fin des doubles. Chaque équipe de double est composée parmi la liste des joueurs figurant sur la fiche de composition d'équipe remise au juge-arbitre le jour de la rencontre.

6 Si par suite de forfait, disqualification ou abandon en simple, une équipe ne dispose pas d'un nombre suffisant de joueurs pour aligner les paires de double requises, la paire de double qui participera effectivement à la rencontre disputera le double numéro 1. Le forfait d'un ou plusieurs doubles n'entraînera pas le forfait de l'équipe pour la rencontre. L'autre équipe devra obligatoirement composer ses doubles en respectant l'ordre selon le poids des équipes.

Article 119 (Réservé)

Article 120 | Fiche équipe

1 Tout club qui participe aux championnats de France interclubs seniors (Pro A à DN4) a l'obligation de déclarer, pour chaque équipe engagée, un juge-arbitre en activité de qualification JAE2 minimum, dont un doit être licencié dans le club. Le cas échéant, à partir de la deuxième équipe engagée, le ou les autres JAE2 peuvent être licenciés d'un autre club à condition que ce dernier n'ait pas d'équipe engagée en championnat de France. En toute hypothèse, un même juge-arbitre ne peut être affecté à plusieurs équipes lorsque celles-ci sont engagées dans des divisions d'un même championnat et se déroulant aux mêmes dates.

Pour chacune de ses équipes, le club devra mettre à la disposition de la commission régionale d'arbitrage dont il relève le juge-arbitre affecté à l'équipe pour au moins une rencontre. En cas d'impossibilité pour le juge-arbitre désigné de juger au moins une rencontre, son club devra proposer un remplaçant à la commission régionale d'arbitrage dont il relève. Tout manquement à cette obligation entraînera une pénalité sportive à l'encontre de l'équipe concernée. La sanction pouvant être soit un avertissement, soit un ou plusieurs points de pénalité au classement de la poule, soit l'exclusion du championnat.

2 Tout club qui participe aux championnats de France interclubs seniors (Pro A à DN4) a l'obligation de déclarer, pour une à deux équipe(s) inscrite(s), un minimum de 3 arbitres et, à partir de 3 équipes inscrites, de 6 arbitres de qualification A1 minimum licenciés dans le club. Un même arbitre peut donc être affecté dans deux équipes au plus. Le contrôle de ce point de règlement s'effectuera à une date donnée, déterminée par la commission fédérale seniors, et communiquée aux clubs par le Département Compétition. Tout manquement à cette obligation entraînera une pénalité sportive à l'encontre de l'équipe concernée. La sanction pouvant être soit un avertissement, soit un ou plusieurs points de pénalité au classement de la poule, soit l'exclusion du championnat.

3 Un officiel ne peut pas être inscrit sur une même fiche équipe à la fois en tant que juge-arbitre et arbitre.

4 Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre un arbitre pour chaque partie. Toute personne figurant sur la feuille de composition d'équipe (joueurs susceptibles de jouer en double, capitaine, capitaine(s) adjoint(s) inclus) remise au juge-arbitre ne pourra en aucun cas remplir le rôle d'arbitre.

5 Toutes les parties doivent être arbitrées. Si une partie ne l'est pas, elle est gagnée par le club visiteur sur le score forfaitaire de 12 jeux à 0 (6/0, 6/0) Cette partie ne sera pas prise en compte dans le palmarès des compétiteurs.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA PRO A

1 - Dispositions communes aux championnats masculin et féminin

Ces championnats doivent répondre aux présents règlements, ainsi qu'au cahier des charges d'une rencontre des poules.

Article 121 | Composition d'équipe et participation au championnat

- a. La liste des joueurs transmise par le club doit être composée de joueurs dont le classement est supérieur ou égal à -2/6 pour le simple, ou à -1 pour le double.
- b. Par conséquent, un joueur classé -1 ou mieux en double, dont le classement de simple est inférieur à -2/6, ne peut participer qu'aux matchs de double.

Article 122 | Terrains et balles

- 1 Toutes les rencontres doivent être disputées sur 2 courts couverts de surface identique.
- 2 Dans toutes les parties, les balles doivent être changées tous les 9 jeux (7 jeux la première fois).
- 3 Le club visité doit mettre à la disposition de l'équipe du club visiteur, pour l'entraînement de ses joueurs, des balles et courts identiques à ceux prévus pour la rencontre.

Article 123 | Juge-arbitre et arbitres

Le juge-arbitre, de qualification JAE3 minimum, de même que les arbitres de chaise, de qualification A3 minimum, sont désignés par la FFT, après consultation des commissions régionales d'arbitrage. Les juges de lignes sont désignés par les clubs en concertation avec leur ligue.

Article 124 | Déroulement et format de la rencontre

- 1 Les dates et horaires des rencontres sont fixés par la commission fédérale seniors.
- 2 L'équipe déclarant forfait lors d'une rencontre de Pro A est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à la rétrogradation de l'équipe en Pro B l'année suivante.
- 3 Les parties de simple se déroulent selon le format suivant (format 2) :
 - 2 premières manches à 6 jeux, avec jeu décisif à 6-6 ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.
- 4 Les parties de double se déroulent selon le format suivant (format 4) :
 - 2 premières manches à 6 jeux avec point décisif, et jeu décisif à 6-6 ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.

Article 125 | Phase finale

- 1 En cas de score acquis à l'issue des simples, le comité d'organisation des finales pourra décider, de manière exceptionnelle et en tenant compte des paramètres qu'il aura évalués (affluence du public, durée de la rencontre, promotion et image de l'épreuve, mise en place d'une billetterie payante, etc.), de ne pas mener une rencontre à son terme en ne faisant disputer qu'un seul double ou aucun. Les équipes seront informées de la décision du comité d'organisation à l'issue des parties de simple. Dans tous les cas, une partie de double commencée doit être menée à son terme.
- 2 En cas d'égalité de points lors de la phase finale (ou de la finale), est déclarée vainqueur l'équipe qui a gagné la partie décisive de double (cf. article 118 alinéa 5).

2 - Dispositions spécifiques au championnat masculin – Pro A**Article 126 | Formule**

- 1 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 10 équipes classées 1^{res}, 2^{es}, 3^{es}, 4^{es} et 5^{es} de chaque poule de Pro A l'année précédente ;
 - les 2 équipes classées 1^{res} de chaque poule de Pro B l'année précédente.
- 2 Il comporte :
 - une phase préliminaire où les 12 équipes sont réparties en 2 poules de 6 ;
 - une finale, disputée par les 2 équipes ayant terminé à la première place de chacune des 2 poules, et désignant le champion de France de Pro A masculine.
- 3 L'équipe classée dernière de chaque poule descend l'année suivante en Pro B.

3 - Dispositions spécifiques au championnat féminin - Pro A**Article 127 | Formule**

- 1 Ce championnat est disputé par 10 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 8 équipes classées 1^{res}, 2^{es}, 3^{es} et 4^{es} de chaque poule de Pro A l'année précédente ;
 - les 2 équipes classées 1^{res} de chaque poule de Pro B l'année précédente.
- 2 Il comporte :
 - une phase préliminaire où les 10 équipes sont réparties en 2 poules de 5 ;
 - une finale, disputée par les 2 équipes ayant terminé à la première place de chacune des 2 poules, et désignant le champion de France de Pro A féminine.
- 3 L'équipe classée dernière de chaque poule descend l'année suivante en Pro B.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA PRO B**1 - Dispositions communes aux championnats masculin et féminin**

Ces championnats doivent répondre aux présents règlements, ainsi qu'au cahier des charges d'une rencontre de poules.

Article 128 | Composition d'équipe et participation au championnat

- a. La liste des joueurs transmise par le club doit être composée de joueurs dont le classement est supérieur ou égal à +2/6 pour le simple, ou à +2 pour le double.
- b. Par conséquent, un joueur classé +2 ou mieux en double, dont le classement de simple est inférieur à +2/6, ne peut participer qu'aux matchs de double.

Article 129 | Terrains et balles

- 1 Toutes les rencontres doivent, sauf dérogation accordée par la commission fédérale seniors, être disputées sur 2 courts couverts de surface identique. Exceptionnellement, la commission fédérale seniors peut accorder une dérogation pour que la rencontre se déroule sur 2 courts extérieurs de surface identique.
- 2 Le club visité doit mettre à la disposition du club visiteur, pour l'entraînement de ses joueurs, des balles et courts identiques à ceux prévus pour la rencontre.

- 3 Dans toutes les parties, les balles doivent être changées tous les 9 jeux (7 jeux la première fois).

Article 130 | Juge-arbitre et arbitres

Le juge-arbitre, de qualification JAE3 ou JAE2 minimum, ainsi qu'un arbitre de chaise, de qualification A 3 minimum, sont désignés par la FFT, après consultation des commissions régionales d'arbitrage. Deux arbitres de qualification A 2 minimum seront proposés par les commissions régionales d'arbitrage à la FFT qui les désignera. Les juges de lignes sont désignés par les clubs en concertation avec leur ligue.

Article 131 | Déroulement et format de la rencontre

- 1 Les dates et horaires des rencontres sont fixés par la commission fédérale seniors.
- 2 Les parties de simple se déroulent selon le format suivant (format 2) :
 - 2 premières manches à 6 jeux, avec jeu décisif à 6-6 ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.
- 3 Les parties de double se déroulent selon le format suivant (format 4) :
 - 2 premières manches à 6 jeux avec point décisif, jeu décisif à 6-6 ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.

2 - Dispositions spécifiques au championnat masculin - Pro B**Article 132 | Formule**

- 1 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 2 équipes classées 6^{es} de chacune des poules de Pro A l'année précédente ;
 - les 6 équipes classées 2^{es}, 3^{es} et 4^{es} de chaque poule de Pro B l'année précédente ;
 - les 4 équipes classées 1^{res} de chaque poule de division nationale 1 l'année précédente.
- 2 Il comporte une phase unique où les 12 équipes sont réparties en 2 poules de 6.
- 3 Les 2 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la Pro A masculine l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 1.

3 - Dispositions spécifiques au championnat féminin - Pro B**Article 133 | Formule**

- 1 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 2 équipes classées 5^{es} de chacune des poules de Pro A l'année précédente ;
 - les 6 équipes classées 2^{es}, 3^{es} et 4^{es} de chaque poule de Pro B l'année précédente ;
 - les 4 équipes classées 1^{res} de chaque poule de division nationale 1 l'année précédente.
- 2 Il comporte une phase unique où les 12 équipes sont réparties en 2 poules de 6.
- 3 Les 2 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la Pro A féminine l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 1.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DN1, DN2, DN3 ET DN4

1 - Dispositions communes**Article 134**

- 1 Toutes les rencontres se déroulent sur 2 courts extérieurs de surface identique.
- 2 Toutes les rencontres débutent à 9 heures.
- 3 Le juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la commission régionale d'arbitrage. La qualification des arbitres est spécifique à chaque division.
- 4 Deux arbitres ayant la qualification requise selon la division doivent impérativement avoir été présentés au juge-arbitre au début de la rencontre. Si ces 2 arbitres au moins ne sont pas présentés au juge-arbitre, la rencontre ne sera pas jouée et sera perdue par le club d'accueil par disqualification.
- 5 Trois arbitres différents doivent obligatoirement officier au cours de la rencontre.
- 6 Si 3 arbitres différents n'ont pas officié au cours de la rencontre, la commission compétente pourra s'auto-saisir et appliquer une pénalité sportive à l'encontre du club d'accueil.
- 7 Les parties de simple se déroulent selon le format suivant (format 1) :
 - 3 manches à 6 jeux, avec jeu décisif à 6-6.
 Les parties de double se déroulent selon le format suivant (format 4) :
 - 2 premières manches à 6 jeux avec point décisif, et jeu décisif à 6-6 ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.

2 - Dispositions applicables à la DN1**Article 135 | Dispositions communes aux championnats masculin et féminin**

- 1 La qualification requise pour arbitrer une partie est A2 minimum.
- 2 Dans toutes les parties de simple, les balles doivent être changées au début de la troisième manche.
- 3 Ce championnat est disputé par 24 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 4 équipes classées 5^{es} et 6^{es} de poule de Pro B l'année précédente ;
 - les 12 équipes classées 2^{es}, 3^{es} et 4^{es} de chaque poule de division nationale 1 l'année précédente ;
 - les 8 équipes classées 1^{res} de leur poule de division nationale 2 l'année précédente.
- 4 Il comporte une phase unique où les 24 équipes sont réparties en 4 poules de 6 ;
- 5 Les 4 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la Pro B l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 2.

3 - Dispositions applicables à la DN2**Article 136 | Dispositions communes aux championnats masculin et féminin**

- 1 Un arbitre de qualification A2 minimum et un arbitre de qualification A1 minimum doivent impérativement avoir été présentés au juge-arbitre au début de la rencontre. Trois arbitres différents, dont au moins un de qualification A2, doivent obligatoirement officier au cours de la rencontre.

- 2 Ces championnats DN2 comportent une phase unique où les 48 équipes sont réparties en 8 poules de 6.

Article 137 | Championnat masculin - DN2

- 1 Ce championnat est disputé par 48 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 8 équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chacune des poules de division nationale 1 l'année précédente ;
 - les 24 équipes classées 1^{res}, 2^{es}, 3^{es} et 4^{es} de leur poule de division nationale 2 l'année précédente ;
 - les 12 équipes classées 1^{res} de chaque poule de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 4 meilleures équipes classées 2^{es} de leur poule respective de division nationale 3 l'année précédente.
- 2 Il comporte une phase unique où les 48 équipes sont réparties en 8 poules de 6.
- 3 Les 8 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la DN1 l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de leur poule respective descendent l'année suivante en division nationale 3.

Article 138 | Championnat féminin - DN2

- 1 Ce championnat est disputé par 48 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 8 équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chacune des poules de division nationale 1 l'année précédente ;
 - les 24 équipes classées 2^{es}, 3^{es}, et 4^{es} de leur poule respective de division nationale 2 l'année précédente ;
 - les 16 équipes classées 1^{res} de leur poule respective de division nationale 3 l'année précédente.
- 2 Il comporte une phase unique où les 48 équipes sont réparties en 8 poules de 6.
- 3 Les 8 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la DN1 l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de leur poule respective descendent l'année suivante en division nationale 3.

4 - Dispositions applicables à la DN3**Article 139 | Championnat masculin - DN3**

- 1 La qualification requise pour arbitrer une partie est A1 minimum.
- 2 Ce championnat est disputé par 72 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 16 équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chacune des poules de division nationale 2 l'année précédente ;
 - les 8 équipes classées moins bonnes 2^{es} de poule de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 24 équipes classées 3^{es} et 4^{es} de leur poule respective de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 21 équipes classées 1^{res} de leur poule respective de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 3 meilleures équipes classées 2^{es} de division nationale 4 l'année précédente.
- 3 Il comporte une phase unique où les 72 équipes sont réparties en 12 poules de 6.
- 4 Les 12 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la division nationale 2 l'année suivante. Les 4 meilleures équipes classées 2^{es} de la division sont qualifiées pour la division nationale 2 l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de leur poule respective descendent l'année suivante en division nationale 4.

Article 140 | Championnat féminin - DN3

- 1 La qualification requise pour arbitrer une partie est A1 minimum.
- 2 Ce championnat est disputé par 96 équipes, qualifiées comme suit :

- les 16 équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chacune des poules de division nationale 2 l'année précédente ;
- les 48 équipes classées 2^{es}, 3^{es} et 4^{es} de chaque poule de division nationale 3 l'année précédente ;
- les 32 équipes qualifiées par les ligues métropolitaines l'année précédente.

- 3 Il comporte une phase unique où les 96 équipes sont réparties en 16 poules de 6.
- 4 Les 16 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la division nationale 2 l'année suivante. Les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de leur poule respective descendent l'année suivante en championnat régional.

5 - Dispositions applicables à la DN4

Article 141 | Championnat masculin - DN4

- 1 La qualification requise pour arbitrer une partie est A1 minimum.
- 2 Ce championnat est disputé par 126 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 24 équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chacune des poules de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 18 équipes classées les moins bonnes 2^{es} de la division nationale 3 de l'année précédente ;
 - Les 42 équipes classées 3^{es} et 4^{es} de chaque poule de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 42 équipes qualifiées par les ligues métropolitaines l'année précédente.
- 3 Il comporte une phase unique où les 126 équipes sont réparties en 21 poules de 6.
- 4 Les 21 équipes classées 1^{res} de leur poule respective sont qualifiées pour la division nationale 3 l'année suivante ; les 3 meilleures équipes classées 2^{es} de la division sont qualifiées pour la division nationale 3 l'année suivante ; les équipes classées 5^{es} et 6^{es} de chaque poule descendent l'année suivante en championnat régional.

Article 142 | (réservé)

Article 143 | (réservé)

IV/2 – CHAMPIONNATS DE FRANCE INTERCLUBS 12 ANS ET MOINS

Article 144 | Formule

- 1 Il est organisé un championnat de France pour les 12 ans et moins filles et un championnat de France pour les 12 ans et moins garçons.
- 2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est constitué de 16 équipes comme suit :
 - chacune des 13 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
 - les 3 places supplémentaires sont attribuées en fonction du poids des équipes et de l'ordre attribué par chaque ligue au moment de la date limite de saisie de la fiche équipe.

L'organisation sportive est la suivante :

- un 1/8 de finale sur une journée (rencontre de club à club) ;
- une phase finale sur 3 jours, avec rencontres de classement, désignant le champion de France interclubs 12 ans et moins.

Article 145 | Juge-arbitre et arbitres

Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum (obligatoirement neutre), est désigné par la commission régionale d'arbitrage.
Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre qualifié pour chacune des parties ou, pour 2 courts maximum, un superviseur de courts ayant la qualification A1 minimum.

Article 146 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 2 joueurs 12 ans et moins. Pour les joueurs des catégories d'âge 8, 9 et 10 ans, le classement minimum requis est de 30/3.
- 2 Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Les joueurs de simple peuvent prendre part au double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : double, puis simple 2, puis simple 1.
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs. Dans le cas d'une rencontre devant se disputer sur courts extérieurs, le club d'accueil doit obligatoirement prévoir au minimum un court de repli.

La phase finale de ces championnats se déroule exclusivement sur courts couverts.

- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

IV/3 – CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS

Article 147

- 1 Dans la même année sportive, un joueur senior plus ne peut disputer les championnats de France interclubs seniors plus que dans une seule catégorie d'âge.
- 2 Pour les championnats de France seniors plus, tout joueur pris en compte dans le calcul du poids d'une équipe sera, de fait, rattaché à cette équipe. Par conséquent, un joueur pris en compte dans le calcul du poids d'une équipe seniors plus, ne pourra en aucun cas participer à une rencontre dans une autre catégorie d'âge seniors plus.
- 3 Un juge-arbitre de qualification JAE2 minimum (obligatoirement neutre) est désigné par la commission régionale d'arbitrage.
Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre qualifié pour chacune des parties ou, pour 2 courts maximum, un superviseur de courts ayant la qualification A1 minimum.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 35 ANS DAMES ET MESSIEURS

Article 148 | Formule

- 1 Il est organisé un championnat de France pour les 35 ans et plus dames et un championnat de France pour les 35 ans et plus messieurs.
- 2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est constitué :
 - d'une phase préliminaire disputée par 32 équipes, par élimination directe. Les 32 équipes qualifiées pour cette phase préliminaire sont déterminées comme suit :
 - les 13 équipes championnes des ligues métropolitaines sont qualifiées directement ;
 - les 19 places supplémentaires sont attribuées à des équipes dont les joueurs ont participé à au moins une rencontre du championnat régional. Elles sont déterminées en combinant le

poids des 19 meilleures équipes sur le plan national et l'ordre de priorité communiqué par chacune des ligues (cf. guide de l'épreuve).

- Une fois la sélection établie, tout joueur régulièrement qualifié est susceptible d'être ajouté, y compris s'il n'a pas participé au championnat régional. Le tableau est constitué selon ces nouveaux poids d'équipes.

- d'une phase finale réunissant les 4 équipes ayant atteint les demi-finales, disputée par élimination directe, avec rencontre de classement, désignant le champion de France seniors plus 35 ans.

Article 149 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 3 joueurs de la catégorie seniors plus 35 ans ou plus âgée.
- 2 Chaque rencontre comprend 3 simples et 1 double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : simples 1 et 2, puis simple 3, puis double. Le format de jeu utilisé pour les simples est le format 1 (3 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6) et pour le double le format 2 (2 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6, 3^e set = super jeu décisif à 10 points).
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie de simple gagnée et 2 points pour le double gagné.
- 6 Tout forfait lors d'une rencontre de classement donnera lieu à application des dispositions des articles 111 et 112.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 45 ANS DAMES ET MESSIEURS

Article 150 | Formule

- 1 Il est organisé un championnat de France seniors plus 45 ans dames et un championnat de France seniors plus 45 ans messieurs.
- 2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est constitué :
 - d'une phase préliminaire disputée par 32 équipes, par élimination directe. Les 32 équipes qualifiées pour cette phase préliminaire sont déterminées comme suit :
 - les 13 équipes championnes des ligues métropolitaines sont qualifiées directement ;
 - les 19 places supplémentaires sont attribuées à des équipes dont les joueurs ont participé à au moins une rencontre du championnat régional. Elles sont déterminées en combinant le poids des 19 meilleures équipes sur le plan national et l'ordre de priorité communiqué par chacune des ligues (cf. guide de l'épreuve).
 - Une fois la sélection établie, tout joueur régulièrement qualifié est susceptible d'être rajouté, y compris s'il n'a pas participé au championnat régional. Le tableau est constitué selon ces nouveaux poids d'équipes
- d'une finale désignant le champion de France seniors plus 45 ans.

Article 151 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 3 joueurs de la catégorie seniors plus 45 ans ou plus âgée.
- 2 Chaque rencontre compte 3 simples et 1 double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : simples 1 et 2, puis simple 3, puis double. Le format de jeu utilisé pour les simples est le format 1 (3 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6) et pour le double le format 2 (2 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6, 3^e set = super jeu décisif à 10 points).
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.

- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie de simple gagnée et 2 points pour le double gagné.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 55 ANS DAMES ET MESSIEURS

Article 152 | Formule

- 1 Il est organisé un championnat de France seniors plus 55 ans dames et un championnat de France seniors plus 55 ans messieurs.
- 2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est constitué :
 - d'une phase préliminaire disputée par 32 équipes, par élimination directe. Les 32 équipes qualifiées pour cette phase préliminaire sont déterminées comme suit :
 - les 13 équipes championnes des ligues métropolitaines sont qualifiées directement ;
 - les 19 places supplémentaires sont attribuées à des équipes dont les joueurs ont participé à au moins une rencontre du championnat régional. Elles sont déterminées en combinant le poids des 19 meilleures équipes sur le plan national et l'ordre de priorité communiqué par chacune des ligues (cf. guide de l'épreuve).
 - Une fois la sélection établie, tout joueur régulièrement qualifié est susceptible d'être rajouté, y compris s'il n'a pas participé au championnat régional. Le tableau est constitué selon ces nouveaux poids d'équipes.
- d'une finale désignant le champion de France seniors plus 55 ans.

Article 153 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 3 joueurs de la catégorie seniors plus 55 ans ou plus âgée.
- 2 Chaque rencontre comprend 3 simples et 1 double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : simples 1 et 2, puis simple 3, puis double. Le format de jeu utilisé pour les simples et le double est le format 2 (2 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6, 3^e set = super jeu décisif à 10 points).
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie de simple gagnée et 2 points pour le double gagné.

CHAMPIONNAT DE FRANCE SENIORS PLUS 65 ANS MESSIEURS

Article 154 | Formule

- 1 Ce championnat comprend :
 - une phase préliminaire disputée par 32 équipes, par élimination directe. Les 32 équipes qualifiées pour cette phase préliminaire sont déterminées comme suit :
 - les 13 équipes championnes des ligues métropolitaines sont qualifiées directement ;
 - les 19 places supplémentaires sont attribuées à des équipes dont les joueurs ont participé à au moins une rencontre du championnat régional. Elles sont déterminées en combinant le poids des 19 meilleures équipes sur le plan national et l'ordre de priorité communiqué par chacune des ligues (cf. guide de l'épreuve).
 - Une fois la sélection établie, tout joueur régulièrement qualifié est susceptible d'être ajouté, y compris s'il n'a pas participé au championnat régional. Le tableau est constitué selon ces nouveaux poids d'équipes.
- une finale désignant le champion de France seniors plus 65 ans messieurs.

Article 155 | Déroulement des rencontres

- ❶ Chaque équipe comprend au moins 3 joueurs de la catégorie seniors plus 65 ans ou plus âgée.
- ❷ Chaque rencontre comprend 3 simples et 1 double.
- ❸ L'ordre des parties est le suivant : simples 1 et 2, puis simple 3, puis double. Le format de jeu utilisé pour les simples et le double est le format 2 (2 sets à 6 jeux, jeu décisif à 6-6, 3^e set = super jeu décisif à 10 points).
- ❹ Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- ❺ Chaque équipe marque 1 point par partie de simple gagnée et 2 points pour le double gagné.

IV/4 – COMPÉTITIONS INTERLIGUES

Tout joueur licencié peut être sélectionné pour la ligue à laquelle son club d'appartenance est rattaché, sous réserve de respecter les conditions de délai indiquées à l'article 89 des présents règlements.

Les statuts Équipe, Nouvellement Équipe et Non Équipe ne sont pas pris en compte pour les compétitions interligues.

Article 156 | (réservé)**Article 157 | (réservé)****Article 158 | (réservé)****COUPES DE FRANCE INTERLIGUES DAMES 65, DAMES ET MESSIEURS 70 ET MESSIEURS 75****Article 159**

- ❶ Un joueur ne peut, dans la même année sportive, disputer la coupe de France interligues que dans sa catégorie d'âge.
- ❷ Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, sera désigné par ligue. La ligue visitée met à disposition du juge-arbitre un arbitre qualifié pour chacune des parties ou, pour 2 courts maximum, un superviseur de courts ayant la qualification A1 minimum.

Article 160 | Formule

- ❶ Il est organisé 4 coupes de France interligues : dames 65, dames 70, messieurs 70 et messieurs 75.
- ❷ Chacune de ces épreuves est constituée :
 - d'une phase préliminaire disputée par 16 équipes, par élimination directe. Les 16 équipes qualifiées pour cette phase préliminaire sont déterminées comme suit :
 - chacune des 13 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
 - les 3 places supplémentaires sont attribuées aux équipes ayant le meilleur poids au moment de la date limite de saisie de la fiche équipe. Les équipes sont communiquées par la ligue.
 - d'une phase finale désignant le vainqueur interligues de l'épreuve considérée.

Article 161 | Composition des équipes

- ❶ Pour les ligues engageant plusieurs équipes dans une même épreuve, aucun joueur pris en compte pour la pesée de l'équipe ne pourra prendre part aux rencontres des autres équipes.
- ❷ Chaque ligue doit communiquer, pour chacune de ses équipes, les 4 joueurs qui seront pris en compte pour la pesée de l'équipe.
- ❸ Il n'est pas obligatoire de respecter la hiérarchie des classements entre les différentes équipes de la ligue.
- ❹ Aucun joueur mieux classé que le dernier joueur pris en compte pour la pesée de l'équipe ne pourra participer pour le compte de l'équipe concernée.
- ❺ Dès lors qu'un joueur a joué pour une des équipes de sa ligue, il ne peut en aucun cas jouer pour une autre équipe de sa ligue.

Article 162 | Déroulement des rencontres

- ❶ Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Les joueurs de simple ne peuvent pas jouer en double.
- ❷ L'ordre des parties est le suivant : simple 2, puis double, puis simple 1.
- ❸ Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- ❹ Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.
- ❺ Pour toutes les coupes de France interligues : dames 65 ans, dames et messieurs 70 ans, et messieurs 75 ans, les parties de simple se disputent avec le format suivant (format 2) :
 - 2 premières manches à 6 jeux, avec jeu décisif à 6-6 ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points, tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.
- ❻ Les parties de double se déroulent selon le format suivant (format 1) :
 - 3 sets à 6 jeux et jeu décisif à 6-6.

IV/5 – CHAMPIONNATS DE FRANCE TENNIS ENTREPRISE**DISPOSITIONS COMMUNES AUX CHAMPIONNATS DE FRANCE MASCULIN ET FÉMININ****Article 163 | Principes**

- ❶ L'organisation des compétitions fédérales Tennis Entreprise est assurée par la commission fédérale Tennis Entreprise, sous le contrôle du comité exécutif.
- ❷ Les dispositions générales relatives à l'organisation des compétitions fédérales par équipes, à l'exception de celles relatives aux changements de clubs (la notion de « nouvellement équipe » n'existant pas dans les compétitions Tennis Entreprise) et les dispositions du chapitre II des présents règlements, sont applicables aux compétitions fédérales Tennis Entreprise et sont complétées par les dispositions suivantes. Pour l'application de ces dispositions, les clubs ou sections Tennis Entreprise sont assimilés aux clubs affiliés à la FFT.
- ❸ Ces compétitions sont ouvertes à tous les clubs et sections Tennis Entreprise ; tous les joueurs qui y participent doivent avoir la qualification Tennis Entreprise.
- ❹ Par dérogation aux articles 88 et suivants, le joueur doit être licencié au plus tard la veille de la rencontre à laquelle il souhaite participer.

5 Chaque rencontre est disputée (en une seule journée) le samedi, conformément au calendrier arrêté chaque année par la commission fédérale Tennis Entreprise.

Hormis pour les interrégions de 3^e division, elle débute à 14 heures, sauf si les 2 équipes décident, d'un commun accord, d'avancer la rencontre à 9 heures ; dans ce cas, elles doivent toutes deux en informer l'organisateur du championnat et l'équipe visitée doit également en informer sa ligue.

6 Tout forfait lors d'une rencontre de classement donnera lieu à l'application des dispositions des articles 111, 112 et 113.

Article 164 | Qualification Tennis Entreprise des joueurs

Elle est prononcée par la commission régionale Tennis Entreprise (CRTE), en accord avec le bureau de la ligue. Elle ne concerne que les membres de clubs ou de sections.

La qualification Tennis Entreprise n'est valable que pour un seul club ou section Tennis Entreprise au cours d'une même année sportive. Pour pouvoir prétendre à la qualification Tennis Entreprise pour l'année sportive en cours, il faut :

- être membre d'un club Tennis Entreprise ou être membre d'une section Tennis Entreprise, conformément à l'article 1-B de l'annexe II des règlements administratifs ;
- exercer une activité principale dans le cadre d'un contrat de travail pour l'administration, l'entreprise ou l'association au moment de la date butoir d'engagement fixée par l'organisateur ;
- ou disposer d'un contrat d'alternance ou d'apprentissage, ou d'une convention de stage d'une durée supérieure ou égale à trois mois pour l'administration, l'entreprise ou l'association au moment de la date butoir d'engagement fixée par l'organisateur ; dans tous les cas, la personne doit avoir 16 ans révolus au moment de la date butoir d'engagement fixée par l'organisateur ;
- ou être retraité de l'administration, de l'entreprise ou de l'association concernée ;
- ou exercer une activité principale dans le cadre d'un contrat de travail pour une entreprise de moins de 50 salariés, conformément aux conditions prévues à l'article 1-B-b de l'annexe II des règlements administratifs ;
- être licencié pour l'année sportive en cours.

Article 165 | Composition des équipes

Les équipes sont composées de joueurs titulaires de la qualification Tennis Entreprise.

Les salariés appartenant à des entreprises de moins de 50 salariés et dont le code APE est identique ou conforme à la liste de regroupements établie par la commission fédérale Tennis Entreprise, peuvent constituer une équipe.

Article 166 | Engagement des équipes

- 1 Il ne peut être engagé qu'une seule équipe masculine et féminine par club ou section Tennis Entreprise.
- 2 Chaque club ou section Tennis Entreprise doit communiquer à l'organisateur de la compétition la liste nominative des joueurs les mieux classés en simple. La commission compétente fixe le délai de transmission de la liste des joueurs.
- 3 La participation est interdite à tout joueur dont le classement serait supérieur à celui du dernier joueur pris en compte dans le calcul du poids de l'équipe, selon les règles de pesée de l'équipe. Dans le cas du reclassement d'un joueur après la date limite de saisie des listes de joueurs, ce joueur reclassé ne pourra participer à la compétition que si son classement est inférieur ou égal au dernier joueur pris en compte pour la pesée de l'équipe.

4 Tout joueur ne peut être inscrit que sur une seule liste d'équipe d'une épreuve Tennis Entreprise.

5 Si l'équipe 2 d'un club ou d'une section Tennis Entreprise évolue dans la division qualificative à la phase nationale des championnats de France, cette équipe 2 ne pourra en aucun cas accéder à la 3^e division.

6 Dans le cas d'une équipe 2 évoluant en division qualificative à la 3^e division des championnats de France Tennis Entreprise, la participation sera interdite aux 4 meilleurs joueurs (ou aux 3 meilleures joueuses pour les épreuves féminines) de l'équipe 1. Cette liste de joueurs interdits d'équipe 2 est une liste nominative.

7 Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus pour le compte de l'équipe 1 ne pourra prétendre à évoluer au sein de l'équipe 2 par la suite.

Article 167 | Juge-arbitre et arbitres

Pour les phases nationales, un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum (obligatoirement neutre), est désigné par la commission régionale d'arbitrage.

Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre qualifié pour chacune des parties ou, pour 2 courts maximum, un superviseur de courts ayant la qualification A1 minimum.

Article 168 | Terrains

Les rencontres se déroulent sur courts extérieurs ou courts couverts.

Article 169 | Forfaits

Toute équipe déclarée forfait général lors d'une épreuve par poule l'année N sera rétrogradée automatiquement d'une division pour le championnat de l'année N+1.

CHAMPIONNAT DE FRANCE MASCULIN TENNIS ENTREPRISE

Article 170 | Formule

- 1 Ce championnat comprend :
 - la 1^{re} division ;
 - la 2^e division ;
 - la 3^e division.
 - 2 La 1^{re} division masculine est constituée :
 - des 8 équipes classées 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 4 équipes classées 1^{re} de leur poule de 2^e division l'année précédente.
- Elle comprend une phase préliminaire disputée par poules, en 2 poules de 6 équipes. À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} de leur poule disputent une finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 1^{re} division.
- 3 La 2^e division masculine est constituée :
 - des 4 équipes classées 5^e et 6^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 12 équipes classées 2^e, 3^e et 4^e de leur poule de 2^e division l'année précédente ;
 - des 4 équipes demi-finalistes du championnat de 3^e division l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire, disputée par poules, en 4 poules de 5 équipes. À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} de leur poule accèdent en 1^{re} division et disputent le tableau final dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 2^e division.

- 4 La 3^e division masculine est constituée :

- de 8 groupes interrégionaux constitués de 4 équipes chacun ;
- chaque groupe est disputé par élimination directe avec rencontre de classement et qualifie une équipe pour le tableau final.

Elle est disputée par 32 équipes, qualifiées à l'issue de la division qualificative à la 3^e division de l'année sportive en cours, dont une équipe par ligue et des équipes supplémentaires, ainsi que défini dans le guide sportif :

- les 4 équipes demi-finalistes accèdent en 2^e division l'année suivante ;
- les équipes finalistes disputent une finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise 3^e division.

- 5 La division qualificative à la phase nationale, organisée par les CRTE, est qualificative, la même année sportive, pour la 3^e division masculine.
- 6 Chaque rencontre comprend 4 simples et 1 double. Les joueurs de simple peuvent jouer en double.
- 7 Les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simples 4, 2, 3, 1, puis double.
- 8 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

CHAMPIONNAT DE FRANCE FÉMININ TENNIS ENTREPRISE

Article 171 | Formule

- 1 Ce championnat comprend :
 - la 1^{re} division ;
 - la 2^e division ;
 - la 3^e division.
- 2 La 1^{re} division féminine est constituée :
 - des 6 équipes classées 1^{re}, 2^e et 3^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 4 équipes classées 1^{re} et 2^e de leur poule respective de 2^e division féminine l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire disputée par poules, en 2 poules de 5 équipes.

À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} de leur poule disputent le tableau final dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 1^{re} division.

- 3 La 2^e division féminine est constituée :
 - des 4 équipes classées 4^e et 5^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 4 équipes classées 3^e et 4^e de leur poule de 2^e division l'année précédente ;
 - des 2 équipes finalistes de 3^e division l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire disputée par poules, en 2 poules de 5 équipes.

À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} et 2^e de leur poule accèdent en 1^{re} division. Les équipes classées 1^{re} de leur poule disputent une finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 2^e division.

- 4 La 3^e division féminine est constituée :
 - de 8 groupes interrégionaux constitués de 4 équipes chacun ;
 - chaque groupe est disputé par élimination directe avec rencontre de classement et qualifie une équipe pour le tableau final.

Elle est disputée par 32 équipes, qualifiées à l'issue de la division régionale qualificative à la 3^e division de l'année sportive en cours, dont une équipe par ligue et des équipes supplémentaires, ainsi que défini dans le guide sportif.

- 5 La division qualificative à la phase nationale, organisée par les CRTE, est qualificative, la même année sportive, pour la 3^e division féminine.
- 6 Chaque rencontre comprend 3 simples et 1 double. Chaque partie de simple compte 1 point. La partie de double compte 2 points. Les joueuses de simple peuvent jouer en double.
- 7 Les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simples 3, 2, 1, puis double.

Article 172 | (Réservé)

Article 173 | (Réservé)

Article 174 | (Réservé)

TITRE QUATRIÈME

Règlement médical

PRÉAMBULE

L'article L. 231-5 du Code du sport prévoit que les fédérations sportives veillent à la santé de leurs licenciés et prennent à cet effet les dispositions nécessaires.

Le présent règlement annule et remplace toute organisation, disposition et/ou accord antérieur.

CHAPITRE I ► ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA MÉDECINE FÉDÉRALE

Article 175 | Définition

On entend par médecine fédérale l'organisation de l'ensemble des professionnels de santé et auxiliaires en charge de la mise en œuvre, au sein de la fédération, des dispositions médicales fixées par la législation et par la fédération (protection et promotion de la santé, prévention des conduites dopantes, etc.).

Article 176 | Garanties d'indépendance

Les élus (de la FFT, des ligues, des comités départementaux), le directeur technique national et les membres de l'encadrement technique doivent respecter l'indépendance professionnelle des intervenants médicaux et paramédicaux vis-à-vis des décisions « médicales » et ne pourront exercer sur eux aucune contrainte dans le domaine médical.

Article 177 | Obligations

Les acteurs de la médecine fédérale sont soumis à plusieurs obligations ci-après :

1 Secret professionnel

Les acteurs de la médecine fédérale sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves énoncées aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

2 Valeurs sportives et éducatives

Les missions des acteurs de la médecine fédérale intègrent la transmission des valeurs éducatives, sociales et éthiques du sport.

3 Protection de la santé

Les acteurs de la médecine fédérale doivent veiller à la santé et à l'équilibre physique et psychique des athlètes.

4 Prévention et lutte contre le dopage

Les acteurs de la médecine fédérale s'engagent à lutter contre toute forme de dopage. À cette fin, les acteurs de la médecine fédérale doivent notamment :

- tenir un discours de prévention à l'égard des athlètes ;
- faciliter les contrôles antidopage des athlètes et le travail des agents procédant à ceux-ci.

5 Harcèlement et abus sexuel

Les acteurs de la médecine fédérale doivent adopter une attitude irréprochable vis-à-vis des athlètes et s'interdire d'abuser ou de profiter de leur autorité et/ou de leur ascendant.

6 Paris

Pour des raisons d'impartialité, d'intégrité et d'obligation de loyauté, les acteurs de la médecine fédérale s'engagent à ne pas prendre part à des paris – directement ou indirectement – sur des rencontres sportives auxquelles participera(en)t une ou des personnes licenciée(s) à la FFT.

7 Difficultés rencontrées

En cas de difficultés rencontrées à l'occasion de leurs missions, les acteurs de la médecine fédérale s'engagent à se rapprocher :

- du médecin fédéral national ;
- et/ou du directeur technique national ;
- et/ou de l'élu en charge des questions sportives ;
- et/ou des différents spécialistes (médecins, psychologues, kinésithérapeutes, nutritionnistes, enseignants, préparateurs physiques, etc.) auxquels la FFT, les ligues et les comités départementaux font éventuellement appel ;
- et/ou des différents services de conseil et d'information mis en place par les pouvoirs publics (notamment les antennes médicales de prévention du dopage AMPD).

CHAPITRE II ► ORGANISATION DE LA MÉDECINE AU NIVEAU NATIONAL

II/1 – COMMISSION FÉDÉRALE MÉDICALE (CFM)

Article 178 | Composition de la commission fédérale médicale

1 Elle se compose de 17 membres dont :

- 3 membres de droit :
 - le médecin élu au comité exécutif de la FFT ;
 - le médecin coordonnateur national en charge de la surveillance médicale des sportifs de haut niveau ;
 - le médecin en charge du service médical du centre national d'entraînement de la FFT.
- quatorze membres à raison d'un par ligue métropolitaine désigné par le comité directeur de chaque ligue et un pour l'ensemble des ligues d'Outre-mer désigné par le conseil d'Outre-mer.

Cette désignation doit intervenir vingt-et-un jours au plus tard avant la date prévue pour la réunion du conseil des présidents de ligue.

Le conseil des présidents de ligue ratifie les désignations décidées par les ligues et le conseil d'Outre-Mer et élit le président de la commission au scrutin secret à un tour à la majorité des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats, le candidat le plus jeune est déclaré élu.

Le président de la commission a le titre de médecin fédéral national.

2 Chacun des membres de la CFM doit être docteur en médecine et répondre, à l'exception du médecin coordonnateur et du médecin en charge du service médical, aux conditions de l'article 12-1 des règlements administratifs. La durée du mandat des membres élus est de quatre ans, correspondant

à une olympiade. Ils sont désignés à l'issue du renouvellement du comité exécutif. La durée du mandat des membres de droit est liée à l'exercice de la fonction leur permettant de siéger à la CFM.

③ Le président de la CFM peut faire appel à des personnalités qui, grâce à leurs compétences particulières, sont susceptibles de faciliter les travaux de la CFM, notamment le ou les médecins des équipes de France. Ces personnalités ne sont pas membres de la commission.

④ Le directeur technique national ou son adjoint est invité à participer aux réunions de la commission relatives à l'organisation de la surveillance médicale des sportifs.

Article 179 | Missions de la commission fédérale médicale

La commission fédérale médicale de la FFT a pour missions :

- de s'assurer de la mise en œuvre, au sein de la FFT, des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de la santé des sportifs, ainsi qu'à la prévention du dopage et à la lutte contre le dopage ;
- de définir et de s'assurer de la mise en œuvre de la politique et de la réglementation médicale fédérale à destination de l'ensemble des licenciés ;
- d'émettre des avis, de faire des propositions et de participer à la réflexion sur tout sujet à caractère médical dont elle se saisira ou qui lui sera soumis par les instances fédérales nationales, régionales, départementales et locales, notamment relatifs à :
 - la surveillance médicale des sportifs ;
 - la veille épidémiologique ;
 - la lutte contre le dopage et la prévention du dopage ;
 - des programmes de recherche ;
 - des actions de prévention et d'éducation à la santé ;
 - l'accessibilité de publics spécifiques ;
 - aux critères de surclassement ;
 - des dossiers médicaux litigieux de sportifs ;
 - l'organisation et la participation à des colloques, des congrès médicaux ou médico-sportifs ;
 - des publications.
- de réunir une fois par an les médecins fédéraux régionaux qui animent les commissions régionales médicales afin de s'assurer de leur bon fonctionnement et de tirer les enseignements de leurs travaux.

Article 180 | Fonctionnement de la commission fédérale médicale

La commission fédérale médicale se réunit au moins 3 fois par an et autant que nécessaire, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour et en avise le président de la FFT et le directeur technique national.

L'action de la CFM est organisée en liaison avec la Direction technique nationale.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu adressé au président de la FFT et au directeur technique national.

II/2 – INTERVENANTS MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX AU NIVEAU NATIONAL

Article 181 | Médecin élu au comité exécutif de la FFT

Conformément aux statuts de la FFT, un médecin doit siéger au sein du comité exécutif. Il est membre de droit de la CFM.

Le médecin élu au comité exécutif est l'interface entre la commission fédérale médicale et le comité exécutif de la FFT.

Article 182 | Médecin fédéral national (MFN)

① Titre du médecin fédéral national

Le président de la commission fédérale médicale a le titre de médecin fédéral national. Sa nomination doit être transmise, pour information, au ministère des Sports.

② Cumul et non-cumul

Le mandat de président de la commission fédérale médicale ne peut être cumulé avec le mandat de médecin élu au comité exécutif de la FFT et de médecin d'une équipe de France.

③ Fonctions

Il est le responsable de l'organisation de la médecine fédérale, hors surveillance médicale des licenciés inscrits au Parcours de l'excellence sportive (PES) et hors surveillance médicale du Centre national d'entraînement.

En tant que président de la commission fédérale médicale, il en assure le fonctionnement (réunions, convocations, ordre du jour) et coordonne l'ensemble des missions qui lui sont attribuées.

Il travaille en étroite collaboration avec la Direction technique nationale, dont le médecin en charge du suivi médical au Centre national d'entraînement, et rend compte de son activité auprès du président de la fédération.

Il est le garant pour tout le personnel médical, paramédical et auxiliaire du respect du secret médical concernant les sportifs au sein de la fédération.

Le médecin fédéral national établit un rapport d'activité annuel qu'il présente au comité exécutif. Ce document fait en particulier état :

- de l'organisation médicale fédérale et du fonctionnement de la commission fédérale médicale ;
- et de l'action médicale fédérale concernant notamment :
 - l'application de la réglementation médicale fédérale ;
 - le suivi des sportifs inscrits dans le Programme avenir national ;
 - les informations à transmettre aux auxiliaires médicaux, aux entraîneurs sportifs et aux pratiquants ;
 - l'application des mesures nécessaires à la lutte antidopage ;
 - la recherche médico-sportive.

④ Attributions

Le médecin fédéral national est, de par sa fonction, habilité à :

- assister, à sa demande, aux réunions du comité exécutif, avec avis consultatif ;
- proposer au comité exécutif, pour désignation et en accord avec le directeur technique national :
 - le médecin coordonnateur national ;
 - le ou les deux médecin(s) des équipes de France ;
 - et le kinésithérapeute des équipes de France ;
- émettre un avis sur la nomination par les présidents de ligues des médecins des pôles espoirs ;
- représenter la fédération sur les sujets relatifs à la santé des sportifs et à la médecine du sport au sein des différentes commissions médicales nationales (ministères, AFLD, etc.), internationales, olympiques (CNOSF) et à des colloques ou des réunions.

Le médecin fédéral national remplace temporairement le médecin coordonnateur national en cas de vacance de ce poste.

⑤ Délégation

Le médecin fédéral national peut éventuellement déléguer – en accord avec le directeur technique national et le comité exécutif – certaines de ses attributions à un médecin. Nonobstant cette délégation, le médecin fédéral national conserve l'entière responsabilité inhérente à ses fonctions et attributions.

Article 183 | Médecin coordonnateur national

1 Nomination du médecin coordonnateur national

Le médecin coordonnateur en charge de la surveillance médicale est désigné par le comité exécutif, après la désignation du MFN, sur proposition de ce dernier et après avis du directeur technique national.

Il est obligatoirement docteur en médecine et bénéficie par la FFT d'une assurance en responsabilité civile professionnelle correspondant aux risques inhérents à la pratique de ses missions.

2 Titre du médecin coordonnateur national

Le médecin coordonnateur en charge de la surveillance médicale a le titre de médecin coordonnateur national.

3 Cumul et non-cumul

La fonction de médecin coordonnateur national ne peut être cumulée avec la fonction de médecin d'une équipe de France.

4 Fonctions

Le médecin coordonnateur national est chargé de l'organisation de la surveillance médicale particulière à laquelle sont soumis les licenciés inscrits au projet de performance fédéral (PPF).

Il exerce une activité médico-administrative d'organisation, d'évaluation ou d'expertise, mais pas de soins.

5 Attributions et obligations

Le médecin coordonnateur national est, de par sa fonction, membre de droit de la commission médicale fédérale.

Il lui appartient :

- d'établir avec le médecin fédéral national et la commission fédérale médicale les protocoles et les modalités d'organisation de la surveillance médicale de l'ensemble des sportifs concernés ;
- de s'assurer, en coordination avec les médecins fédéraux régionaux, le médecin d'équipe de France et le médecin de pôle France de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire pour les sportifs inscrits au PPF ;
- de recevoir et d'interpréter les résultats de l'ensemble des examens pratiqués dans le cadre de cette surveillance médicale définie aux articles A. 231-3 à A. 231-5 et A. 231-8 du Code du sport, ainsi que tous les dossiers ayant été signalés par les médecins fédéraux régionaux ou par les médecins des structures du PPF ou par le médecin d'équipe de France ;
- de prendre toutes les mesures imposées par l'interprétation des résultats visés ci-dessus (avis d'experts, etc.) ;
- de s'assurer de la tenue à jour d'un fichier médical individuel pour chaque sportif concerné par la surveillance médicale réglementaire (article L. 231-7 du Code du sport) dans le respect du secret médical ;
- d'établir, si nécessaire, un certificat de contre-indication à la participation aux compétitions sportives au vu des résultats de la surveillance médicale. Ce certificat est transmis au président de la fédération, qui suspend la participation de l'intéressé aux compétitions sportives organisées ou autorisées par la fédération jusqu'à la levée de cette contre-indication par le médecin coordonnateur ;
- de saisir, dans le cas où un sportif refuse de se soumettre à la surveillance médicale, la commission fédérale des litiges en vue d'engager une procédure disciplinaire dans les conditions prévues aux articles 91 et suivants des règlements administratifs ;
- d'avertir le directeur technique national et le président de la FFT des cas de tout sportif refusant de se soumettre à la surveillance médicale afin qu'il puisse, jusqu'à la régularisation de sa situation, suspendre tant sa convocation aux regroupements, stages et compétitions que le versement des aides fédérales ;

- d'assurer la liaison avec le directeur technique national et son équipe, en particulier pour la mise en œuvre de la surveillance médicale à l'occasion de stages ou de regroupements sportifs ;
- de rendre régulièrement compte de son action au médecin fédéral national ;
- de faire annuellement un bilan collectif de la surveillance médicale de la population, qu'il présentera à la commission fédérale médicale et à l'Assemblée générale. Ce bilan – conformément aux dispositions de l'article R. 231-10 du Code du sport – sera envoyé au ministre chargé des Sports.

Article 184 | Médecin d'équipe de France (de Coupe Davis ou de Billie Jean King Cup)

1 Nomination

Le comité exécutif, sur proposition du médecin fédéral national, après avis du directeur technique national, nomme pour une campagne de compétition :

- soit un seul médecin en charge des deux équipes de France (à savoir celle de **Billie Jean King Cup** et celle de Coupe Davis) ;
- soit un médecin par équipe de France : l'un pour l'équipe de France de **Billie Jean King Cup** et l'autre pour l'équipe de France de Coupe Davis.

Le(s) médecin(s) d'équipe(s) de France doit(vent) être docteur(s) en médecine et titulaire(s) d'une spécialisation en médecine du sport.

Le(s) médecin(s) d'équipe(s) de France est (sont) révocable(s) *ad nutum*. En cas de destitution en cours de campagne de compétition, le directeur technique national peut désigner, dans l'attente de la tenue du prochain comité exécutif, un médecin temporaire, après avis du président de la CFM.

2 Titre

Si le médecin s'occupe des 2 équipes de France, à savoir celle de **Billie Jean King Cup** et celle de Coupe Davis, il a le titre de « médecin des équipes de France ».

En revanche, si chacune des équipes de France a son propre médecin :

- celui en charge de l'équipe de France féminine a le titre de « médecin de l'équipe de France de **Billie Jean King Cup** » ;
- celui en charge de l'équipe de France masculine a le titre de « médecin de l'équipe de France de Coupe Davis ».

3 Non-cumul

Les fonctions de médecin d'équipe de France ne peuvent se cumuler avec les fonctions de :

- médecin fédéral national ;
- médecin élu au comité exécutif de la FFT ;
- médecin coordonnateur national ;
- médecin effectuant tout ou partie de la surveillance médicale obligatoire ;
- médecin fédéral régional.

4 Fonctions

Le médecin d'équipe de France :

- apporte les soins qui s'imposent aux athlètes participant aux stages et aux compétitions de l'équipe concernée et peut prononcer un arrêt temporaire de la pratique sportive, s'il le juge nécessaire ;
- assure, en concertation avec le directeur technique national, la coordination de l'ensemble des acteurs médicaux et paramédicaux effectuant – lors des stages préparatoires ainsi que lors des rencontres de **Billie Jean King Cup** et de Coupe Davis – des soins auprès des athlètes de l'équipe de France ;
- est habilité à désigner les kinésithérapeutes intervenant auprès de l'équipe de France après concertation avec le directeur technique national ;

- s'assure de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire pour l'ensemble des sportifs sélectionnables en équipe de France ou des sportifs des listes « Élite » et « Senior » ;
- transmet les conclusions de ces examens au médecin coordonnateur national ;
- atteste que les examens ont été réalisés et qu'ils ne présentent pas d'anomalie incompatible avec la pratique du tennis ;
- signale au médecin coordonnateur national les anomalies pouvant faire l'objet d'une inaptitude ;
- avertit le médecin coordonnateur national des cas de sportifs refusant de se soumettre à la surveillance médicale.

Le médecin d'équipe de France dresse le bilan de l'encadrement médical des stages et compétitions de l'équipe ou des équipes de France dont il a la charge et transmet, chaque année, ce bilan au médecin fédéral national, à la commission fédérale médicale et au directeur technique national (dans le respect du secret médical).

Le médecin d'équipe de France est tenu de respecter la réglementation en vigueur concernant tant l'exportation temporaire que la réimportation des médicaments et d'en tenir informé les professionnels de santé intervenant auprès de la fédération.

Article 185 | Kinésithérapeute d'équipe de France

1 Nominat

Le kinésithérapeute d'équipe de France est désigné, après avis du directeur technique national, par le médecin de chaque équipe de France (de **Billie Jean King Cup** et de Coupe Davis).

Il doit obligatoirement être masseur kinésithérapeute diplômé d'État.

2 Titre

Si le kinésithérapeute s'occupe des 2 équipes de France, à savoir celle de **Billie Jean King Cup** et celle de Coupe Davis, il a le titre de « kinésithérapeute des équipes de France ».

En revanche, si chacune des équipes de France a son propre kinésithérapeute :

- celui en charge de l'équipe de France féminine a le titre de « kinésithérapeute de l'équipe de France de **Billie Jean King Cup** » ;
- celui en charge de l'équipe de France masculine a le titre de « kinésithérapeute de l'équipe de France de Coupe Davis ».

3 Fonctions

Le kinésithérapeute d'équipe de France est, de par sa fonction, habilité, après concertation avec le directeur technique national, à proposer au médecin d'équipe de France les kinésithérapeutes intervenant auprès des membres de celles-ci.

Il exerce son activité (notamment en ce qui concerne les soins prodigués aux athlètes) sous la responsabilité du médecin en charge de l'équipe de France et en suivant les ordonnances de ce dernier (sauf cas dérogatoire légal). Il est tenu de respecter scrupuleusement la réglementation applicable à sa profession et à la lutte contre le dopage. Dans le cadre de ses attributions, il appelle l'attention du médecin tout particulièrement sur les modifications physiologiques ou risques de pathologies, notamment les troubles iatrogènes, ainsi que sur tout élément pouvant révéler un cas de dopage.

Article 186 | Médecin en charge du suivi médical au centre national d'entraînement

Il est responsable :

- de l'organisation du suivi médical du CNE ;
- de la gestion et de la coordination des intervenants médicaux et paramédicaux du CNE ;
- des soins et des examens médicaux des sportifs du CNE et de ceux bénéficiant d'un

accompagnement de la FFT.

Il est placé sous la responsabilité fonctionnelle du directeur technique national et exerce ses fonctions en collaboration avec le médecin fédéral national et le médecin coordonnateur national.

Il est membre de droit de la commission fédérale nationale.

Article 187 | Médecin de pôle France

Le médecin de pôle France est responsable de la mise en œuvre de la surveillance médicale des sportifs inscrits dans le pôle.

Il lui appartient :

- de s'assurer de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire pour l'ensemble des sportifs inscrits dans sa structure ;
- de transmettre les conclusions de ces examens au médecin coordonnateur national ;
- d'attester que les examens ont été réalisés et qu'ils ne présentent pas d'anomalie incompatible avec la pratique du tennis ;
- de signaler au médecin coordonnateur national les anomalies pouvant faire l'objet d'une inaptitude ;
- d'avertir le médecin coordonnateur national des cas de sportifs refusant de se soumettre à la surveillance médicale.

CHAPITRE III ► ORGANISATION DE LA MÉDECINE AU NIVEAU RÉGIONAL

II/1 – COMMISSIONS MÉDICALES RÉGIONALES (CMR)

Article 188 | Composition de la commission médicale régionale

1 Sous la responsabilité du médecin élu au comité de direction de chaque ligue, une commission médicale régionale est créée dont le nombre de membres est fixé par la ligue.

Dans les ligues pluridépartementales, un membre au moins est proposé par chaque comité départemental.

Elle est nommée, ainsi que son président, par le comité de direction de la ligue. Le président de la commission médicale régionale a le titre de médecin fédéral régional.

2 Chaque membre désigné de la commission médicale régionale doit être titulaire d'une licence fédérale pendant toute la durée de ses fonctions et doit être docteur en médecine. La durée du mandat des membres désignés est de 4 ans, correspondant à une olympiade. Ils sont désignés à l'issue du renouvellement du comité de direction de la ligue.

3 Le président de la commission médicale régionale peut faire appel à des personnalités qui, grâce à leur compétence particulière, sont susceptibles de faciliter les travaux de la commission.

Ces personnalités ne sont pas membres de la commission.

4 Le conseiller technique régional coordonnateur (CTRC) ou son représentant est invité à participer aux réunions de la commission relatives à l'organisation de la surveillance médicale des sportifs.

5 Dans le cas où le médecin fédéral régional souhaiterait confier la mise en place de la surveillance médicale à un autre médecin, ce dernier pourra être invité par le président de la commission médicale régionale à participer aux réunions de cette dernière.

Article 189 | Missions de la commission médicale régionale

La commission médicale régionale a pour mission :

- de s'assurer de la mise en œuvre au sein de la ligue des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de la santé des sportifs inscrits au PPF, ainsi qu'à la prévention du dopage et à la lutte contre le dopage, afin notamment d'assurer l'organisation de la surveillance médicale des sportifs inscrits dans les structures du PPF, hors sportifs inscrits dans les pôles France et sportifs sélectionnables en équipe de France ;
- de s'assurer de la mise en œuvre de la politique et de la réglementation médicale fédérale à destination de l'ensemble des licenciés de la ligue, ainsi qu'organiser la médecine régionale ;
- d'émettre des avis et de faire des propositions à la commission fédérale médicale.

Article 190 | Fonctionnement de la commission médicale régionale

La commission médicale régionale se réunit, au moins 3 fois par an, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour et en avise le président de la ligue et le conseiller technique régional.

L'action de la CMR est organisée en liaison avec l'équipe technique régionale et le secrétariat de la ligue. Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu adressé au président de la ligue, au CTRC et à la commission fédérale médicale.

II/2 – INTERVENANTS MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX AU NIVEAU RÉGIONAL**Article 191 | Médecin élu au comité de direction de la ligue**

Conformément aux statuts de la FFT et des ligues, un médecin doit siéger au sein du comité de direction de chaque ligue.

Le médecin élu au comité de direction de la ligue est l'interface de la commission médicale régionale avec le comité de direction.

Article 192 | Médecin fédéral régional (MFR)**1** Nomination - titre - cumul

Le président de la commission médicale régionale a le titre de médecin fédéral régional.

Le médecin fédéral régional est désigné par le comité de direction de la ligue, sur proposition du président de la ligue et après avis du médecin fédéral national.

Il est nommé pour une période, renouvelable, de 4 ans, correspondant à une olympiade.

Il doit obligatoirement être docteur en médecine et doit pendant toute la durée de son mandat être titulaire d'une licence fédérale.

Le mandat de président de la commission médicale régionale peut être cumulé avec le mandat de médecin élu au comité de direction de la ligue.

2 Fonctions et attributions relatives à la surveillance médicale des sportifs de son ressort géographique**1) Sportifs inscrits au PPF**

Il lui appartient :

- d'établir les modalités d'organisation des examens de la surveillance médicale réglementaire et de s'assurer de leur réalisation ;
- de tenir à jour le fichier médical individuel ;
- de transmettre les conclusions de ces examens au médecin coordonnateur national ;
- d'attester que les examens ont été réalisés et qu'ils ne présentent pas d'anomalie incompatible avec la pratique du tennis ;

- de signaler au médecin coordonnateur national les anomalies pouvant faire l'objet d'une inaptitude ;
- d'avertir le médecin coordonnateur national et le CTRC des cas de sportifs refusant de se soumettre à la surveillance médicale ;
- d'assurer la liaison avec le CTRC et son équipe, en particulier pour la mise en œuvre de la surveillance médicale à l'occasion de stages ou de regroupements sportifs.

2) Délégation

Le médecin fédéral régional peut éventuellement déléguer les seules missions d'organisation et de réalisation des examens (tant des sportifs inscrits ou des candidats à l'inscription sur la liste du PPF) à un médecin chargé du suivi régional. Nonobstant cette délégation, le médecin fédéral régional conserve l'entière responsabilité inhérente à ses fonctions et attributions.

3 Autres fonctions

Le médecin fédéral régional établit un rapport d'activité annuel relatif notamment à l'organisation médicale de la ligue, l'application de la réglementation médicale fédérale, de la surveillance médicale des sportifs, l'application des mesures nécessaires à la lutte contre le dopage et le fonctionnement de la commission médicale régionale.

Il présente ce rapport au comité de direction de la ligue.

Le médecin fédéral régional :

- est habilité (dans le cas où il n'est pas membre élu), en fonction de l'ordre du jour, à assister aux réunions du comité de direction, avec avis consultatif ;
- veille au secret médical concernant les sportifs relevant de sa compétence ;
- assure l'application des mesures nécessaires à la lutte contre le dopage ;
- donne son avis sur les mesures préventives à mettre en œuvre au cours des épreuves sportives.

Il est le relais de la commission médicale nationale dans sa région.

CHAPITRE IV ► CONTRÔLE MÉDICAL**IV/1 – RÈGLES GÉNÉRALES****Article 193 | Obtention de la licence FFT**

1 Pour les personnes majeures, l'obtention de la licence FFT est subordonnée à la présentation d'un certificat médical datant de moins d'un an et attestant l'absence de contre-indication à la pratique du sport ou de l'une ou plusieurs des disciplines concernées.

Lorsque la personne qui sollicite la licence souhaite participer aux compétitions organisées par la FFT, le certificat médical présenté atteste l'absence de contre-indication à la pratique du sport ou de l'une ou plusieurs des disciplines concernées en compétition.

Le renouvellement de la licence pour les personnes majeures s'effectue dans les conditions prévues à l'article 194 ci-dessous.

2 Pour les personnes mineures, l'obtention ou le renouvellement de la licence est subordonné à l'attestation écrite des personnes exerçant l'autorité parentale dès lors que chacune des rubriques du questionnaire ci-dessous (cf. « Questionnaire relatif à l'état de santé du sportif mineur en vue de l'obtention, du renouvellement d'une licence d'une fédération sportive ou de l'inscription à une compétition sportive autorisée par une fédération délégataire ou organisée par une fédération agréée,

hors disciplines à contraintes particulières ») a donné lieu à une réponse négative.
À défaut, un certificat médical attestant de l'absence de contre-indication à la pratique du sport ou de l'une ou plusieurs des disciplines concernées, datant de moins de six mois, doit être produit.

Avertissement à destination des parents ou de la personne ayant l'autorité parentale : Il est préférable que ce questionnaire soit complété par votre enfant, c'est à vous d'estimer à quel âge il est capable de le faire. Il est de votre responsabilité de vous assurer que le questionnaire est correctement complété et de suivre les instructions en fonction des réponses données.		
Faire du sport, c'est recommandé pour tous. En as-tu parlé avec un médecin ? T'a-t-il examiné(e) pour te conseiller ? Ce questionnaire n'est pas un contrôle. Tu réponds par OUI ou par NON, mais il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Tu peux regarder ton carnet de santé et demander à tes parents de t'aider.		
Tu es une fille un garçon Ton âge : ans		
Depuis l'année dernière	OUI	NON
Es-tu allé(e) à l'hôpital pendant toute une journée ou plusieurs jours ?		
As-tu été opéré(e) ?		
As-tu beaucoup plus grandi que les autres années ?		
As-tu beaucoup maigri ou grossi ?		
As-tu eu la tête qui tourne pendant un effort ?		
As-tu perdu connaissance ou es-tu tombé sans te souvenir de ce qui s'était passé ?		
As-tu reçu un ou plusieurs chocs violents qui t'ont obligé à interrompre un moment une séance de sport ?		
As-tu eu beaucoup de mal à respirer <u>pendant</u> un effort par rapport à d'habitude ?		
As-tu eu beaucoup de mal à respirer <u>après</u> un effort ?		
As-tu eu mal dans la poitrine ou des palpitations (le cœur qui bat très vite) ?		
As-tu commencé à prendre un nouveau médicament tous les jours et pour longtemps ?		
As-tu arrêté le sport à cause d'un problème de santé pendant un mois ou plus ?		
Depuis un certain temps (plus de 2 semaines)		
Te sens-tu très fatigué(e) ?		
As-tu du mal à t'endormir ou te réveilles-tu souvent dans la nuit ?		
Sens-tu que tu as moins faim ? que tu manges moins ?		
Te sens-tu triste ou inquiet ?		
Pleures-tu plus souvent ?		
Ressens-tu une douleur ou un manque de force à cause d'une blessure que tu t'es faite cette année ?		

Aujourd'hui		
Penses-tu quelquefois à arrêter de faire du sport ou à changer de sport ?		
Penses-tu avoir besoin de voir ton médecin pour continuer le sport ?		
Souhaites-tu signaler quelque chose de plus concernant ta santé ?		
Questions à faire remplir par tes parents		
Quelqu'un dans votre famille proche a-t-il eu une maladie grave du cœur ou du cerveau, ou est-il décédé subitement avant l'âge de 50 ans ?		
Êtes-vous inquiet pour son poids ? Trouvez-vous qu'il se nourrit trop ou pas assez ?		
Avez-vous manqué l'examen de santé prévu à l'âge de votre enfant chez le médecin ? (Cet examen médical est prévu à l'âge de 2 ans, 3 ans, 4 ans, 5 ans, entre 8 et 9 ans, entre 11 et 13 ans et entre 15 et 16 ans.)		
Si tu as répondu OUI à une ou plusieurs questions, tu dois consulter un médecin pour qu'il t'examine et voit avec toi quel sport te convient. Au moment de la visite, donne-lui ce questionnaire rempli.		

Article 194 | Renouvellement de la licence pour les personnes majeures

Pour les personnes majeures, la présentation d'un certificat médical datant de moins d'un an et attestant l'absence de contre-indication à la pratique du sport ou de l'une ou plusieurs des disciplines concernées est exigée tous les 3 ans.
Dans l'intervalle, le licencié majeur qui souhaite renouveler sa licence doit attester par écrit qu'il a répondu par la négative à tous les items figurant sur le questionnaire CERFA N°15699*01. À défaut, il est tenu de produire un nouveau certificat médical attestant de l'absence de contre-indication à la pratique du sport ou de l'une ou plusieurs des disciplines concernées, le cas échéant, en compétition, datant de moins de 6 mois.

Répondez aux questions suivantes par OUI ou par NON.	OUI	NON
Durant les douze derniers mois :		
1) Un membre de votre famille est-il décédé subitement d'une cause cardiaque ou inexpliquée ?		
2) Avez-vous ressenti une douleur dans la poitrine, des palpitations, un essoufflement inhabituel ou un malaise ?		
3) Avez-vous eu un épisode de respiration sifflante (asthme) ?		
4) Avez-vous eu une perte de connaissance ?		
5) Si vous avez arrêté le sport pendant 30 jours ou plus pour des raisons de santé, avez-vous repris sans l'accord d'un médecin ?		
6) Avez-vous débuté un traitement médical de longue durée (hors contraception et désensibilisation aux allergies) ?		
À ce jour :		
7) Ressentez-vous une douleur, un manque de force ou une raideur suite à un problème osseux, articulaire ou musculaire (fracture, entorse, luxation, déchirure, tendinite, etc.) survenu durant les 12 derniers mois ?		
8) Votre pratique sportive est-elle interrompue pour des raisons de santé ?		
9) Pensez-vous avoir besoin d'un avis médical pour poursuivre votre pratique sportive ?		

NB : Les réponses formulées relèvent de la seule responsabilité du licencié.

(v. Code du sport, art. L. 231-2, D. 231-1-1 à D. 231-1-4-1, A. 231-2 et A. 231-3)

Article 195 | Exceptions

Par exception, les personnes qui sollicitent la délivrance d'une licence à seule fin d'exercer des fonctions qui nécessitent d'être licencié (dirigeant, officiel, etc.) sont dispensées de produire un certificat médical. Elles attestent sur l'honneur ne pas pratiquer le tennis, ni en avoir l'intention.

Article 196 | Certificat d'inaptitude temporaire à la pratique en compétition

Tout médecin a la possibilité d'établir un certificat d'inaptitude temporaire à la pratique de la discipline en compétition à tout sujet examiné lui paraissant en mauvaise condition de santé.

IV/2 – RÈGLES SPÉCIFIQUES RELATIVES À LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, DES SPORTIFS ESPOIRS ET DES COLLECTIFS NATIONAUX

Article 197 | Contenu des examens médicaux dans le cadre de la surveillance médicale des sportifs de haut niveau, des sportifs espoirs et des collectifs nationaux

La FFT ayant reçu délégation, en application de l'article L. 231-6 du Code du sport, assure l'organisation de la surveillance médicale particulière à laquelle sont soumis ses licenciés inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau et sur la liste des sportifs espoirs et des collectifs nationaux.

❶ Examens dans le cadre d'une première inscription sur la liste des sportifs de haut niveau ou sur la liste des sportifs espoirs et des collectifs nationaux

À réaliser dans les 2 mois qui suivent la première inscription sur la liste des sportifs de haut niveau ou sur la liste des sportifs espoirs et des collectifs nationaux (avant le 28 février)

- > Un examen médical effectué par un médecin du sport comprenant :
 - un examen clinique avec interrogatoire et examen physique selon les recommandations de la société française de médecine, de l'exercice et du sport ;
 - la recherche indirecte d'un état de surentraînement via un questionnaire élaboré selon les recommandations de la société française de médecine, de l'exercice et du sport.
- > Un bilan psychologique, réalisé par un psychologue clinicien, visant à dépister des difficultés psychopathologiques pouvant être liées à la pratique sportive intensive et aux abus d'autorité.
- > Un bilan diététique, réalisé par un diététicien, et des conseils nutritionnels.
- > Un bilan dentaire, réalisé par un dentiste.
- > Un examen électrocardiographique standardisé de repos avec compte-rendu médical.
- > Une échocardiographie transthoracique de repos avec compte-rendu médical.
- > Un bilan biologique (avec autorisation parentale pour les mineurs) comprenant : NFS, ferritine, 25 OH D.

❷ Surveillance médicale annuelle des sportifs de haut niveau et espoirs

	Sportifs de haut niveau, sportifs espoirs et collectifs nationaux
Bilan 1* avant le 31 mars	Un examen médical effectué par un médecin du sport comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • un examen clinique avec interrogatoire et examen physique selon les recommandations de la société française de médecine, de l'exercice et du sport ; • un bilan diététique et des conseils nutritionnels. Ce bilan peut être réalisé par un diététicien si le médecin le juge nécessaire ; • la recherche indirecte d'un état de surentraînement via un questionnaire élaboré selon les recommandations de la société française de médecine, de l'exercice et du sport.
	Un bilan psychologique, réalisé par un psychologue clinicien, visant à dépister des difficultés psychopathologiques pouvant être liées à la pratique sportive intensive et aux abus d'autorité.
	Un bilan dentaire réalisé par un dentiste.
	Un électrocardiogramme de repos.
	Un bilan biologique (avec autorisation parentale pour les mineurs) comprenant : NFS, ferritine, 25 OH D. Un complément de bilan pourra être réalisé à la demande du médecin du sport.
	Une échocardiographie cardiaque transthoracique à la majorité si la première a été réalisée avant l'âge de 15 ans.

* Le licencié, inscrit pour la première fois sur la liste des sportifs de haut niveau ou sur la liste des sportifs espoirs ayant réalisé, avant le 28 février les examens prévus au ❶ ci-dessus, est dispensé de la réalisation du Bilan 1.

	Sportifs de haut niveau, sportifs espoirs et collectifs nationaux
Bilan 2 avant le 30 septembre	Un examen médical effectué par un médecin du sport comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • un examen clinique avec interrogatoire et examen physique selon les recommandations de la société française de médecine, de l'exercice et du sport ; • un bilan diététique et des conseils nutritionnels ; • la recherche indirecte d'un état de surentraînement via un questionnaire élaboré selon les recommandations de la société française de médecine, de l'exercice et du sport.
	Un bilan psychologique, si besoin, à la demande du médecin du sport

Article 198 | Certificat de contre-indication pour les sportifs inscrits au PPF ou candidats à l'inscription sur la liste du PPF

❶ Saisine

Le médecin coordonnateur national peut s'autosaisir ou peut être saisi par :

- le président de la FFT ;
- le directeur technique national ;
- le médecin fédéral national ;
- le(s) médecin(s) des équipes de France ;
- un médecin fédéral régional ;
- un médecin de pôle ;
- ou par tout médecin examinateur.

❷ Instruction

Le médecin coordonnateur national instruit le dossier et peut interroger la commission fédérale médicale et/ou des experts reconnus pour leurs compétences à chaque fois que cela lui apparaît nécessaire.

3 Décision

Il statue sur l'existence ou l'absence d'une contre-indication temporaire ou définitive pour les sportifs inscrits au PPF ou candidats à l'inscription sur la liste du PPF.

En cas d'existence d'une contre-indication temporaire ou définitive, un avis motivé est donné au sportif ou à son représentant légal.

Dans le respect de la déontologie médicale, le médecin coordonnateur notifie la contre-indication temporaire ou définitive au président de la FFT (copie pour information au directeur technique national et au médecin fédéral national) qui prend toute disposition pour suspendre ou interdire la pratique du tennis au sportif concerné.

4 Appel

Le sportif ou son représentant légal peut faire appel de la décision du médecin coordonnateur national devant la commission fédérale médicale. Cette dernière peut demander, avant de statuer, un avis à un ou plusieurs médecins spécialistes reconnus pour leurs compétences.

En attendant l'avis rendu par la commission médicale, le sportif ne peut pas être inscrit sur les listes ministérielles ou intégrer une structure appartenant au PPF. S'il s'agit d'un sportif déjà inscrit sur une liste ou dans une structure du PPF, celui-ci ne doit pas poursuivre son activité sportive fédérale, sauf avis spécifié de la commission fédérale médicale transmis au directeur technique national et au président de la FFT.

Article 199 I (Réservé)**Article 200 I (Réservé)****IV/3 – RÈGLES PARTICULIÈRES AUX JEUNES****Article 201 I Autorisation de participer à des épreuves dans une catégorie supérieure**

1 Conformément aux dispositions de l'article 8 des présents règlements, il existe 3 types de compétitions homologuées : les compétitions orange, vertes ou jaunes.

Les jeunes filles ou garçons des catégories 6 et 7 ans peuvent disputer un maximum de 15 épreuves en compétition orange ou verte homologuées après autorisation du médecin régional (Med R), du CTR et de la DTN. Cette autorisation s'envisage après un examen médical approfondi conduisant à la délivrance d'un certificat médical de non-contre-indication à la pratique de la ou des disciplines en compétition (CMNCPC) daté de moins de 6 mois par un médecin du sport.

Pour les filles de la catégorie d'âge 9 ans, une autorisation nominative de jouer dans les épreuves régionales jusqu'en catégorie d'âge 16 ans peut être accordée par le médecin régional sur proposition du CTRC. La présentation au juge-arbitre de l'épreuve d'un certificat médical de moins de 6 mois délivré par un médecin du sport est obligatoire.

Pour les filles de la catégorie d'âge 10 ans, une autorisation nominative de jouer dans les épreuves régionales jusqu'en catégorie seniors peut être accordée par le médecin régional sur proposition du CTRC. La présentation au juge-arbitre de l'épreuve d'un certificat médical de moins de 6 mois délivré par un médecin du sport est obligatoire.

Les jeunes filles ou garçons des catégories 11 et 12 ans (U12 pour le beach tennis et le padel) peuvent jouer en catégorie 17/18 ans (U18 pour le beach tennis et le padel) et en catégorie seniors* sous réserve de la présentation au juge-arbitre d'un CMNCP, padel, tennis, beach tennis selon le cas, datant de moins d'un an délivré par un médecin du sport.

* Pour le beach tennis, seuls les tournois seniors BT 25 et BT 100.

Les jeunes filles ou garçons des catégories 13 et 14 ans (U14 pour le beach tennis et le padel) peuvent jouer en catégorie seniors sous réserve de la présentation au juge-arbitre d'un CMNCPC, padel, tennis, beach tennis selon le cas, datant de moins d'un an délivré par un médecin du sport.

Le tableau ci-dessous indique pour chaque jeune joueur :

- les catégories d'âge pour lesquelles il est autorisé à disputer une épreuve en catégorie supérieure de façon automatique ;
- les catégories d'âge pour lesquelles il est nécessaire d'obtenir un classement tennis à 30/3 ou une autorisation préalable pour pouvoir participer aux épreuves correspondantes.

AUTORISATIONS DE JOUER EN CATÉGORIE SUPÉRIEURE										
Cat. souhaitée Cat. initiale	10 ans et moins	12 ans et moins	14 ans et moins	16 ans et moins	18 ans et moins	Seniors				
6 et 7 ans orange	Med R/ CTR/DTN									
6 et 7 ans orange	Med R/ CTR/DTN									
7 ans (TMC fédéraux ou TN)	Med R/ CTR/ DTN 30/3									
8 ans orange										
8 ans vert			30/3							
9 ans vert			30/3							
10 ans vert			30/3		30/3					
11 ans/U12							CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an
12 ans/U12							CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an
13 ans et +/U14									CMNCPC -1 an	CMNCPC -1 an
Dispositions exceptionnelles pour les filles 9 et 10 ans niveau régional après accord du médecin régional (Med R) et du CTRC										
9 ans Filles			Med R/CTRC - CMNCPC -6 mois							
10 ans Filles			Med R/CTRC - CMNCPC -6 mois							

Article 202 I (Réservé)**Article 203 I (Réservé)****Article 204 I (Réservé)****IV/4 – LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE****Article 205**

1 La réglementation relative à la lutte contre le dopage résulte des dispositions du Code du sport, et notamment des articles L. 232-1 et suivants, et D. 232-1 et suivants.

② Tout participant aux compétitions et manifestations sportives et aux entraînements y préparant est tenu de se soumettre aux prélèvements et aux examens destinés à déceler la présence de substances et/ou l'utilisation de procédés interdits.

IV/5 – SURVEILLANCE MÉDICALE DES COMPÉTITIONS

Article 206 | Médecin de surveillance de compétition

Lorsqu'un organisateur de compétition fait appel à un médecin pour assurer la surveillance de la compétition, ce dernier peut être chargé – selon l'organisation médicale mise en place par l'organisateur – non seulement de la santé des sportifs mais également des spectateurs.

Il est docteur en médecine et bénéficie d'une assurance en responsabilité civile professionnelle correspondant aux risques inhérents à cette fonction.

Le médecin de surveillance de compétition remettra, post intervention, un rapport d'activité à la commission médicale fédérale afin de permettre de tenir à jour le registre de morbidité (et/ou de mortalité) de la fédération.

Article 207

Dans le cadre des compétitions organisées par la fédération, la commission médicale fédérale peut faire des préconisations sur les moyens humains et matériels à mettre en œuvre au regard de l'importance de la manifestation (nombre et âge des compétiteurs, nombre de spectateurs, type de locaux, etc.).

Dans tous les cas, la commission médicale fédérale rappelle qu'il appartient à l'organisateur de toute compétition de prévoir la surveillance médicale des compétitions et *a minima* :

- un nécessaire médical de premiers secours à un emplacement spécifique près des surfaces de compétition et à l'abri du public en vue des premiers soins à apporter en cas d'accident ;
- un téléphone accessible avec affichage à proximité des numéros d'appel du SAMU, des pompiers et du responsable de la salle ou du club ;
- l'information des arbitres sur la présence ou non de médecins et/ou d'auxiliaires médicaux.

En quelque cas que ce soit, le médecin et/ou l'auxiliaire médical peut prendre toute décision de motif médical concernant la participation ou la poursuite de la compétition par un compétiteur. Il indique cette décision au juge-arbitre et à l'organisateur.

IV/7 – MODIFICATION DU RÈGLEMENT MÉDICAL

Article 208

Toute modification du règlement médical fédéral devra être transmise, dans les plus brefs délais, au ministre chargé des Sports.

TITRE CINQUIÈME

Compétitions de beach tennis

CHAPITRE I ► RÈGLES COMMUNES

I/1 – DÉFINITION

Article 209

- ① Les compétitions de beach tennis homologuées par la FFT comprennent :
 - les championnats de France ;
 - les championnats de ligue qualificatifs pour les championnats de France ;
 - les championnats départementaux qualificatifs pour les championnats de ligue ;
 - les épreuves par équipes de ligue ;
 - les tournois organisés par la FFT, les ligues, les comités départementaux et les clubs affiliés ou les structures habilitées.
- ② Les compétitions de beach tennis se disputent exclusivement en double :
 - double dames ;
 - double messieurs ;
 - double mixte (pris en compte pour le calcul du classement uniquement dans les tournois de la catégorie BT100 *jeunes mixte*, BT 200 *mixte* et BT 400 *mixte*).
- ③ Les compétitions de beach tennis se disputent exclusivement sur du sable.
- ④ Les balles utilisées sont les balles souples (cf. liste des balles beach tennis homologuées par la FFT *et ITF selon la compétition organisée, sur le site de la FFT*).
- ⑤ Les compétitions de beach tennis sont ouvertes aux joueurs licenciés à la FFT pour l'année sportive en cours, et faisant partie des catégories d'âge 13 ans ou supérieures.

I/2 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE TABLEAUX DES COMPÉTITIONS DE BEACH TENNIS

Article 210 | Généralités

- ① Pour les compétitions, différentes formules sportives sont possibles :
 - tableau à départ en ligne (cf. article 212) ;
 - formule multimatchs (cf. article 213) ;
 - phase de poules (cf. article 214) ;
 - combinaison de ces 3 formules.
- ② Pour toute compétition de beach tennis, une épreuve ne peut être homologuée que si elle comporte un minimum de 4 équipes.
- ③ Il existe 4 formats de matchs homologués pour les compétitions de beach tennis :

- format 3 : 2 sets à 4 jeux ; point décisif ; jeu décisif à 4-4; 3^e set = super jeu décisif à 10 points (obligatoire pour les doubles mixtes seniors et jeunes) ;
- format 4 : 2 sets à 6 jeux ; point décisif ; 3^e set = super jeu décisif à 10 points ;
- format 5 : 2 sets à 3 jeux ; point décisif ; jeu décisif à 2-2; 3^e set = super jeu décisif à 10 points ;
- format 6 : 2 sets à 4 jeux ; point décisif ; jeu décisif à 3-3; 3^e set = super jeu décisif à 10 points.

Délais de repos pour les compétitions de beach tennis

Le temps de repos entre 2 parties est au minimum de 1 h pour le format 4 et de 30 min pour les autres formats (3, 5 et 6).

Article 211 | Têtes de série

1 Dans tout tableau comportant des équipes classées, les mieux classées d'entre elles doivent être placées de façon à se rencontrer le plus tard possible ; elles sont appelées têtes de série. Tout tableau doit présenter des têtes de série, à l'exclusion de ceux qui ne comportent exclusivement que des équipes non classées.

Pour calculer le poids d'une équipe, il faut additionner les classements de beach tennis des 2 joueurs composant l'équipe. Un joueur non classé beach tennis aura un classement égal au rang du dernier joueur numéroté + 1. Plus le poids de l'équipe est faible, plus l'équipe est forte.

2 La numérotation des têtes de série doit suivre l'ordre du classement officiel; en cas d'égalité de poids entre 2 ou plusieurs équipes, l'organisateur de la compétition est libre d'ordonner les équipes.

3 Le nombre de têtes de série doit être égal au minimum au huitième et au maximum à la moitié de l'effectif total du tableau.

Dans le cas d'un tableau final à départ en ligne (les joueurs rentrant au maximum sur deux tours), le nombre de têtes de série doit être égal au minimum au quart et au maximum à la moitié de l'effectif total du tableau.

4 Les têtes de série doivent être placées :

- en haut des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau haut ;
- en bas des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau bas

Les têtes de série 1 (en bas) et 2 (en haut) ont une position fixe. Les autres têtes de série seront tirées au sort pour les quarts (têtes de série 3 et 4), les huitièmes (têtes de série 5 à 8) et pour les autres fractions de tableau (têtes de série 9 à 16, etc.) ;

5 Les numéros des têtes de série doivent figurer sur les tableaux.

6 Le placement des têtes de série à l'occasion d'une phase de poules figure à l'article 214 alinéas 1 et 2.

Article 212 | Tableau à départ en ligne

1 Un tableau est dit à départ en ligne lorsque toutes les équipes entrent sur un ou 2 tours consécutifs.

2 Établissement de l'état de résultats lorsque le tableau à départ en ligne est un tableau final :

- l'équipe vainqueur de l'épreuve se classe 1^{re} ;
- l'équipe finaliste de l'épreuve se classe 2^e.

Pour tous les autres rangs, des matchs de classement seront joués pour définir le classement de toutes les équipes. Toute équipe refusant de jouer les matchs de classement sera automatiquement classée dernière pour le tour concerné (4^e pour demi-finales, 8^e pour quarts de finale, 16^e pour huitièmes de finale et 32^e pour seizièmes de finale).

Article 213 | Formule multimatches

1 Un tableau est dit de type formule multimatches lorsque toutes les équipes entrent sur un ou 2 tours consécutifs et que toutes les équipes participantes obtiennent un classement différent.

2 Toutes les équipes sont classées de 1 à N. Deux équipes ne peuvent pas terminer au même rang, sauf si l'organisateur n'a pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, faire disputer toutes les rencontres de classement.

3 En cas de disqualification d'une équipe, l'équipe concernée est déclarée perdante de toutes les parties qu'elle avait encore à disputer. L'équipe apparaîtra sur l'état de résultats de l'épreuve en tant qu'équipe disqualifiée et ne marquera aucun point pour le classement.

4 En cas de forfait ou d'abandon d'une équipe, l'organisateur de la compétition peut choisir de déclarer cette équipe forfait pour le reste de la compétition ou à l'inverse de la laisser disputer les matchs suivants.

Article 214 | Phase de poules

1 Constitution des poules :

- le nombre d'équipes admises dans une poule ne peut excéder 6. Les effectifs des différentes poules ne peuvent différer de plus d'une unité ;
- il doit y avoir au minimum deux têtes de série par poule, sauf s'il n'y a que des équipes constituées de joueurs ne disposant pas d'un classement de beach tennis.

2 Qualifiés :

- à l'issue de la phase de poules, l'organisateur peut qualifier autant d'équipes qu'il le souhaite.
- pour la phase suivante, les têtes de série doivent être établies selon le résultat de la phase de poules.

3 Résultats, classements et forfaits

Le classement d'une poule est obtenu par l'attribution de :

- 2 points par partie gagnée (victoires par WO incluses) ;
- 1 point par partie jouée et perdue ;
- 0 point en cas de défaite par WO ou par disqualification.

En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs équipes, leur classement est établi en tenant compte pour toutes les parties de la poule :

- de la différence du nombre de manches gagnées et perdues par chacune d'elles ;
- puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence du nombre de jeux gagnés et perdus par chacune d'elles ;
- ensuite, en cas de nouvelle égalité, par l'application successive des deux méthodes ci-dessus aux seuls résultats des parties ayant opposé les équipes à départager ;
- enfin, en cas de nouvelle égalité, les équipes seront départagées par un tirage au sort.

Pour toute partie de la poule ayant donné lieu à un WO, le score attribué est le score forfaitaire : nombre de manches et de jeux prévus par le format de la partie.

En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le score à enregistrer est donné par l'attribution au vainqueur de tous les jeux restant à disputer au moment de l'arrêt de la partie.

Toute équipe inscrite dans une poule a l'obligation de disputer toutes les parties prévues. En cas de forfait d'une équipe pour une ou plusieurs de ses parties de poules, le juge-arbitre est en droit de disqualifier l'équipe. L'équipe apparaîtra sur l'état de résultats comme disqualifiée et ne marquera aucun point pour le classement.

CHAPITRE II ► CHAMPIONNATS

II/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE

Article 215

Les championnats de France et les championnats de ligue de beach tennis comprennent :

- une épreuve seniors de double dames ;
- une épreuve seniors de double messieurs ;
- une épreuve U14 et U18 de double dames ;
- une épreuve U14 et U18 de double messieurs.

Article 216

Ces championnats sont organisés par le service beach tennis, sous l'autorité du comité des championnats de France tels que définis à l'article 58 des règlements sportifs, qui détermine chaque année les modalités d'organisation, ainsi que les têtes de série.

Le comité des championnats de France est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de l'épreuve.

L'appel de ses décisions est porté devant la commission fédérale des litiges.

Article 217

Les championnats de France de beach tennis sont ouverts aux joueurs :

- de nationalité française ;
- licenciés à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la ligue pour pouvoir participer au championnat régional qualificatif ;
- dont l'attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
- faisant partie des catégories d'âge **19 ans** ou supérieures pour les épreuves seniors ;
- faisant partie des catégories d'âge **13 ans et 14 ans pour l'épreuve U14, et 15 ans, 16 ans, 17 ans ou 18 ans pour les épreuves U18.**

Article 218

Les championnats de France de beach tennis se déroulent en 2 phases :

- une phase régionale organisée par chacune des 18 ligues ;
- une phase nationale qui regroupe 32 équipes messieurs et 32 équipes dames pour les épreuves seniors ; 18 équipes garçons et 18 équipes filles pour les épreuves U14 et U18.

Article 219

1 Les championnats de France seniors sont ouverts :

- aux équipes championnes de ligue ;
- à des joueurs bénéficiaires d'invitations (wild-cards), à raison de 2 wild-cards (2 paires) par tableau dames et messieurs de 32, qui sont attribuées par le comité des championnats ;
- à des qualifiés supplémentaires qui ont obligatoirement participé aux championnats régionaux et qui sont désignés, à l'issue des championnats de ligue, en fonction de leur statut de finaliste ou de demi-finaliste lors de ces championnats et de leur poids d'équipe dans des proportions fixées par le comité des championnats de France, de façon à compléter les tableaux.

- 2** Les championnats de France U14 et U18 sont ouverts aux équipes championnes de ligue.
- 3** Dans le cas d'un forfait d'une équipe championne de ligue :
 - avant la diffusion des listes : l'équipe finaliste est automatiquement qualifiée ;
 - après la diffusion des listes :
 - si la ligue a déjà une équipe engagée dans le championnat, la première équipe de la liste d'attente sera intégrée au championnat ;
 - si la ligue n'a de ce fait plus d'équipe engagée dans le championnat, la première équipe de la ligue figurant sur la liste d'attente sera repêchée ;
 - aucun remplacement ne sera effectué une fois le tableau publié.
- 4** Forfait d'une équipe parmi les équipes de la liste d'attente :
 - avant la diffusion des listes : la ligue a la possibilité de remplacer l'équipe ;
 - après la diffusion des listes : la première équipe de la liste d'attente sera repêchée ;
 - aucun remplacement ne sera effectué une fois le tableau publié.
- 5** Forfait d'un des deux joueurs d'une équipe qualifiée :
 - avant la diffusion des listes, la ligue a la possibilité de remplacer le joueur défaillant parmi les participants au championnat régional ;
 - après la diffusion des listes et, avant la publication du tableau :
 - la ligue décide de remplacer le joueur défaillant par un joueur ayant participé au championnat régional ;
 - la ligue peut remplacer un joueur défaillant par un joueur ayant participé au championnat régional. Le nouveau poids d'équipe déterminera la position de l'équipe dans la liste des équipes qualifiées ou remplaçantes ;
 - aucun remplacement ne sera accepté une fois le tableau publié.

Article 220

Aucune modification du tableau ne peut être effectuée une fois le tableau publié officiellement.

Article 221 | Organisation sportive des championnats de France seniors

1 Formule

Il se déroule sous la forme d'un tableau de 32 équipes avec la formule multimatches.

2 Modalités de qualification

- Les 18 équipes championnes de ligue sont qualifiées ;
- 14 places supplémentaires seront attribuées en fonction du poids de l'équipe.

3 La clôture des inscriptions pour les championnats de France de beach tennis est fixée chaque année par le comité des championnats. Les compositions des équipes doivent être transmises au service beach tennis à l'aide du formulaire d'engagement prévu à cet effet.

4 Le format de jeu utilisé est le format 4 (2 premières manches à 6 jeux, point décisif ; jeu décisif à 6-6 ; 3^e set = super jeu décisif à 10 points).

Article 221 bis | Organisation sportive des championnats de France U14 et U18

1 Formule

La formule sportive dépend du nombre d'équipes engagées et est déterminée par le comité des championnats de France.

2 Modalités de qualification

Les 18 équipes championnes de ligue sont qualifiées.

- 3 La clôture des inscriptions pour les championnats de France de beach tennis U14 et U18 est fixée chaque année par le comité des championnats. Les compositions des équipes doivent être transmises au service beach tennis à l'aide du formulaire d'engagement prévu à cet effet.
- 4 Le format de jeu utilisé est le format 4 (2 premières manches à 6 jeux, point décisif ; jeu décisif à 6-6 ; 3^e set = super jeu décisif à 10 points).

II/2 – CHAMPIONNAT DE LIGUE

Article 222

- 1 Les ligues doivent organiser chaque année un championnat de beach tennis dans chacune des épreuves donnant lieu à une épreuve du championnat de France (double dames et double messieurs U14 et U18 et seniors). Ce championnat de ligue, qui peut éventuellement comporter des phases départementales, est qualificatif au championnat de France.
- 2 Le bureau de la ligue constitue chaque année, pour chacun de ces championnats, un comité de championnat, qui veille à leur bon déroulement.
- 3 Les championnats de ligue sont ouverts aux joueurs qui répondent aux conditions de l'article 217 des présents règlements, licenciés dans la ligue organisatrice du championnat régional.
- 4 Il appartient à chaque ligue de déterminer le règlement particulier de ses championnats de ligue. Toutefois, les conditions de qualification définies par chaque ligue doivent être conformes à celles en vigueur pour le championnat de France correspondant.

Article 223 | Organisation sportive

- 1 La ligue doit obligatoirement faire disputer les demi-finales et la finale de toutes les épreuves avec au moins le format 4 (2 sets à 6 jeux ; point décisif ; 3^e set = super jeu décisif à 10 points).
- 2 Chaque ligue qualifie une équipe seniors dames, une équipe seniors messieurs, une équipe U14 et U18 filles et une équipe U14 et U18 garçons, composées de joueurs licenciés dans l'un de ses clubs affiliés.
- 3 La date limite des inscriptions est fixée par la ligue.
- 4 S'agissant d'une épreuve de double, seules sont acceptées les inscriptions sur lesquelles figurent les 2 joueurs composant l'équipe.
- 5 Une équipe ne peut être qualifiée pour le championnat de France que si elle était inscrite au championnat régional.

CHAPITRE III ► LES TOURNOIS

Article 224 | Comité de tournoi

La constitution d'un comité de tournoi est obligatoire, sa composition doit être affichée sur le lieu du club organisateur.

- 1 Le comité de tournoi, composé au minimum de 3 membres licenciés pour l'année sportive en cours et âgés de 18 ans ou plus (le juge-arbitre ne pouvant en aucun cas en faire partie) :
 - fixe le montant des droits d'engagement ; aucun droit ne peut être exigé pour la participation à une épreuve de consolante ;

- établit le règlement du tournoi en conformité avec les règlements fédéraux ;
- arrête sans recours la liste des joueurs admis à participer ;
- définit et indique au juge-arbitre la ligne de conduite qu'il souhaite voir suivre pour la progression du tournoi, et supervise les tirages au sort ;
- veille au bon déroulement de la compétition et doit notamment fournir, pour chaque partie disputée, un minimum de 3 balles homologuées par la FFT ;
- prend toutes les mesures qu'il juge utile pour assurer, dans le temps imparti, la bonne marche du tournoi ;
- a toute latitude, dans le cas où le tournoi ne peut pas aller jusqu'à son terme, de prévoir le partage des prix en tenant compte des joueurs restant en course et de l'état d'avancement du tournoi ;
- est responsable du respect du cahier des charges de l'épreuve (s'il en existe un).

- 2 Conformément à l'article 114-C des règlements administratifs de la FFT, le comité de tournoi est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de la compétition. L'appel de ses décisions est porté devant la commission régionale des litiges.

Article 225 | Homologation

- 1 Le club désirant organiser un tournoi de beach tennis devra remplir la demande d'homologation via l'application fédérale ADOC, sauf pour les BT1000 où la demande d'homologation doit se faire auprès du service beach tennis de la FFT.
- 2 Il existe 2 catégories d'âge :
 - la catégorie jeunes, de 13 à 18 ans (U14, U16 et U18) ;
 - la catégorie seniors, ouverte aux joueurs des catégories d'âge 13 ans ou supérieures.

Article 226 | Catégories de tournois

Il existe 8 catégories de tournois homologuées par la FFT répondant chacune à un cahier des charges : BT25, BT100, BT100 J, **BT100 J mixte**, **BT200 mixte**, **BT250**, **BT400 mixte**, BT200, BT250, BT500, BT1000 et BT2000. Il est possible d'organiser des tournois de beach tennis jeunes et seniors. La participation de joueuses est autorisée dans les tournois masculins des catégories BT25, BT100 et BT100 jeunes, sous réserve du respect du classement imposé par le guide de la compétition BT par joueur et/ou joueuse au sein de chaque équipe. Seules les épreuves seniors peuvent être dotées financièrement.

Article 227 | Transmission de l'état de résultats

À l'issue du tournoi, le juge-arbitre doit saisir l'état de résultats dans l'application de gestion des épreuves de beach tennis au plus tard 48 heures après la fin du tournoi.

Article 228 | Participation des joueurs

- 1 Les joueurs doivent impérativement fournir les pièces suivantes au juge-arbitre du tournoi :
 - une pièce officielle d'identité avec photographie ;
 - l'attestation de licence FFT de l'année sportive en cours portant la mention « compétition autorisée ».
- 2 Les joueurs qui s'engagent dans un tournoi de beach tennis doivent se tenir à la disposition du juge-arbitre pendant toute la durée du tournoi.

CHAPITRE IV ► LE CLASSEMENT

Article 229 | Principe

Le classement de beach tennis prend en compte pour chaque compétiteur les 9 meilleurs résultats qu'il a obtenus au cours des 12 derniers mois dans les différentes compétitions (8 tournois + 1 épreuve par équipes). Il y a un classement unique (jeunes et seniors). Les points obtenus lors d'une épreuve BT100 jeunes (U14, U16 et U18) comptent pour le classement beach tennis FFT unique.

Article 230 | Fonctionnement

1 Attribution des points

En fonction du rang obtenu par l'équipe à l'issue de la compétition, un nombre de points est attribué à chacun des joueurs de l'équipe. Ce nombre de points varie en fonction de la catégorie du tournoi (les barèmes de points sont consultables dans la rubrique compétition beach tennis sur le site de la FFT). Les compétiteurs sont ordonnés de 1 à n en fonction du nombre de points qu'ils ont comptabilisé. Ce classement glissant sera actualisé et publié tous les mois.

2 Blocage du classement

a. Blocage pour maternité

Les joueuses licenciées qui, en raison d'une maternité, n'ont pu participer aux compétitions pendant au moins 5 mois consécutifs, peuvent bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement. Pour pouvoir bénéficier de ce blocage de classement, aucun match ne doit avoir été disputé entre la fin de la période de 5 mois d'arrêt et la demande. Le classement bloqué sera le dernier classement publié suite au dernier tournoi disputé par la joueuse. Il s'appliquera durant 12 mois, à compter de la fin de la période d'arrêt de 5 mois.

b. Blocage pour raisons de santé

Les joueurs classés dans le Top 100 français qui, pour des raisons de santé, n'ont pu participer aux compétitions pendant au moins 5 mois consécutifs au cours des 12 derniers mois, pourront bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement. Pour pouvoir bénéficier de ce blocage, aucun match ne doit avoir été disputé entre la fin de la période de 5 mois d'arrêt et la demande. Le classement bloqué sera le dernier classement publié suite au dernier tournoi disputé par le joueur. Lors de la reprise de compétition, ce joueur bénéficiera de ce classement bloqué pour ses 5 premiers tournois.

Article 230 bis | WO

En cas de défaite par WO, les joueurs de l'équipe ayant déclaré WO ne marqueront pas les points qui auraient dû leur être attribués pour le tour de la compétition considéré. Ils marqueront les points du tour précédent. En cas de WO dès leur premier match, les joueurs de l'équipe ayant déclaré WO ne marqueront aucun point sur la compétition.

Si une paire ne dispute aucun match, elle ne sera pas classée et ne figurera pas dans l'état de résultats. En cas de refus de disputer un match de classement, la paire sera alors classée au dernier rang du tournoi.

Article 230 ter | Assimilation à un classement

Tout joueur étant ou ayant été classé 15 ou mieux au tennis peut faire une demande d'assimilation de classement de beach tennis auprès du service beach tennis de la FFT.

CHAPITRE V ► JUGE-ARBITRAGE / ARBITRAGE

Article 231 | Attributions du juge-arbitre

Le JAT1 et le JAT2 sont compétents pour organiser, sur le territoire de leur ligue, toute compétition de beach tennis. Avec l'accord formel des ligues concernées, le JAT2 peut officier sur le territoire d'une autre ligue.

Le JAT3 et le FJAT3 sont compétents pour organiser, sur le territoire national, toute compétition de beach tennis, homologuée par la FFT.

Le juge-arbitre international a la même compétence que le JAT3 et le FJAT3, étendue aux compétitions internationales.

Sur les BT1000 et BT2000, un juge-arbitre de qualification JAT2 minimum est requis.

Le JAE toutes qualifications comprises peut organiser les épreuves par équipes jeunes et seniors de beach tennis.

Outre les attributions qui lui sont conférées par les articles 114-B et 119 des règlements administratifs de la FFT et qui ne sont pas référencés ci-dessous, le juge-arbitre doit veiller au respect des règles du jeu et des règlements sportifs. À ce titre :

- 1 Il se fait présenter par les joueurs l'attestation de licence, portant la mention « compétition autorisée », ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie.
- 2 Il veille à ce que chaque partie soit disputée avec 3 balles fournies par l'organisation et homologuées par la FFT.
- 3 Il peut déléguer temporairement ses pouvoirs dans le cadre de la définition de fonctions prévues à l'article 17 des règlements sportifs de tennis de la FFT.
- 4 Le juge-arbitre est responsable de la sincérité et de l'exactitude des résultats, ainsi que de la qualité de leur transcription.
- 5 Le juge-arbitre établit les tableaux, et, s'il y a lieu, les poules dans le respect des règles indiquées aux articles 3 à 6 des présents règlements.
- 6 Le juge-arbitre ne peut programmer pour une équipe qu'un maximum de 5 parties au cours d'une journée pour les compétitions sur un jour et de 4 sur les compétitions sur 2 jours minimum (BT500, BT1000 et BT2000). Un repos minimum de 30 minutes doit être respecté entre 2 parties.
- 7 Le juge-arbitre ne peut convoquer une équipe ayant participé à une partie commencée entre 22 heures et minuit la veille, le lendemain avant midi.
- 8 Il veille à la publication et à l'affichage en temps utile des tableaux et, s'il y a lieu, des poules, des horaires des parties, puis de leurs résultats.
- 9 Lorsqu'il prend lui-même part, en tant que joueur, au tournoi dont il a la responsabilité, il doit désigner un juge-arbitre suppléant qualifié, compétent selon les prescriptions de l'article 17 des règlements sportifs de la FFT, chargé d'assurer le bon déroulement du tournoi pendant la durée de sa/ ses partie(s).
- 10 Le juge-arbitre rédige une fiche de pénalité en cas d'incident grave ou s'il le juge nécessaire.

Article 232 | Arbitrage

Il n'est pas obligatoire que les parties soient arbitrées. Cependant, le club organisateur désignera des superviseurs de courts qualifiés qui s'assureront que les parties s'enchaînent et se déroulent dans les meilleures conditions, en application de l'article 30 des présents règlements.

CHAPITRE VI ▶ TENUE VESTIMENTAIRE

Article 233

- ❶ Pour les tournois de beach tennis, la FFT autorise le port du maillot de bain sous réserve d'un règlement particulier de la structure organisatrice.
- ❷ Pour les championnats de France et les championnats de ligue, les joueuses doivent porter un débardeur ou une brassière, et un short ou un shorty. Les joueurs doivent être vêtus d'un débardeur ou d'un tee-shirt, et d'un short.
Pour les championnats de France, la FFT préconise que les joueurs d'une même équipe soient vêtus de façon homogène avec le nom de la ligue inscrit dans le dos.

CHAPITRE VII ▶ ÉPREUVES PAR ÉQUIPES

Article 233 bis I Organisation sportive

Chaque ligue doit organiser chaque année ses épreuves par équipes de beach tennis jeunes et seniors.

- ❶ Le comité des épreuves par équipes de beach tennis, par ligue, est composé de minimum 3 membres licenciés pour l'année sportive en cours et âgés de 18 ans ou plus.
Le comité des épreuves par équipes est responsable de la vérification des équipes engagées, de la mise en place du calendrier des rencontres.
La clôture des inscriptions pour les épreuves par équipes est fixée chaque année par le comité des épreuves par équipes.
- ❷ Les épreuves par équipes de beach tennis sont ouvertes à tous les joueurs et joueuses licencié(e)s en compétition, âgés de 13 ans et plus.
- ❸ La formule sportive dépend du nombre et des niveaux de jeu des équipes engagées et est déterminée par le comité des épreuves par équipes.
- ❹ Format des matchs :

Double mixte : obligatoire au format 3 (2 sets de 4 jeux avec point décisif, jeu décisif à 4-4 ; 3^e set : super jeu décisif à 10 points) avec service par en bas pour les messieurs.

Double dames et double messieurs : format au choix ; pas plus de 6 matchs par jour, dont 3 matchs maximum au format 4 (2 sets gagnants de 6 jeux, point décisif, tie-break à 6-6 ; 3^e set : super jeu décisif en 10 points).

Demi-finales et finale des épreuves par équipes : obligatoire au format 4.

- ❺ Temps de repos :

Le temps de repos avant le double mixte doit être de 30 minutes minimum, sauf accord entre les 2 capitaines.

- ❻ La ligue devra fournir un minimum de 3 balles (stage 2), homologuées par la FFT, par terrain.

- ❼ Composition des équipes

Équipes mixtes : les équipes sont constituées de 4 à 6 joueurs. Elles sont composées au minimum de 2 messieurs et 2 dames, et au maximum de 3 messieurs et 3 dames.

L'ensemble des joueurs composant une équipe n'a pas l'obligation d'être issue du même club, mais obligatoirement de la même ligue.

- ❽ Attribution des points

La rencontre est composée de 3 matchs.

L'ordre des matchs se fait de la manière suivante :

- 1- double dames (DD) ;
- 2- double messieurs (DM) ;
- 3- double mixte (DX).

Le double mixte (DX) doit se jouer obligatoirement après le DD et DM.

À l'issue de la rencontre, le barème est le suivant :

- une victoire d'équipe rapporte 2 points ;
- une défaite sur le terrain rapporte 1 point ;
- une défaite par forfait ou disqualification rapporte 0 point.

Si par poule, comment établir le classement :

- en cas d'égalité entre 2 équipes dans la poule au classement final, celles-ci seront départagées en suivant la confrontation directe entre les 2 équipes ;
- en cas d'égalité entre 3 équipes ou plus dans la poule au classement final, celles-ci seront départagées suivant le pourcentage de matchs gagnés (seul les matchs joués seront comptabilisés) si cela crée une équipe supérieure ou une équipe inférieure et que 2 équipes restent à égalité, la confrontation directe prévaudra pour établir le classement exact.

- ❾ Classement/ points

Les épreuves par équipes de BT de ligue comptent pour le classement national de beach tennis masculin et féminin.

À l'issue des épreuves par équipes, les joueurs et joueuses composant une équipe se verront attribuer des points équivalents à un FFT BT250, en fonction de leur classement final d'équipe.

- ❿ Capitaine/coaching

Le capitaine doit être licencié FFT sur la saison sportive en cours.

Il peut être joueur ou non.

Il est responsable de la bonne tenue de son équipe et du bon déroulement de la rencontre. Il remonte les réclamations à la ligue/comité de BT.

Le coaching est autorisé lors des changements de côté ou lors des pauses de fin de set.

Le coaching peut se faire par le capitaine ou son adjoint. L'adjoint peut être un membre de son équipe.

TITRE SIXIÈME

Compétitions de padel

CHAPITRE I ► RÈGLES COMMUNES

I/1 – DÉFINITION

Article 234

- 1 Les compétitions de padel homologuées par la FFT comprennent :
 - les championnats de France par équipes interligues filles et garçons, chaque équipe étant composée de 3 paires U14 ;
 - les championnats de France U18 par paires, filles et garçons ;
 - les championnats de ligue U18 par paires, filles et garçons, qualificatifs pour les championnats de France ;
 - les championnats départementaux U18 par paires, filles et garçons, qualificatifs pour les championnats de ligue ;
 - les championnats de France seniors par paires, dames et messieurs ;
 - les championnats de ligue seniors par paires, dames et messieurs, qualificatifs pour les championnats de France ;
 - les championnats départementaux seniors par paires, dames et messieurs, qualificatifs pour les championnats de ligue ;
 - les championnats de France par équipes interclubs seniors, dames et messieurs (Nationale 1 et 2, y compris ses phases qualificatives Régionale 1), chaque équipe étant composée de 3 paires, dames ou messieurs ;
 - les championnats de ligue et/ou départementaux 45 ans et plus par paires, dames et messieurs ;
 - les championnats de ligue et/ou départementaux 55 ans et plus par paires, dames et messieurs ;
 - les tournois organisés par la FFT, les ligues, les comités départementaux et les clubs.
- 2 Les compétitions de padel se disputent exclusivement en double :
 - double dames ;
 - double messieurs ;
 - double mixte.
- 3 Les compétitions de padel se disputent exclusivement sur une piste de padel.
- 4 Les balles utilisées sont les balles officielles de padel homologuées par la FFT.
- 5 Les compétitions de padel sont ouvertes aux joueurs licenciés à la FFT pour l'année sportive en cours, et faisant partie de la catégorie d'âge 11 ans ou plus.

I/2 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE TABLEAUX DES COMPÉTITIONS DE PADEL

Article 235 | Généralités

- 1 Pour les compétitions, différentes formules sportives sont possibles :

- tableau à départ en ligne et tableaux à entrées échelonnées (cf. article 237) ;
- formule multimatches (cf. article 238) ;
- phase de poules (cf. article 239) ;
- combinaison de ces 3 formules.

- 2 Le nombre minimum de paires participantes pour qu'une épreuve soit homologuée dépend de la catégorie du tournoi (cf. dispositions spécifiques du guide de la compétition de padel).
- 3 Il existe 5 formats de matchs homologués pour les compétitions de padel :
 - format A : 3 sets à 6 jeux, avec jeu décisif à 6-6 ;
 - format B : 2 sets à 6 jeux, avec jeu décisif à 6-6 ; 3^e set = super jeu décisif à 10 points ;
 - format C : 2 sets à 4 jeux, jeu décisif à 4-4, 3^e set = super jeu décisif à 10 points ;
 - format D : 1 set à 9 jeux, jeu décisif à 8-8 ;
 - format E : 1 set à 10 points.

- 4 Un repos minimum de 1h30 doit être respecté après une partie au format A. Un repos minimum de 1h doit être respecté après une partie au format B. Un repos minimum de 30 minutes doit être respecté après une partie au format C ou D. Un repos minimum de 15 minutes doit être respecté après 3 parties consécutives au format E.

Si le juge-arbitre donne son accord, le temps de repos réglementaire peut ne pas être pris. Dans ce cas, il faudra l'accord écrit des 4 joueurs. Chaque joueur devra rédiger et signer une décharge de responsabilité auprès du juge-arbitre.

Article 236 | Têtes de série

- 1 Dans tout tableau comportant des paires classées, les mieux classées d'entre elles doivent être placées de façon à se rencontrer le plus tard possible ; elles sont appelées têtes de série. Tout tableau doit présenter des têtes de série, à l'exclusion de ceux qui ne comportent que des paires de joueurs non classés. Pour calculer le poids d'une paire, il faut additionner les classements de padel des 2 joueurs composant cette paire. Un joueur non classé padel aura un classement égal au rang du dernier joueur numéroté + 1. Plus le poids de la paire est faible, plus celle-ci est forte.
- 2 La numérotation des têtes de série doit suivre l'ordre du classement officiel ; en cas d'égalité de poids entre deux ou plusieurs paires, un tirage au sort doit être effectué.
- 3 Le nombre de têtes de série doit être égal au minimum au huitième et au maximum à la moitié de l'effectif total du tableau.
- 4 Les têtes de série doivent être placées par tirage au sort, à l'exception des têtes de série 1 et 2 placées respectivement en bas et en haut du tableau (cf. Guide de la compétition de padel disponible en ligne sur le site fft) :
 - en haut des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau haut ;
 - en bas des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau bas.
- 5 Les numéros des têtes de série doivent figurer sur les tableaux.
- 6 Le placement des têtes de série à l'occasion d'une phase de poules figure à l'article 239 alinéas 1 et 2.

Article 237 | Tableau à départ en ligne et tableaux à entrées échelonnées

- 1 Un tableau est dit à départ en ligne lorsque toutes les paires entrent sur 1 ou 2 tours consécutifs.
- 2 Un tableau est dit à entrées échelonnées lorsque toutes les paires entrent sur au moins 3 tours.

- 3 Toutes les paires doivent être classées en fonction du tour atteint, de la configuration du tableau et des éventuels matchs de classements.
- 4 Les matchs de classement (consolantes) doivent être disputés entre des paires ayant perdu au même tour.

Article 238 | Formule multimatches

- 1 Un tableau est dit de type formule multimatches lorsque toutes les paires entrent sur un ou 2 tours consécutifs, et que toutes les paires participantes obtiennent un rang différent à l'issue du tournoi.
- 2 Toutes les paires sont classées de 1 à n. Deux paires ne peuvent pas terminer au même rang, sauf si l'organisateur n'a pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, faire disputer toutes les rencontres de classement.
- 3 En cas de disqualification d'une paire, la paire concernée est déclarée perdante de toutes les parties qu'elle avait encore à disputer. La paire apparaîtra sur l'état de résultats de l'épreuve en tant que paire disqualifiée et ne marquera aucun point pour le classement.
- 4 En cas de forfait ou d'abandon d'une paire, l'organisateur de la compétition peut choisir de déclarer cette paire forfait pour le reste de la compétition ou à l'inverse de la laisser disputer les matchs suivants.

Article 239 | Phase de poules

- 1 Constitution des poules :
 - le nombre de paires admises dans une poule ne peut excéder 6. Les effectifs des différentes poules ne peuvent différer de plus d'une unité ;
 - il doit y avoir au minimum deux têtes de série par poule, sauf s'il n'y a que des paires constituées de joueurs ne disposant pas d'un classement de padel.
- 2 Qualifiés :
 - l'organisateur décide du nombre de qualifiés par poule ;
 - pour la phase suivante, les têtes de série doivent être établies selon le résultat de la phase de poules.
- 3 Résultats, classements et forfaits

Le classement d'une poule est obtenu par l'attribution de :

- 2 points par partie gagnée (victoires par WO incluses) ;
- 1 point par partie jouée et perdue ;
- 0 point en cas de défaite par WO ou par disqualification.

En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs paires, leur classement est établi en tenant compte pour toutes les parties de la poule :

- de la différence du nombre de manches gagnées et perdues par chacune d'elles ;
- puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence du nombre de jeux gagnés et perdus par chacune d'elles ;
- ensuite, en cas de nouvelle égalité, par l'application successive des 2 méthodes ci-dessus aux seuls résultats des parties ayant opposé les paires à départager ;
- enfin, en cas de nouvelle égalité, les paires seront départagées par un tirage au sort.

Pour toute partie de la poule ayant donné lieu à un WO, le score attribué est le score forfaitaire : nombre de manches et de jeux prévus par le format de la partie.

En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le score à enregistrer est donné par l'attribution au vainqueur de tous les jeux restant à disputer au moment de l'arrêt de la partie.

Toute paire inscrite dans une poule a l'obligation de disputer toutes les parties prévues. En cas de forfait d'une paire pour une ou plusieurs de ses parties de poule, le juge-arbitre est en droit de disqualifier

cette paire qui apparaîtra sur l'état de résultats comme disqualifiée et ne marquera aucun point sur l'ensemble de la compétition.

CHAPITRE II ► CHAMPIONNATS

Article 240

Les championnats de France sont organisés par la direction mission padel, sous l'autorité du comité des championnats de France tel que défini à l'article 58 des règlements sportifs fédéraux, qui détermine chaque année les modalités d'organisation, ainsi que les têtes de série.

Le comité des championnats de France est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de l'épreuve. L'appel est porté devant la commission fédérale des litiges.

Article 241

Les championnats de France et les championnats de ligue de padel comportent :

- des championnats par paires :
 - une épreuve U18 filles ;
 - une épreuve U18 garçons ;
 - une épreuve seniors dames ;
 - une épreuve seniors messieurs ;
 - une épreuve 45 ans et plus dames (championnat régional uniquement) ;
 - une épreuve 45 ans et plus messieurs (championnat régional uniquement) ;
 - une épreuve 55 ans et plus dames (championnat régional uniquement) ;
 - une épreuve 55 ans et plus messieurs (championnat régional uniquement) ;
- des championnats par équipes :
 - une épreuve interligues par équipes filles, chaque équipe étant composée de 3 paires U14 ;
 - une épreuve interligues par équipes garçons, chaque équipe étant composée de 3 paires U14 ;
 - une épreuve interclubs par équipes seniors dames, chaque équipe étant composée de 3 paires dames ;
 - une épreuve interclubs par équipes seniors messieurs, chaque équipe étant composée de 3 paires messieurs.

Article 242 | (Réservé)

Article 243 | (Réservé)

Article 244 | Championnats par paires

- 1 Les championnats U18 filles et garçons

Les championnats régionaux et les championnats de France U18 filles et garçons, par paires, sont ouverts aux joueurs :

- de nationalité française ;
- licenciés à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la ligue pour pouvoir participer au championnat régional qualificatif ;

- dont l'attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
- faisant partie des catégories d'âge 11 ans ou supérieure.

Les 18 ligues peuvent organiser chaque année un championnat régional de padel, filles et garçons, qualificatif au championnat de France U18. Ce championnat de ligue qualificatif peut éventuellement comporter des phases départementales. Chaque championnat doit respecter le cahier des charges tel que défini dans le Guide de la compétition de padel publié sur le site Internet de la FFT.

Pour participer à un championnat régional U18 par paires, les joueurs composant une paire peuvent ne pas être tous deux licenciés au sein de la même ligue.

Dans cette hypothèse, ils choisiront alors de participer au championnat régional de l'une de leurs 2 ligues d'appartenance (club de délivrance de la licence).

Le coaching est autorisé lors de ces championnats (cf. Guide de la compétition de padel).

Les championnats de France U18 sont ouverts :

- aux 18 paires championnes de ligue ;
- aux 6 paires repêchées en fonction de la force des tableaux finaux de chaque ligue ; les 6 paires repêchées seront déterminées en fonction des résultats obtenus lors des championnats régionaux.

2 Les championnats de France seniors dames et messieurs

Les championnats régionaux et les championnats de France seniors dames et messieurs, par paires, sont ouverts aux joueurs :

- de nationalité française ;
- licenciés à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la ligue pour pouvoir participer au championnat régional qualificatif ;
- dont l'attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
- faisant partie des catégories d'âge 11 ans ou supérieure.

Le coaching est autorisé lors de ces championnats (cf. Guide de la compétition de padel).

Les 18 ligues peuvent organiser chaque année un championnat régional de padel, dames et messieurs, qualificatif au championnat de France. Ce championnat de ligue qualificatif peut éventuellement comporter des phases départementales. Chaque championnat doit respecter le cahier des charges tel que défini dans le guide de la compétition de padel publié sur le site Internet de la FFT.

Pour participer à un championnat régional, et donc au championnat de France en cas de qualification, les joueurs composant une paire peuvent ne pas être tous deux licenciés au sein de la même ligue ; ils choisiront alors de participer au championnat régional de l'une de leurs 2 ligues d'appartenance (club de délivrance de la licence).

Les championnats de France sont ouverts :

- à 5 paires qualifiées d'office au classement de mars ;
- aux 18 paires championnes de ligue ;
- aux 7 paires repêchées en fonction de la force des tableaux finaux de chaque ligue ; les 7 paires repêchées seront déterminées en fonction des résultats obtenus lors des championnats régionaux ;
- 2 wild-cards peuvent être attribuées par le comité des championnats de France. Le nombre de places supplémentaires peut alors diminuer d'une ou de 2 unités, en fonction du nombre de wild-cards attribués.

En cas de forfait d'une paire championne de ligue ou non :

- avant la diffusion du tableau : le nombre total de places attribué à chaque ligue restera immuable. Aussi, les repêchages se gèrent par ligue, et donc uniquement parmi le classement final des paires ayant disputé le championnat régional ;

- après la diffusion du tableau : aucun remplacement de paire ne sera autorisé. La paire sera déclarée forfait ;

--le forfait d'un des 2 joueurs entraîne automatiquement le forfait de la paire.

3 Les championnats régionaux 45 ans et plus et les championnats régionaux 55 ans et plus, dames et messieurs ne sont pas qualificatifs à des championnats de France. Chaque ligue peut organiser un championnat 45 ans et plus et/ou 55 ans et plus, dames et/ou messieurs, comportant ou non des phases départementales, et délivrant un titre de « champion régional ».

Les championnats régionaux 45 ans et plus et les championnats régionaux 55 ans et plus (non qualificatifs à des championnats de France) sont ouverts aux joueurs :

- de nationalité française ;
- licenciés à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la ligue pour pouvoir participer au championnat régional qualificatif ;
- dont l'attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
- faisant partie des catégories d'âge concernées : 45 ans ou 55 ans, selon le cas.

Pour participer à un championnat de ligue 45 ans ou 55 ans par paires, les joueurs composant une paire doivent être tous 2 licenciés au sein de la même ligue.

Le coaching est autorisé lors de ces championnats (cf. Guide de la compétition de padel).

Chaque ligue est libre de définir les modalités d'organisation de ses championnats seniors plus.

Article 244 bis I Championnats par équipes

1 Les championnats de France interligues U14 filles et garçons

Ils sont ouverts aux sélections des ligues et aux joueurs :

- des catégories d'âge U14 de nationalité française ;
- licenciés dans la même ligue au moment de la date limite d'inscription fixée par la FFT ;
- dont l'attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
- il n'est pas obligatoire que le capitaine d'équipe soit licencié dans la ligue qu'il encadre (cf. Guide de la compétition de padel).

La qualification sera déterminée en fonction du club d'appartenance figurant sur la licence FFT des joueurs.

Les équipes sont composées de 6 joueurs ou 6 joueuses de la catégorie U14.

2 Les championnats de France interclubs seniors (Nationale 1 et 2 y compris ses phases qualificatives en Régionale 1)

Ces championnats sont ouverts à tout joueur, quelle que soit sa nationalité, régulièrement licencié (compétition autorisée) à la date limite d'inscription fixée par la FFT.

Ces championnats sont ouverts aux joueurs :

- des catégories d'âge 11 ans et plus ;
- licenciés à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours, et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la FFT ;
- dont l'attestation de licence porte la mention « compétition autorisée » ;
- licenciés ou rattachés dans le club qu'ils représentent.

Le capitaine d'équipe – non joueur – devra être également licencié ou rattaché dans le club qu'il représente (cf. Guide de la compétition de padel).

Les règles de qualification au bénéfice d'un club sont les suivantes :

- un joueur licencié dans un club de padel – et exclusivement padel – ne pourra participer au championnat de France par équipes que pour le compte de son club de padel ; s'il veut changer

CHAPITRE III ► LES TOURNOIS

de club, il devra alors procéder à un changement de club conformément aux présents règlements sportifs ;

--un joueur licencié dans un club ne disposant pas de pistes de padel pourra être rattaché à une équipe d'un club de padel ou d'un club ayant des pistes de padel ;

--un joueur licencié dans un club ayant des pistes de padel pourra s'inscrire au championnat de France par équipes :

- soit pour le compte de ce club ;

- soit pour le compte d'un autre club disposant de piste(s) de padel.

Les équipes sont composées de 3 paires dames ou de 3 paires messieurs.

Article 245 | Organisation sportive

1 Les championnats de France par équipes interligues U14, filles et garçons, se déroulent sous la forme de poules suivies d'un tableau final, ou sous la forme d'un tableau multimatches, en fonction du nombre d'équipes inscrites par les ligues.

Ils regroupent au moins les 18 équipes des ligues (sélection des joueurs(euses) par les ligues).

2 Les championnats de France U18 par paires, filles et garçons, se déroulent en 2 phases :

--une phase régionale organisée par chacune des 18 ligues ;

--une phase nationale qui regroupe 24 paires filles et 24 paires dames.

a. Le championnat de ligue U18 par paires se déroule en fonction du nombre de paires engagées, la formule sportive retenue est au choix de la ligue. Le format des parties à appliquer est indiqué dans le guide de la compétition de padel.

b. La phase finale des championnats de France U18 par paires filles et garçons se dispute sous la forme d'un tableau multimatches.

3 Le championnat de ligue seniors par paires se déroule en fonction du nombre de paires engagées ; la formule sportive retenue est au choix de la ligue. Le format des parties à appliquer est indiqué dans le guide de la compétition de padel.

4 Les championnats de France seniors dames et messieurs par paires se déroulent en 2 phases :

--une phase régionale organisée par chacune des 18 ligues ;

--une phase nationale qui regroupe 32 paires messieurs et 32 paires dames.

La phase finale des championnats de France seniors par paires dames et messieurs se dispute sous la forme d'un tableau multimatches.

5 Les championnats de France interclubs seniors se déroulent en 3 phases :

--une phase régionale organisée par chaque ligue métropolitaine ;

--une Division Nationale 2 regroupant les équipes championnes de ligue, ainsi que 3 équipes repêchées parmi les 13 ligues métropolitaines ;

--une Division Nationale 1 regroupant les 16 meilleures équipes masculines, ainsi que les 8 meilleures équipes féminines, au poids, sur l'ensemble de la France.

La phase finale des championnats de France interclubs seniors (Division Nationale 1) se déroule sous la forme d'un tableau multimatches.

6 Les dates de clôture des inscriptions pour les championnats de France sont fixées chaque année par le Conseil national du padel. Les compositions des paires ou équipes doivent être transmises à la direction mission padel à l'aide du formulaire d'engagement prévu à cet effet.

7 Pour toute phase finale des championnats de France, la FFT préconise que les joueurs d'une même paire/équipe soient vêtus de façon homogène avec le nom de la ligue ou du club inscrit dans le dos.

Article 246 | Comité de tournoi

La constitution d'un comité de tournoi est obligatoire ; sa composition doit être affichée sur le lieu où se déroule la compétition.

1 Le comité de tournoi, composé au moins de 3 membres licenciés pour l'année sportive en cours et âgés de 18 ans ou plus (le juge-arbitre ne pouvant en aucun cas en faire partie) :

-- fixe le montant des droits d'engagement ; aucun droit ne peut être exigé pour la participation à une épreuve de consolation ;

-- établit le règlement du tournoi en conformité avec les règlements fédéraux ;

-- arrête sans recours la liste des paires admises à participer ;

-- définit et indique au juge-arbitre la ligne de conduite qu'il souhaite voir suivre pour la progression du tournoi, et supervise les tirages au sort ;

-- veille au bon déroulement de la compétition et doit notamment fournir, pour chaque partie disputée, un minimum de 3 balles homologuées par la FFT ;

-- prend toutes les mesures qu'il juge utile pour assurer, dans le temps imparti, la bonne marche du tournoi ;

-- a toute latitude, dans le cas où le tournoi ne peut pas aller jusqu'à son terme, de prévoir le partage des prix en tenant compte des paires restant en course et de l'état d'avancement du tournoi ;

-- est responsable du respect du cahier des charges de l'épreuve (Cf. Guide de la compétition de padel).

2 Conformément à l'article 114-C des règlements administratifs de la FFT, le comité de tournoi est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de la compétition. L'appel de ses décisions est porté devant la commission régionale des litiges.

Article 247 | Homologation

Le club désirant organiser un tournoi de padel devra remplir la demande d'homologation via l'application ADOC.

Article 248 | Catégories de tournois

Il existe 6 catégories de tournois, répondant chacune à un cahier des charges : P25, P100, P250, P500, P1000 et P2000.

Si le règlement de l'épreuve le permet, la participation de joueuses est autorisée dans une épreuve masculine et ce pour les catégories de tournois de P25 à P1000 inclus (cf. guide de la compétition padel).

Seules les épreuves seniors ou seniors plus peuvent être dotées financièrement.

Article 249 | Transmission de l'état de résultats

À l'issue du tournoi, le juge-arbitre doit saisir l'état de résultats dans l'application de gestion des épreuves de padel au plus tard 48 heures après la fin du tournoi.

Article 250 | Participation des joueurs

1 Les joueurs doivent impérativement fournir les pièces suivantes au juge-arbitre du tournoi :

--une pièce d'identité officielle avec photographie ;

--l'attestation de licence FFT de l'année sportive en cours portant la mention « compétition autorisée ».

Les joueurs qui sont autorisés à prendre part à un tournoi de padel doivent faire partie de la catégorie d'âge 11 ans ou plus.

② Les joueurs qui s'engagent dans un tournoi de padel doivent se tenir à la disposition du juge-arbitre pendant toute la durée du tournoi.

CHAPITRE IV ► LE CLASSEMENT

Article 251 | Principe

Le classement de padel prend en compte, pour chaque compétiteur, les 10 meilleurs résultats qu'il a obtenus au cours des 12 derniers mois (cf. dispositions spécifiques du guide de la compétition de padel).

Article 252 | Fonctionnement

① Attribution des points

En fonction du rang obtenu par la paire ou l'équipe à l'issue d'une compétition homologuée, un nombre de points est attribué à chacun des joueurs de cette paire ou équipe. Ce nombre de points varie en fonction du type de compétition.

Les compétiteurs sont ordonnés de 1 à n en fonction du nombre de points qu'ils ont comptabilisé grâce à leurs 10 meilleurs résultats au cours des 12 derniers mois.

② Blocage du classement

a. Blocage pour maternité

Les joueuses licenciées qui, en raison d'une maternité, n'ont pu participer aux compétitions pendant au moins 5 mois consécutifs au cours des 12 derniers mois pourront bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement.

Pour pouvoir bénéficier d'un blocage de classement, aucun match ne doit avoir été disputé entre la fin de la période de 5 mois d'arrêt et la demande.

Le classement bloqué sera le dernier classement publié suite au dernier tournoi disputé par la joueuse. La joueuse bénéficiera de ce classement bloqué pour ses 5 premiers tournois et pour une période maximale de 3 mois après le premier tournoi joué.

b. Blocage pour raison de santé

Les joueurs classés dans le Top 500, ainsi que les joueuses classées dans le Top 200 au classement FFT, qui, pour des raisons de santé, n'ont pu participer aux compétitions pendant au moins 5 mois consécutifs au cours des 12 derniers mois, pourront bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement. Pour pouvoir bénéficier de ce blocage, aucun match ne doit avoir été disputé entre la fin de la période de 5 mois d'arrêt et la demande. Le classement bloqué sera le dernier classement publié suite au dernier tournoi disputé par le joueur. Le joueur bénéficiera de ce classement bloqué pour ses 5 premiers tournois et pour une période maximale de 3 mois après le premier tournoi joué.

Article 253 | WO

En cas de défaite(s) par WO dans une poule, les joueurs de la paire conserveront les points du rang

final obtenu au sein de leur poule.

En cas de défaite par WO dans un tableau après le premier match joué, les joueurs de la paire ayant déclaré WO conserveront les points du tour précédent.

Si une paire ne dispute aucun match, elle ne sera pas classée et ne figurera pas dans l'état de résultats. En cas de refus de disputer un match de classement, la paire sera alors classée au dernier rang du tournoi, sauf exception prévue par le guide de la compétition.

En cas de repêchage suite à un WO, il sera procédé à un tirage au sort parmi les paires pouvant y prétendre, afin de déterminer la paire qui sera lucky loser lors de la nouvelle phase (cf. Guide de la compétition de padel).

Article 254 | Assimilation à un classement

Tout joueur étant ou ayant été classé +2/6 ou mieux au tennis peut faire une demande d'assimilation de classement de padel auprès de la [direction mission padel](#) de la FFT.

CHAPITRE V ► JUGE-ARBITRAGE / ARBITRAGE

Article 255 | Attributions du juge-arbitre

Les JAP 1 sont compétents pour organiser, sur le territoire de leur département, tout tournoi homologué par la FFT, P25 ou P100, ainsi que des championnats de niveau départemental.

Les JAP 2 sont compétents pour organiser, sur le territoire de leur ligue, toute compétition de padel, tournoi ou championnat, homologuée par la FFT, du P25 au P1000 inclus. Avec l'accord formel des ligues concernées, ils peuvent officier sur le territoire d'une autre ligue.

Les JAP 3 sont compétents pour organiser, sur le territoire national, toute compétition de padel, homologuée par la FFT.

Le juge-arbitre international de padel a la même compétence que le JAP 3, étendue aux compétitions internationales.

Outre les attributions qui lui sont conférées par les articles 114-B et 119 des règlements administratifs de la FFT et qui ne sont pas référencés ci-dessous, le juge-arbitre doit veiller au respect des règles du jeu et des règlements sportifs. À ce titre :

① Il se fait présenter par les joueurs l'attestation de licence portant la mention « compétition autorisée », ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie.

② Il se fait présenter par les coachs l'attestation de licence, ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie.

③ Il veille à ce que chaque partie soit disputée avec 3 balles fournies par l'organisation et homologuées par la FFT.

④ Le juge-arbitre est responsable de la sincérité et de l'exactitude des résultats, ainsi que de la qualité de leur transcription. Il est également responsable de la transmission des résultats dans les délais fixés.

⑤ Le juge-arbitre établit les tableaux, et, s'il y a lieu, les poules dans le respect des règles indiquées aux articles 236 à 239 des présents règlements.

⑥ Le juge-arbitre doit accorder à une paire un délai de 12 heures minimum entre la fin de son dernier match et sa première partie programmée du lendemain.

⑦ Il veille à la publication et à l'affichage en temps utile des tableaux et, s'il y a lieu, des poules, des horaires des parties, puis de leurs résultats.

8 Lorsqu'il prend lui-même part en tant que joueur au tournoi dont il a la responsabilité (cette autorisation ne concerne que les tournois des catégories P25, P100 ou P250), il doit désigner un juge-arbitre suppléant qualifié, compétent selon les prescriptions définies dans le Guide de la compétition de padel, chargé d'assurer le bon déroulement du tournoi pendant la durée de sa/ses partie(s).

9 Le juge-arbitre rédige une fiche de pénalité en cas d'incident grave ou s'il le juge nécessaire.

Article 256 | Arbitrage

Il n'est pas obligatoire que les parties soient arbitrées. Cependant, le club organisateur pourra désigner des superviseurs de pistes qualifiés (arbitre padel – AP, ou JAP1) qui s'assureront que les parties s'enchaînent et se déroulent dans les meilleures conditions.

TITRE SEPTIÈME Compétitions tennis-fauteuil

CHAPITRE I ► RÈGLES COMMUNES

I/1 – DÉFINITION

Article 257

- 1 Les compétitions tennis-fauteuil homologuées par la FFT comprennent :
 - les championnats de France individuels ;
 - les championnats de France par équipes ;
 - les tournois organisés par la FFT, les ligues, les comités départementaux et les clubs affiliés ou structures habilitées.
- 2 Les compétitions tennis-fauteuil se déroulent en simple et en double.
- 3 Les compétitions tennis-fauteuil se déroulent sur un court de tennis. (cf. chapitre Règles du jeu tennis-fauteuil).
- 4 Les balles utilisées sont les balles homologuées tennis.
- 5 Les compétitions tennis-fauteuil sont ouvertes :
 - à toute personne atteinte d'un handicap physique entraînant une perte fonctionnelle ne permettant pas une pratique debout ;
 - à toute personne atteinte d'un handicap physique entraînant une perte fonctionnelle des membres inférieurs et supérieurs : catégorie quad ;
 - aux joueurs licenciés à la FFT pour l'année sportive en cours.
- 6 Les dispositions relatives au fauteuil roulant, notamment celles concernant l'utilisation d'un fauteuil roulant électrique, sont prévues par les règles du jeu tennis-fauteuil.
- 7 Les dispositions relatives aux sigles et logos pour la tenue des joueurs sont celles de l'article 7 des présents règlements. Concernant les sigles et les logos pour les fauteuils, ce sont les règles de l'ITF qui s'appliquent.

I/2 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE TABLEAUX DES COMPÉTITIONS TENNIS-FAUTEUIL

Article 258 | Généralités

- 1 Pour les compétitions, différentes formules sportives sont possibles (cf. compétitions individuelles des présents règlements) :
 - phase de poules ;
 - tableau à entrées échelonnées ou à départ en ligne ;
 - tableau final ;
 - tableau de consolante ;
 - tableau multimatchs.

② Une épreuve tennis-fauteuil ne peut être homologuée que si elle comporte un minimum de joueurs et joueuses fixés dans le guide de la compétition selon la formule sportive utilisée (cf. guide de la compétition tennis-fauteuil).

③ Les formats homologués sont les formats tennis (voir article 9 des présents règlements).

CHAPITRE II ► CHAMPIONNATS

II/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE INDIVIDUELS

Article 259

Ils comprennent les épreuves ci-dessous :

- championnat de France messieurs 1^{re} série ;
- championnat de France messieurs 2^e série ;
- championnat de France messieurs 3^e série ;
- championnat de France messieurs NC/4^e série ;
- championnat de France dames ;
- championnat de France quad ;
- championnat de France juniors.

Article 260

Les championnats de France sont organisés par le service paratennis de la FFT, sous l'autorité du comité des championnats de France tel que défini à l'article 58 des règlements sportifs fédéraux, qui détermine chaque année les modalités d'organisation, ainsi que les têtes de série.

Le comité des championnats de France juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de l'épreuve. L'appel est porté devant la commission fédérale des litiges.

Article 261

Les joueurs sélectionnés pour les championnats de France sont ceux ayant le meilleur rang au classement individuel dans les épreuves suivantes et au classement mensuel arrêté par la commission compétente :

- 6 joueurs pour l'épreuve 1^{re} série messieurs ;
- 8 joueurs pour l'épreuve 2^e série messieurs ;
- 8 joueurs pour l'épreuve 3^e série messieurs ;
- 8 joueurs pour l'épreuve NC / 4^e série messieurs ;
- 6 joueuses pour l'épreuve féminine ;
- 4 joueurs pour l'épreuve quad ;
- 4 joueurs minimum pour l'épreuve juniors.

En cas d'égalité de classement entre 2 ou plusieurs joueurs, il sera pris en compte, respectivement le joueur ayant disputé le plus grand nombre de tournois sur l'année sportive en cours, puis en cas de nouvelle égalité il sera procédé à un tirage au sort.

Article 262

Les championnats de France sont ouverts aux joueurs :

- de nationalité française ;
- licenciés à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la FFT pour pouvoir participer au championnat ;
- en possession de l'attestation de licence de l'année sportive en cours, portant le mention « compétition autorisée ».

Article 263 | Organisation sportive

- ① Les championnats se déroulent sous forme de poules de 3 ou 4 joueurs en fonction des effectifs.
- ② Les joueurs terminant 1^{er} et 2^e d'une épreuve comprenant 2 poules disputent un tableau final.
- ③ Le format de match utilisé est : 3 manches à 6 jeux avec jeu décisif dans toutes les manches.

Article 264 | Forfait ou abandon

- ① Abandon en cours d'épreuve

Si un joueur est obligé d'abandonner le championnat en cours pour raison médicale, il peut être autorisé à poursuivre la compétition dès le lendemain, à la condition d'avoir obtenu l'avis favorable d'un médecin. La (les) rencontre(s) non disputée(s) seront enregistrées comme WO.

- ② Forfait au cours de l'épreuve

Tout joueur déclarant forfait pour un match au cours du championnat sera automatiquement disqualifié de la compétition.

- ③ Forfait avant l'épreuve

Tout joueur déclarant forfait avant la constitution des poules sera remplacé par le joueur le suivant sur la liste de sélection réalisée par la FFT.

- ④ Forfait après la constitution des poules

Un forfait intervenant après la constitution des poules ne sera pas remplacé.

Article 265 | Résultats et classement des poules

Le classement d'une poule est obtenu par l'attribution de :

- 2 points par partie gagnée, incluant les WO ;
- 1 point par partie jouée et perdue ;
- 0 point en cas de défaite par WO.

En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs joueurs, leur classement est établi en tenant compte pour toutes les parties de la poule :

- de la différence du nombre de manches gagnées et perdues par chacun d'eux ;
- puis en cas de nouvelle égalité, de la différence du nombre de jeux gagnés et perdus par chacun d'eux ;
- enfin, en cas de nouvelle égalité, par l'application successive des 2 méthodes ci-dessus aux seuls résultats des parties ayant opposé les joueurs à départager, avant un éventuel tirage au sort.

Article 266 | Remboursement de frais

À l'issue du championnat de France individuels, les joueurs qui ont participé reçoivent des remboursements de frais, selon les modalités fixées chaque année par le comité exécutif.

II/2 – CHAMPIONNAT DE FRANCE PAR ÉQUIPES

Article 267

Les compétitions sont les suivantes :

- phases qualificatives régionales ;
- championnat de France :
 - Nationale 1 ;
 - Nationale 2 ;
 - Nationale 3 ;
 - Phase interrégionale qualificative à la Nationale 3.

Article 268 | Principes d'organisation

- 1 La FFT est organisatrice de ces compétitions.
- 2 Les phases interrégionales qualificatives à la Nationale 3 sont organisées en 4 groupes de 4 équipes chacun.

Article 269 | Engagement des équipes

- 1 Une équipe est composée d'un minimum de 2 joueurs.
- 2 Lorsqu'un club engage plusieurs équipes dans un championnat, le rattachement des joueurs s'effectue selon la règle suivante :
 - les joueurs n° 1 et n° 2 du club sont rattachés à l'équipe 1 du club. À classement égal, le club décide de la numérotation des joueurs et celle-ci sera figée pour toute la durée du championnat à la condition que leur classement n'évolue pas.
- 3 L'équipe n° 1 sera obligatoirement l'équipe composée des 2 joueurs ayant les classements les plus forts.
- 4 Le club renseignera la fiche de composition de l'équipe et l'adressera à la FFT.
- 5 Si un club n'a pas un effectif de joueurs suffisant pour constituer une équipe, il lui est permis de faire appel à un joueur d'un autre club pour compléter l'équipe, à la condition que ce joueur soit licencié dans un club de la même ligue.

Article 270 | Nationale 3 – Phase interrégionale qualificative

Elle se déroulera sous forme de tableau à élimination directe de 4 équipes – demi-finales, finale et rencontre de classement.

Article 271 | Championnat de France

La FFT constituera les poules du championnat de France en tenant compte des résultats sportifs de l'année précédente pour les divisions de Nationale 1 et de Nationale 2.

- 1 Nationale 1
 - a. Elle est composée de 6 équipes réparties dans 2 poules de 3 équipes. À l'issue de la phase de poules, les équipes classées 1^{res} de leur poule disputent une finale :
 - les équipes terminant 1^{res} et 2^{es} de leur poule se maintiennent ;
 - les équipes classées 3^{es} de leur poule descendent l'année suivante en Nationale 2.
 - b. Les clubs transmettent la composition de l'équipe à la FFT en indiquant a minima les 2 meilleurs

joueurs du club, ainsi que le capitaine d'équipe. Aucun joueur d'un classement supérieur au deuxième joueur de l'équipe ne pourra prendre part à la compétition, finale incluse. Le classement de référence des joueurs sera celui de début d'année sportive.

c. Chaque équipe sera composée d'un minimum de 2 joueurs et d'un capitaine (licencié dans le club).

2 Nationale 2

a. Elle est composée de 12 équipes réparties dans 4 poules de 3 équipes. À l'issue de la phase de poules :

- les équipes 1^{res} de poule disputent la phase finale ;
- les 2 équipes finalistes accèdent l'année suivante à la Nationale 1 ;
- Les équipes terminant 3^{es} et 4^{es} à l'issue de la phase finale se maintiennent dans la division ;
- les équipes 2^{es} de poule se maintiennent dans la division ainsi que les 2 meilleurs 3^{es} ;
- les autres équipes terminant 3^{es} de poule descendent en championnat régional.

b. Les clubs auront la possibilité de faire évoluer la composition de leur équipe qui a participé à la phase qualificative. Une nouvelle fiche de composition d'équipe sera fournie par le club à la FFT.

c. Chaque équipe sera composée d'un minimum de 2 joueurs et d'un capitaine (licencié dans le club).

3 Phase interrégionale

Elle est composée de 16 équipes réparties en 4 groupes régionalisés.

4 Nationale 3

Le vainqueur de chaque groupe interrégional est qualifié pour disputer la phase finale du championnat. Les 2 équipes finalistes de la phase finale accèdent l'année suivante à la Nationale 2.

Article 272 | Les joueurs

- 1 Pour participer au championnat par équipes :
 - le joueur doit être licencié à la FFT pour le compte de l'année sportive en cours et la date de rattachement de sa licence doit répondre aux conditions de délai fixées par la FFT pour pouvoir participer au championnat ;
 - en possession de l'attestation de licence de l'année sportive en cours, portant la mention « compétition autorisée » ;
 - quel que soit le statut du joueur, il pourra participer au championnat par équipes pour le compte de son club à la condition que sa licence soit enregistrée et validée par le club.
- 2 Les joueurs non titulaires de la nationalité française
 - Application des règlements de la FFT (cf. articles 98, 99 et 100 des RS).

Article 273 | Déroulement des compétitions

- 1 Le format des rencontres est le suivant :
 - 2 simples et 1 double ;
 - le format du simple est 3 manches à 6 jeux avec application du jeu décisif dans toutes les manches ;
 - le format du double est 2 manches à 6 jeux, point décisif, super jeu décisif en 10 points ;
 - le double se déroule 30 minutes après la fin des matchs de simple.
- 2 Toutes les parties sont disputées sur des courts de surface identique. Les rencontres se jouent prioritairement à l'extérieur. Des courts couverts de repli doivent être disponibles dans le club ou à proximité du club.

- ③ Trois balles neuves homologuées doivent être fournies pour chaque rencontre.

Article 274 | Forfait

Toute équipe déclarant forfait pour une raison injustifiée sera passible d'une amende de 400 €, correspondant aux frais engagés par le club d'accueil.

L'équipe ayant déclaré forfait ou ayant été disqualifiée lors d'une rencontre de poule se verra attribuer une défaite sur un score forfaitaire correspondant au nombre total de points qu'il y a en jeu pour la rencontre. Pour chaque match, le score pris en compte pour le calcul de la différence de manches et de jeux est de 6/0 6/0.

Article 275 | Résultats et classement des poules

Le classement de la poule :

- 2 points à l'équipe ayant gagné une rencontre ;
- 1 point à l'équipe ayant perdu une rencontre ;
- 0 point à l'équipe ayant été disqualifiée ou ayant été déclaré forfait.

En cas d'égalité entre une ou plusieurs équipes de la poule, leur classement est établi en tenant compte de :

- la différence des scores des rencontres gagnées et perdues par chacune d'entre elles (score de la rencontre) ;
- puis en cas de nouvelle égalité, la différence du nombre de manches gagnées et de manches perdues par chacune d'entre elles ;
- puis en cas de nouvelle égalité, de la différence du nombre de jeux gagnés et perdus par chacune d'elles.

Article 276 | Remboursement des frais

À l'issue du championnat de France par équipes, les clubs dont les équipes se sont déplacées reçoivent des remboursements de frais, selon les modalités fixées chaque année par le comité exécutif.

Article 277 | Sigles et logos

Dans toutes les rencontres des compétitions par équipes tennis-fauteuil, les dispositions prévues à l'article 7 des présents règlements s'appliquent complétées par les dispositions de l'article 116.

CHAPITRE III ▶ LES TOURNOIS

Article 278 | Comité de tournoi

La constitution d'un comité de tournoi est obligatoire ; sa composition doit être affichée sur le lieu où se déroule la compétition.

- ① Le comité de tournoi, composé au minimum de 3 membres licenciés pour le millésime en cours et âgés de 18 ans ou plus (le juge-arbitre ne pouvant en aucun cas en faire partie) :
- fixe le montant des droits d'engagement ; aucun droit ne peut être exigé pour la participation à une épreuve de consolante ;
 - établit le règlement du tournoi en conformité avec les règlements fédéraux ;
 - arrête sans recours la liste des joueurs admis à participer ;
 - définit et indique au juge-arbitre la ligne de conduite qu'il souhaite voir suivre pour la progression du tournoi et supervise les tirages au sort ;

- veille au bon déroulement de la compétition et doit notamment fournir, pour chaque partie disputée, un minimum de 3 balles neuves homologuées par la FFT ;
- prend toutes les mesures qu'il juge utiles pour assurer, dans le temps imparti, la bonne marche du tournoi.

- ② Conformément à l'article 114-C des règlements administratifs de la FFT, le comité de tournoi est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de la compétition. L'appel de ces décisions est porté devant la commission régionale des litiges.

Article 279 | Homologation

Le club désirant organiser un tournoi tennis-fauteuil devra remplir la demande d'homologation disponible sur le site www.paratennis.fr.

Une fois la demande renseignée, une copie de la demande accompagnée du chèque des droits d'homologation seront transmis à la FFT pour validation, la FFT transmettra ensuite à la ligue. Le tournoi sera ainsi mis en ligne dans le calendrier des tournois tennis-fauteuil accessible depuis le site www.fft.fr ou www.pاراتennis.fr.

Article 280 | Cahiers des charges

Le club désirant organiser un tournoi tennis-fauteuil s'engage à respecter le cahier des charges, en ligne sur le site www.fft.fr. Seules les épreuves seniors peuvent être dotées financièrement.

Article 281 | Transmission des résultats

À l'issue du tournoi, le juge-arbitre doit transmettre au service classement de la FFT l'état de résultats, au plus tard 7 jours après la fin du tournoi.

Article 282 | Participation des joueurs

- ① Les joueurs doivent impérativement fournir les pièces suivantes au juge-arbitre du tournoi :
- une pièce d'identité officielle avec photographie ;
 - l'attestation de licence de l'année sportive en cours, portant la mention « compétition autorisée ».
- ② Les joueurs qui s'engagent dans un tournoi doivent se tenir à la disposition du juge-arbitre pendant toute la durée du tournoi.

CHAPITRE IV ▶ LE CLASSEMENT

Article 283 | Principe

Le classement tennis-fauteuil prend en compte, pour chaque compétiteur, les 8 meilleurs résultats qu'il a obtenus au cours des 12 derniers mois (voir les dispositions spécifiques du guide de la compétition tennis-fauteuil).

Article 284 | Fonctionnement

En fonction du rang obtenu par le joueur à l'issue d'une compétition homologuée, un nombre de points lui est attribué. Ce nombre de points varie en fonction du type de compétition. Les joueurs sont classés de 1 à n en fonction du nombre de points qu'ils ont comptabilisés grâce à leurs 8 meilleurs résultats au cours des 12 derniers mois.

CHAPITRE V ► JUGE-ARBITRAGE / ARBITRAGE

Article 285 | Attributions du juge-arbitre

1 Épreuves individuelles

- Les JAT1 sont compétents pour organiser toute compétition TMC NC/4^e série ;
- Les JAT2 sont compétents pour organiser, sur le territoire de la ligue, toute compétition individuelle tennis-fauteuil. Avec l'accord formel des ligues concernées, ils peuvent officier sur le territoire d'une autre ligue.
- Le FJAT3 est compétent pour organiser, sur le territoire national, toute compétition tennis-fauteuil homologuée par la FFT.
- Le juge-arbitre international à la même compétence que le FJAT3, étendue aux compétitions internationales.
- Outre les attributions qui lui sont conférées par les articles 114-B et 119 des règlements administratifs de la FFT et qui ne sont pas référencées ci-dessous, le juge-arbitre doit veiller au respect des règles du jeu et des règlements sportifs. À ce titre :
 - a. il se fait présenter par les joueurs l'attestation de licence portant la mention « compétition autorisée », ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie ;
 - b. il veille à ce que chaque partie soit disputée avec 3 balles fournies par l'organisation et homologuées par la FFT ;
 - c. il peut déléguer temporairement ses pouvoirs dans le cadre de la définition de fonctions prévues à l'article 17 des règlements sportifs FFT ;
 - d. le juge-arbitre établit les tableaux, et, s'il y a lieu, les poules dans le respect des règles indiquées aux présents règlements ;
 - e. le juge-arbitre doit accorder à un joueur un délai de 12 heures minimum entre la fin de son dernier match et sa première partie programmée le lendemain ;
 - f. il veille à la publication et à l'affichage en temps utile des tableaux et, s'il y a lieu, des poules, des horaires des parties, puis de leurs résultats ;
 - g. lorsqu'il prend lui-même part, en tant que joueur, au tournoi dont il a la responsabilité, il doit désigner un juge-arbitre suppléant qualifié, compétent selon les prescriptions de l'article 17 des règlements sportifs de la FFT, chargé d'assurer le bon déroulement du tournoi pendant la durée de sa/ses partie(s) ;
 - h. le juge-arbitre rédige une fiche de pénalité en cas d'incident grave ou s'il le juge nécessaire.

2 Championnat par équipes

- Le JAE1 est compétent pour diriger, sur le territoire de la ligue à laquelle il appartient, toute rencontre par équipes de niveau départemental ou régional. Par dérogation, il peut être autorisé à juger toute rencontre par équipes de division qualificative à la phase finale.
- Le JAE2 est compétent pour diriger, sur le territoire de la ligue à laquelle il appartient, toute rencontre par équipes de niveau régional ou national. Les JAE2 n'exercent leur fonction que sur le territoire de la ligue ayant délivré la qualification. Une dérogation peut leur être accordée sous réserve de l'accord formel de la ligue qui contrôle leur activité annuelle et de celui de la ligue où doit se dérouler la compétition concernée.
- Le JAE3 est compétent pour diriger, sur le territoire national, toute rencontre nationale par équipes.
- Le juge-arbitre international a la même compétence que le JAE3, étendue aux compétitions

internationales.

-- Sur les rencontres par équipes, le juge-arbitre doit :

- a. s'assurer de la présence et de la qualification, lorsque celle-ci est requise, des arbitres devant officier sur la rencontre, en se faisant présenter les documents nécessaires (attestation de licence et pièce permettant de justifier de leur identité) ;
- b. constater que chaque équipe est complète et donner connaissance, au capitaine de chaque équipe, de la liste des joueurs remise par le capitaine de l'équipe adverse ; déclarer rencontre perdue à l'équipe incomplète ;
- c. empêcher un joueur de participer à la compétition s'il sait ou s'il est prouvé qu'il n'est pas qualifié et, s'il y a lieu, rétablir l'ordre de classement des joueurs de simple et des paires de double ;
- d. recueillir les réclamations et les réserves sur la composition des équipes, sur la qualification des joueurs et sur tout autre objet, et ce à quelque moment que ce soit, et les consigner sur la feuille d'observation et de décision qu'il doit adresser au président de la commission des conflits sportifs compétente dans les 24 heures qui suivent la fin de la rencontre ;
- e. exiger que tous les joueurs aient les pièces énumérées à l'article 285-1-a. des présents règlements et que toutes les parties soient jouées ;
- f. déclarer partie perdue à l'équipe visitée lorsqu'il n'y a pas d'arbitre, si le règlement de l'épreuve le prévoit ;
- g. préciser, si ce n'est pas le cas, sur la feuille d'observation la raison exacte de la décision lorsque les doubles n'ont pas été disputés.

Article 286 | Arbitrage

Il n'est pas obligatoire que les parties soient arbitrées. Cependant, le club organisateur désignera des superviseurs de courts qualifiés qui s'assureront que les parties s'enchaînent et se déroulent dans les meilleures conditions.